GAVROCHE

REVUE D'HISTOIRE POPULAIRE

Le numéro double : 9 €

Bimestriel n° 123-124 – 21e année – mai-août 2002



Paris 1er Mai 2002 *(Photo CV)*

GAVROCHE

Revue bimestrielle
d'histoire populaire
Numéro 123-124
Mai-Août 2002

BP 863
27008 Evreux Cedex
9, rue du Puits-Carré
Tél. 02.32.39.50.50
E-mail :
revue.gavroche@wanadoo.fr

Directeur de la publication :
Claude VIRLOUVET

Directeur honoraire :
Georges PELLETIER

Avec la collaboration
pour ce numéro de
C. BASTARD-GRUEL
Elisabeth COMMUN
M. CORDILLOT
G. DOUART
H. FABRE
J.-J. GANDINI
C. JACQUIER
J.-J. LEDOS
G. PELLETIER
J. SIGOT
A. SIMON
J. TREMINTIN
B. VANDEPLAS
C. VIRLOUVET
P. YSMAL

Commission paritaire : 64185
I.S.S.N. : 02-42-9705

Les articles publiés dans cette
revue sont résumés et indexés
dans HISTORICAL ABSTRACTS
and AMERICA :
HISTORY and LIFE

Distribution en librairie :
DIFFUSION POPULAIRE
21 ter, rue Voltaire
75011 Paris - Tél. 01.40.24.21.31

Imprimé en France

Publication -
Secrétariat de rédaction
et mise en page :
Scoop Presse Normande à Evreux
Impression :
27 Offset-Gravigny

EDITORIAL



Depuis le choc de la journée du 21 avril nous cherchons à comprendre ce qui nous arrive. Rassurez-vous, nous n'allons pas ici, vous imposer une explication de plus ni tenter de répondre aux questions qui se posent sur notre avenir. Nous avons vécu des moments que l'histoire retiendra. Voilà bien la seule certitude.

Après son "coup de tonnerre" du 20 heures, l'histoire a hésité pendant trois petites heures dans les rues de Paris. 21 h, pas loin de l'Atelier Jospin rue St-Martin, quelques cars de CRS. Les policiers sont sur le trottoir, discutent entre eux ou conversent sans bruit dans leurs portables. Le silence. Peu de circulation. Aucune animation dans la quinzaine de camions-régie des télés étrangères. Seuls, assis sur le trottoir, un ordinateur sur les genoux, deux journalistes tapent un article. A quelques pas de là, 300 personnes s'agglutinent devant des barrières qui limitent l'accès aux invités. Les visages sont fermés mais des applaudissements ponctués d'encouragements saluent certaines arrivées et sorties des notables du PS qui n'y prêtent guère attention. Plus tard, quelque part derrière la façade éclairée par les torches des caméras, Jospin va dire qu'il assume et qu'il s'en va. C'est fini. Mais déjà, ce n'est plus le silence ici. Des "Le Pen Facho" se font entendre.

Dans moins d'une heure la place de la Bastille grondera de colère. Le temps de confectionner hâtivement des banderoles et voilà le peuple de gauche qui se met en marche pour dire "non" comme l'illustrera on ne peut mieux la "une" du journal Libération réalisée au même moment. Les journalistes ont senti battre le pouls de l'histoire. Résultat : un record des ventes jamais atteint dans toute l'existence du journal. Cette "une"-affiche sera brandie dans tous les cortèges et présente encore à bout de bras dans les vertigineuses manifestations du 1er mai à Paris (photo ci-dessus).

C'était à Paris. C'était partout en France. On a vu sur nos écrans et dans les pages locales de nos journaux ces défilés de jeunes qui faisaient mieux qu'apprendre l'histoire dans leurs livres. Ils la vivaient. Ils en étaient les acteurs. Ils referont parler d'eux quand, dans quelques années, les revues d'histoire évoqueront ces journées mémorables.

Ce 1er mai a vu aussi des gens manifester dans des villages qui n'avaient jamais connu tel événement. Ainsi lit-on dans "Le Pays d'Auge" édition côte normande qu'un rassemblement à l'initiative des jeunes a mobilisé une centaine de participants à Bonnebosq. "Du jamais vu" précise le correspondant dans cette localité qui compte quatre centaines d'électeurs. Des historiens qui prendront le temps de collecter tous ces exemples et de puiser aux sources préfectorales pourront en conclure vraisemblablement que le pays a connu là un mouvement d'une ampleur rarement atteinte.

C'était pour dire non. Confirmation dans les urnes le 5 mai avec un 82 % qui a fait pousser un soupir de soulagement dans le monde entier. Et maintenant ?

Le retour à des jours plus ordinaires ne doit pas faire oublier les causes premières de cette crise profonde. Comme le recommande cette pancarte tenue par trois jeunes manifestantes place de la Bastille au soir du 1er mai (photo dernière page) : "l'histoire ne se répète que lorsqu'on l'oublie". Or, après chaque élection qui voit pourtant la carte de France se colorer davantage en brun, rien n'est vraiment entrepris pour combattre ce mal qui ronge le pays. Mais il est peut être aussi temps de ne plus seulement en faire porter la responsabilité aux politiques et à tous ceux "qui ne font pas ce qu'il faudrait faire". Ce combat attend chacun d'entre nous.

C.V.

14 ans après son vol

le "Traité de Fontainebleau" revient aux Archives Nationales

Plus de 200 documents sont encore manquants

Le 2 avril dernier, l'ambassadeur des Etats-Unis a restitué solennellement à la France le "Traité de Fontainebleau" en le remettant entre les mains du premier juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, M. Caddeo.

Ce document exceptionnel du 11 avril 1814 dans lequel l'empereur Napoléon confirme son abdication a pu ainsi réintégrer sa place aux Archives nationales.



Le 12 avril 1814, Napoléon se résigne à ratifier le traité. *(Dessin de Raffet dans "Histoire de Napoléon" par M. de Norvins (1839).*

Il manquait depuis plusieurs années. Mais c'est en prenant connaissance de la publicité faite autour d'une vente chez Sotheby's à New York prévue pour le 5 juin 1996 que les Archives Nationales constatèrent cette disparition.

La plainte auprès du FBI, l'enquête et six années de procédure ont donc permis à la France de retrouver ce traité, grand moment de son histoire. Pour autant, l'affaire n'est pas close, loin de là. On a constaté, après des recherches approfondies, qu'une impressionnante quantité de pièces sont manquantes.

Le traité et 30 lettres du futur Louis XVIII

La vente publique prévoyait non seulement l'exemplaire du traité de Fontainebleau mais également cinq lettres de ratification de cet acte. A la suite de la plainte de l'Etat français pour vol de ces documents aux Archives nationales le FBI a procédé à leur saisie avant la mise en vente. Et le FBI s'est bien sûr intéressé au déposant de ces documents, un Américain de 35 ans domicilié à Monteagle dans le Tennessee, Marshall L. Pierce. Ce dernier a reconnu avoir envoyé les documents chez Sotheby's et a remis aux policiers un lot de trente lettres écrites par le futur roi Louis XVIII, le comte de Provence. Lettres volées aux Archives nationales comme devaient le démontrer les recherches. M. Pierce a déclaré au FBI qu'il avait acheté ces documents à Lyon courant 1990 pour cinq mille dollars réglés en espèces à une certaine Mme Mericée ou Mercier rencontrée par hasard dans une rue.

Déclaration peu crédible. Pour autant M. Pierce était inconnu aux Archives nationales. Les policiers s'intéressèrent alors de plus près à un ancien professeur d'histoire qui vivait sous le même toit que M. Pierce : John William Rooney. Cet homme de 65 ans,

L'article 1er du traité de Fontainebleau

Article I

Sa Majesté l'Empereur Napoléon renonce, pour lui et ses successeurs et descendants, ainsi que pour chacun des membres de sa famille à tout droit de souveraineté et de domination, tant sur l'Empire français et le Royaume d'Italie, que sur tout autre pays.

Dans cette lettre du 23 octobre 1793 à son cousin Louis, prince de Condé, le futur Louis XVIII exprime ses sentiments après la mort de Marie-Antoinette.

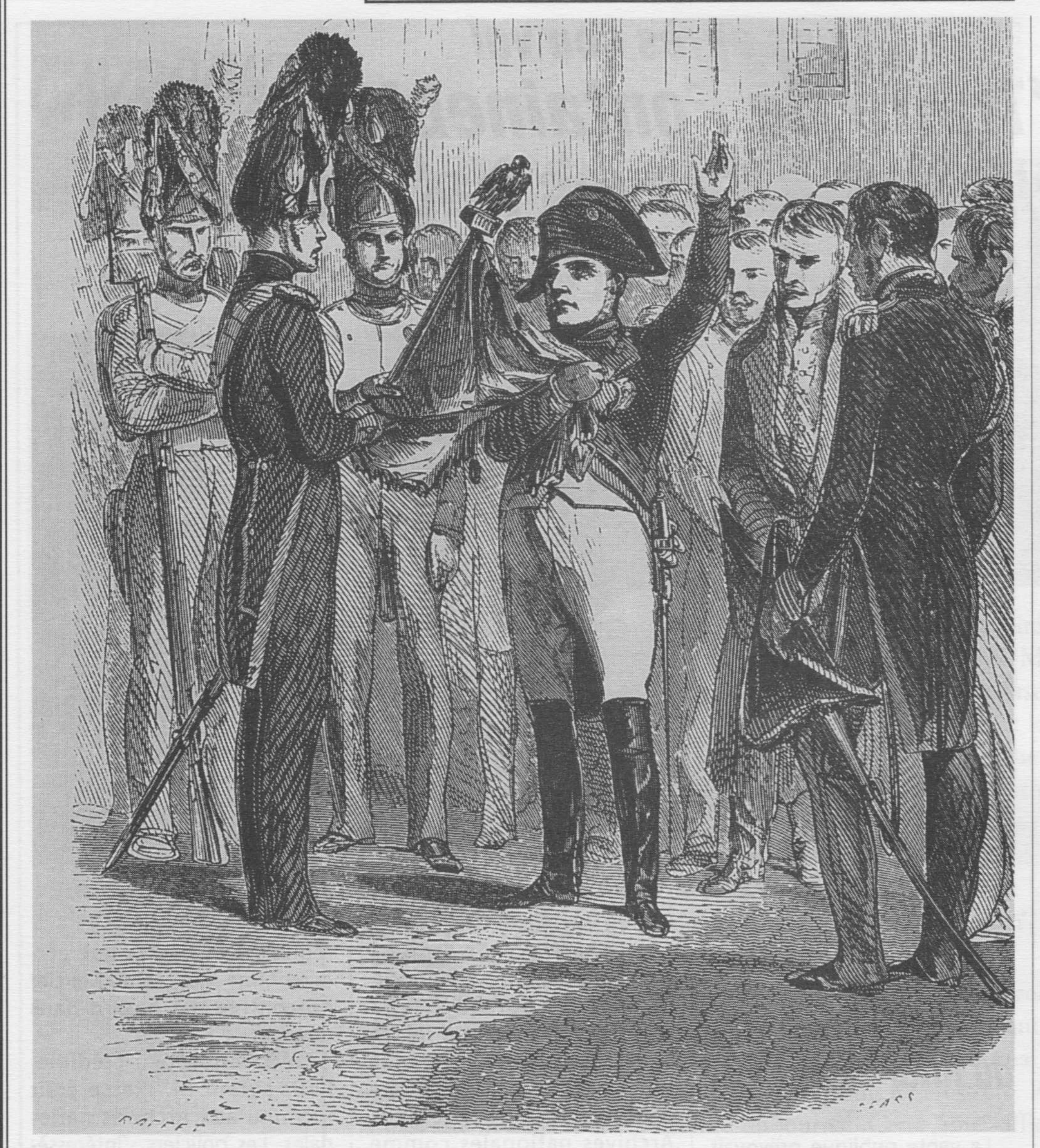
Mon Cousin, vous avez sans doute appris le crime affreux que les Régicides viennent d'ajouter à tous leurs crimes. Je vous prie de remettre à la brave Noblesse et à tous les François fidèles qui sont sous vos ordres, la lettre cy-jointe, où j'ai tâché d'exprimer les sentimens dont nous sommes animés. Ces sentimens seront sûrement partagés par toute l'Armée Autrichienne ; l'horrible assassinat de la fille de Marie Thérèse ne peut qu'être profondément senti par ceux qui ont si bien servi son auguste mère et la douleur et l'indignation seront égales entre eux et nous. Je ne vous parle pas de tout ce que mon cœur éprouve, il vous sera facile d'en juger par le vôtre.

Je suis, mon Cousin,

Votre très affectionné Cousin.

Louis Stanislas Xavier

A Hamm ce 23 octobre 1793



Le 20 avril 1814 à Fontainebleau Napoléon 1er fait ses adieux à sa vieille garde avant de partir pour l'île d'Elbe. Ci-dessous le combat de Fère-Champenoise pendant la campagne de France. (Dessins de Raffet dans "Histoire de Napoléon" par M. de Norvins 1839).



professeur à la retraite (1), s'est refusé à toute déclaration mais les recherches devaient établir qu'il s'était inscrit comme lecteur aux Archives en 1974 puis réinscrit en 1987. Il avait bien, cette dernière année, consulté les deux cartons dans lesquelles se trouvaient les pièces volées. Et il est apparemment le seul lecteur à l'avoir fait.

Les deux hommes ont été laissés en liberté après paiement d'une caution.

Devant l'importance des vols commis, les recherches ont été étendues et ont révélé que M. Rooney avait également consulté les Archives du Ministère des Affaires étrangères et celles du Service Historique de l'Armée de Terre. Là aussi des vols ont été constatés portant sur une trentaine de pièces.

Les faits ne laissent guère de doute quant à leur auteur, mais, compte tenu du temps passé entre la consultation des fonds et la découverte des vols, la prescription interdit toute action publique pour ces délits. Reste le délit de recel puisque le délai de prescription ne part que du jour où l'infraction a cessé.

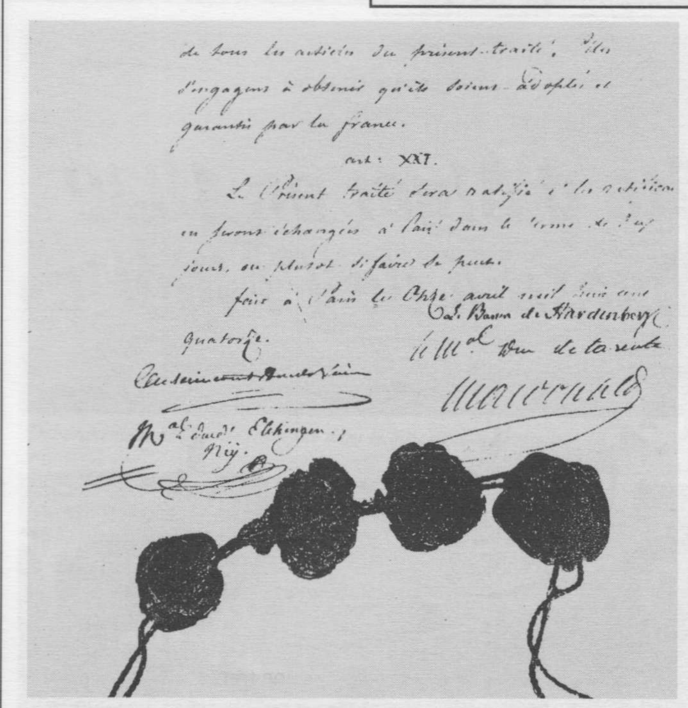
L'abdication

L'examen de l'exemplaire du traité de Fontainebleau volé et saisi par les policiers du FBI amène à s'intéresser à l'événement historique en lui-même. Il intervient à la suite de la campagne de Russie. Alliés contre la France, l'Autriche, la Russie et la Prusse l'envahissent en décembre 1813. Au terme de la campagne de France menée de janvier à mars, Napoléon capitule et se retire dans le château de Fontainebleau. Il y signe son abdication le 4 avril.

C'est le 11 avril qu'est signé à Paris le traité dit de Fontainebleau par les plénipotentiaires désignés par Napoléon et les trois puissances ennemies.

L'empereur renonce pour lui et toute sa famille à tout droit

(1) Diplômé de l'Université de Louvain, J. W. Rooney a été professeur d'histoire de la diplomatie à l'Université de Marquette (Milwaukee) dans le Wisconsin. Il était reconnu aux Etats-Unis comme le spécialiste des relations de la France avec les Pays-Bas 1815-1830, le Royaume de Belgique 1830-1850 et l'Angleterre 1815-1839. Il prépare un livre sur la politique étrangère de la France 1815-1830. Il a publié 3 livres sur la Révolution belge et écrit de nombreux articles sur la Restauration.


de tous les articles du présent traité, elles s'engagent à obtenir qu'ils soient adoptés et garantis par la France.

Art. XXI.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le terme de deux jours, ou plutôt si faire se peut.

Fait à Paris le onze avril mil huit cent quatorze.

Caulaincourt duc de Vicence

Cl. Baron de Hardenberg

Le Mal duc de Tarente Macdonald

Mal duc d'Elchingen Ney

La dernière page du traité de Fontainebleau portant les signatures des plénipotentiaires.

A Varsovie ce 9 Avril 1804.

Nous venons, mon cher Cousin, de faire la même perte, votre douleur ne surpasse point la mienne, mais souffrez que je vous offre une consolation, les derniers instans de notre fils l'ont montré digne du nom que sa vie illustroit. Vous en pouvez goûter encore une autre que je vous envie, c'est de surmonter vos peines, pour adoucir celles d'un pere, d'un héros que la gloire vouloit qui vécût à jamais, mais qui pour son propre bonheur, a peutêtre déja poussé trop loin sa carriere. Conservez le, mon cher Cousin, conservez vous vous même, la France et moi, nous n'aurons pas tout perdu.

Adieu mon cher Cousin, vous connoissez toute mon amitié pour vous.

Louis.

Lettre du futur Louis XVIII le 9 avril 1804 après l'exécution du Duc d'Enghien.

de souveraineté et de domination sauf sur l'île d'Elbe dont il fera son lieu de séjour. L'empereur et l'impératrice Marie-Louise conservent leurs titres de même que la famille. Diverses rentes leur sont attribuées.

En complément à ce traité, deux traités de Paris, cette fois signés par Louis XVIII qui rétablit la monarchie, annulent les conquêtes territoriales et ramènent le pays à ses limites de 1790.

3 traités bilatéraux

Le document volé aux archives révèle que le traité de Fontainebleau n'a pas été un traité multilatéral entre les quatre Etats parties mais trois traités bilatéraux. Ce document est en effet un exemplaire de l'acte bilatéral signé entre la France et la Prusse. Seuls les plénipotentiaires français Caulincourt, duc de Vicence ; le maréchal duc de Tarente, Macdonald ; le maréchal duc d'Elchingen, Ney et le prussien, le baron de Hardenberg, chancelier d'Etat du roi Frédéric-Guillaume III, ont signé cet exemplaire.

Le protocole explique ces traités séparés. "La difficulté de classer les Alliés dans le traité au rang de chacun, à cause de l'alternative des deux empereurs (d'Autriche et de Russie), a obligé de tout recommencer au moment de signer. On fait un traité séparé avec chaque puissance". Caulincourt informe ainsi Napoléon des difficultés rencontrées.

Chacun des trois traités a été rédigé en deux exemplaires. La France a reçu un exemplaire de chacun en la personne de Caulincourt, ministre des Relations extérieures de Napoléon.

Seul l'exemplaire franco-prussien est resté dans les archives de Caulincourt. Les deux autres ont disparu probablement pendant les cent jours du retour de Napoléon. C'est ce seul exemplaire restant qui se trouvait conservé aux Archives Nationales. A noter que cet exemplaire a été présenté dans des expositions consacrées à Napoléon en 1969 et en 1976.

Les autres exemplaires du traité sont toujours dans les Archives des pays concernés. Celui de l'Autriche (signé par le prince de Metternich, ministre des Affaires étrangères de l'empereur François 1er) se trouve à Vienne. L'exemplaire de la Russie (signé par le comte de Nesselrode, secrétaire d'Etat et chambellan du tsar Alexandre 1er, est aux Archives du ministère des Affaires étrangères de Russie à Moscou. Les Archives d'Etat de la Prusse à Berlin abritent l'exemplaire de la Prusse.

Chaque traité est rédigé en français, langue diplomatique de l'époque.

Pièces manquantes

Non sans inquiétude, des recherches ont été minutieusement menées dans les dossiers consultés par le chercheur américain aux Archives nationales, au ministère des affaires étrangères et à celui de la Défense.

La liste alphabétique des pièces manquantes recense des disparitions dans plus de 180 dossiers. Parfois il ne manque qu'une pièce mais dans d'autres dossiers le vol porte sur plusieurs documents. Ainsi sur 3 pièces d'un dossier sur le traité de 1763 entre la France et l'Angleterre, il n'en reste plus que 2. Autre exemple, imprécis cette fois pour le nombre, les archives du conseil général des Ardennes répertoriées pour les années 1814-1823 ont perdu tout ce qui est relatif aux années 1814 à 1819. Il ne reste plus rien des nombreuses lettres que Bugeaud a échangées avec Soult d'avril 1844 à novembre 1845. Combien de lettres ont disparu ? On sait seulement que manquent celles auxquelles Soult fait état dans ses réponses à Bugeaud, copie restée dans le carton.

Les exemples pourraient être multipliés.

Il est difficile d'établir une échelle de valeur dans les documents volés. Ceux qui proviennent de personnages célèbres attirent évidemment davantage l'attention, mais on sait que d'autres pièces moins prestigieuses sont d'un plus grand intérêt pour des recherches bien particulières. C'est donc seulement pour montrer la diversité des vols que quelques noms très connus peuvent être cités : Caulincourt, Cazes, Condé, Dupont de Nemours, Fouché, Frédéric Guillaume, Guizot, Henri d'Orléans, Jaucourt, Lafayette, Lamartine, Lamoricière, Louis XVII, Louis XVIII, Louis-Philippe, impératrice Marie-Louise, Metternich, Napoléon Ier, Périer, Talleyrand, Wellington.

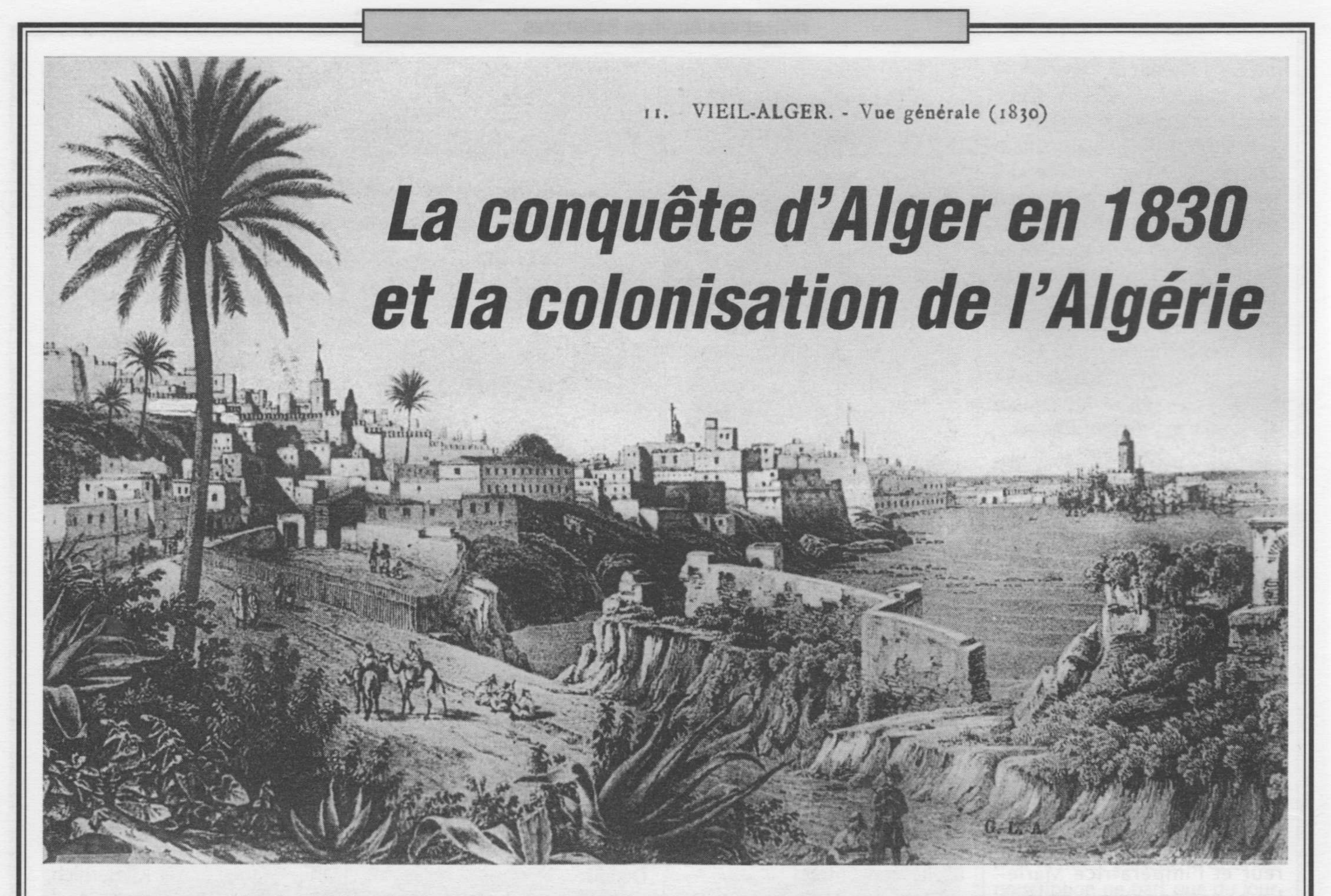
Les dates d'origine des documents concernés couvrent plus particulièrement la période du Ier empire. A noter que M. Rooney avait indiqué en s'inscrivant comme lecteur aux Archives Nationales que ses recherches portaient sur la Restauration et Louis-Philippe. Ses consultations comme celles relatives au traité de Fontainebleau étaient donc plutôt hors sujet.

Cette démarche aurait-elle dû attirer l'attention ? Des contrôles sont-ils faits pour s'assurer que les dossiers restent complets ? Bien des questions peuvent se poser avec cette affaire. Une chose est sûre, les objets concernant la période napoléonienne sont très recherchés, certains se revendent des petites fortunes.

Ceci peut expliquer qu'un chercheur se laisse tenter et commette un acte aussi grave.

Mais c'est le procès courant juin devant la justice américaine qui permettra d'établir les responsabilités et de savoir si les documents disparus pourront un jour réintégrer les Archives Nationales.

C.V.



La conquête d'Alger en 1830 et la colonisation de l'Algérie

Quand le roi Charles X décida, le 7 février 1830, d'organiser une gigantesque expédition dans le but de conquérir la ville d'Alger, il s'agissait tout simplement d'une expédition punitive contre le dey d'Alger qui s'était montré irrespectueux envers le consul de France. En effet, trois ans auparavant, le 30 avril 1827, à la suite d'une sombre histoire d'argent vieille de trente ans, le dey avait frappé au visage notre consul, Monsieur Deval, d'un coup d'éventail.

Si les négociations pour réparations engagées entre le roi de France et le dey d'Alger avaient abouti, les soldats de sa Majesté ne se seraient jamais embarqués dans une telle aventure. Il ne s'agissait donc pas, comme beaucoup le pensent, d'une expédition coloniale. Rappelons que jamais un européen n'avait conquis cette ville portuaire réputée stratégiquement imprenable. Charles-Quint, Louis XIV et Napoléon eux-mêmes n'avaient pas réussi à approcher victorieusement ce port de corsaires qui fut successivement sous le contrôle des Arabes, puis des Turcs.

Le 4 octobre 1827, peu après l'injure infligée à notre Consul, une première expédition formée de 13 bâtiments, commandée par le capitaine Collet, livre bataille devant Alger. Elle inflige aux navires ennemis des pertes sérieuses. Mais comme elle ne peut investir le port, le blocus qui s'ensuit s'avère de plus en plus difficile et coûteux. Il ne reste dès lors que deux solutions : tenter de nouvelles négociations ou faire la guerre.

Une première tentative de négociation échoue en 1829, nos parlementaires étant purement et simplement rejetés d'Alger et contraints de se sauver à bord de *La Provence* sous une pluie de projectiles. Ce nouvel affront devient, aux yeux du roi, un prétexte suffisant pour déclencher une expédition punitive, malgré les réticences du gouvernement, le 7 février 1830.

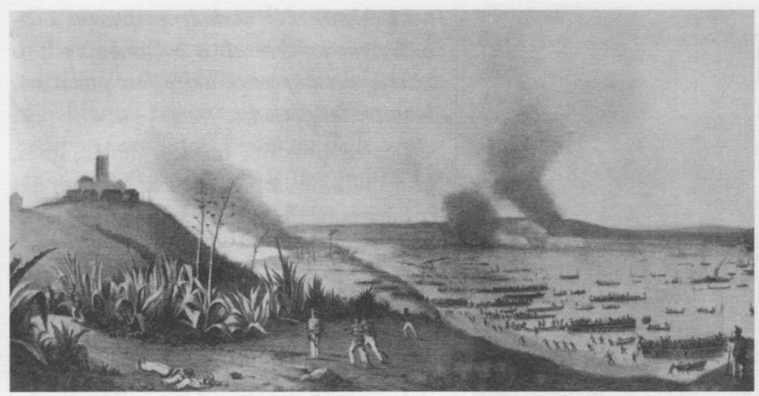
En réalité cette expédition arrange beaucoup de monde : Le roi, qui voit là un moyen de relever le prestige de la couronne ; la Prusse, l'Autriche, la Russie, mais aussi l'Italie, la Sardaigne, la Hollande ravis de se débarrasser enfin de ce nid de corsaires qui désolent la Méditerranée avec leurs navires depuis si longtemps.

L'Expédition

Préparer la conquête d'Alger n'est pas une mince affaire. En trois mois, 104 navires de guerre complétés par 357 bâtiments de transport nolisés sont réunis à Toulon. 37 639 soldats, 27 000 marins,

Les esclaves célèbres

Parmi les nombreux personnages réduits à l'esclavage, le plus célèbre est certainement Cervantès, l'immortel auteur de Don Quichotte qui resta prisonnier des Turcs pendant cinq ans (1575-1580). Une autre illustre victime fut l'astronome Arago. Celui qui fit partie du Gouvernement provisoire en février 1848, et qui obtint l'abolition de l'esclavage dans les colonies française, avait été lui-même inscrit sur la liste des esclaves du dey d'Alger en 1807. Fait prisonnier dans des circonstances rocambolesques, alors qu'il achevait la mesure de l'arc du méridien terrestre à Majorque, on l'envoie servir à bord des bateaux corsaires en qualité d'interprète. Il sera libéré, près de deux ans plus tard sur les instances du consul de Suède.


Débarquement de l'armée française dans la baie de Sidi-Ferruch le 14 juin 1830.



La côte d'Alger.

3 853 chevaux, ainsi que des munitions, des vivres et le matériel nécessaire à l'expédition sont embarqués. Le tout sous le commandement de l'amiral Duperré. Le commandement en chef de l'expédition est confié au général Bourmont alors ministre de la guerre.

Dès la fin avril les troupes sont regroupées dans la région de Toulon où elles sont entraînées aux futurs combats. Cette préparation ressemble à une croisade : Combattre des Turcs et des Arabes ; délivrer des esclaves chrétiens ; ramener des butins, suscitent l'enthousiasme des soldats. Quelques officiers dont Lamoricière, sollicitent même la permission de faire la guerre à leurs frais et des officiers étrangers sont autorisés à se joindre à cette expédition. La population locale, exposée plus que d'autres aux déprédations des Algériens regarde cette campagne comme une délivrance.

Le 10 mai, la 1ère division s'ébranle ; le 16 les embarquements sont terminés. A cause de vents défavorables, le départ ne s'effectue que le 25. Dans la nuit du 27 au 28 mai, une série de fortes bourrasques contraint plusieurs fois la flotte à revenir s'abriter dans les îles Baléares, en rade de Palma pour ne repartir définitivement que le 10 juin. Le 13, les soldats arrivent en vue d'Alger. En grande tenue, on les rassemble sur le pont des vaisseaux.

Du côté d'Alger on est confiant. La milice turque (l'Odjeac) a rejoint les postes de combat, le dey d'Alger peut compter sur les tribus guerrières du littoral et de l'intérieur, et le cas échéant, malgré leurs dissensions, sur les troupes d'Hassan le bey d'Oran, d'Ahmed, le bey de Constantine et de Moustapha, le bey de Tittery. Hussein fait également appel au shérif du Maroc (commandeur des croyants) et aux beys de Tunis et de Tripoli pour repousser les infidèles. Ces derniers ne s'inquiétaient pas outre mesure, persuadés qu'ils étaient que nos troupes, même victorieuses ne se maintiendraient pas sur le sol africain préférant ainsi sauvegarder leur neutralité.

Le débarquement

Le débarquement sur le sol algérien a lieu par surprise le 14 juin sur la presqu'île de Sidi-Ferruch, à quelques kilomètres à l'ouest d'Alger. Cinq régiments sont aussitôt rangés en bataille sans rencontrer une grande résistance. Les premiers combats surprennent les soldats : Le capitaine Matterer, dans son *Journal de la prise d'Alger* raconte l'événement :

"On faisait une vive fusillade sur une ligne de front (...) On tirait sur des groupes de Bédouins à cheval (...) En moins de dix minutes, huit hommes furent tués ; ils disputaient pied à pied un ruisseau de très bonne eau que nous voulons enlever ; là ils nous ont tué un capitaine et huit soldats. Ils ont pris un sergent auquel ils ont coupé la tête et un fourrier, auquel ils ont coupé autre chose. On se tuait réciproquement.".

La construction d'ouvrages destinés à fermer la presqu'île pour en faire un camp retranché s'effectue. Sidi-Ferruch

Les conditions de vie des troupes embarquées

Pendant la quinzaine de jours pendant lesquelles les bateaux sont bloqués en rade de Palma, les soldats embarqués n'apprécient pas ce retard :

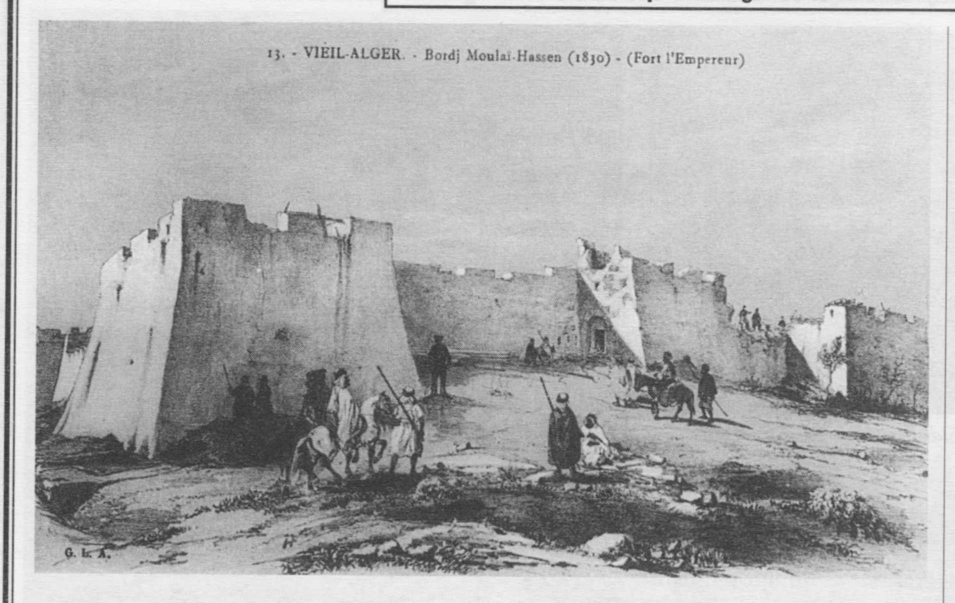
"Les troupes souffraient beaucoup, il y avait une odeur si infecte dans les batteries qu'on ne pouvait pas y tenir, il pleuvait et il faisait froid : les soldats et les marins à qui on ne donnait presque point d'eau, tendaient des voiles pour en recueillir. La viande salée et le biscuit, qui formait toute leur nourriture, les avaient horriblement échauffés, ils étaient maigres et pâles à faire peur. Tous les chefs disaient qu'il était impossible de les faire entrer en campagne dans l'état où ils se trouvaient."

Un médecin chef de la marine s'inquiète pour leur santé :

"Cependant il était à craindre que les maladies épidémiques ne surgissent tout à coup du fond de ces espaces étroits, où des centaines de soldats, pressés les uns contre les autres, respiraient avec une atmosphère chaude, les miasmes azotés des transpirations."

M. Deval, consul de France, insulté par le dey Hussein.





que nos troupes avaient trouvée déserte se transforme rapidement. En moins de deux jours d'immenses hangars, construits en planches couvertes de toiles imperméables, abritent des hôpitaux, des dépôts, des magasins. On construit des fours en tôle et en briques qui permettent de distribuer du pain frais. Après le débarquement du personnel, la marine commence celui du matériel *"au point que la plage offrit bientôt l'aspect d'un grand port de commerce : tonneaux, barils, caisses, ballots s'amoncellent ; les parcs de bestiaux s'emplissent."*.

Signe de modernité, un télégraphe communique avec *La Provence* assurant la transmission des nouvelles. Plus surprenant, cabarets et guinguettes s'installent et un armateur de Nantes peut établir un café et un restaurant pour les officiers *"où pour vingt francs par tête l'on dînait passablement avec des petits pois, des perdrix aux truffes et du vin de Bordeaux"*. Des marchands établissent des boutiques ; des limonadiers, avec la fontaine sur le dos, courraient en criant : "Qui veut boire ?"

En première ligne le régime est différent : on mange *du bœuf salé qu'il fallait faire tremper pendant une heure pour le rendre mangeable ; les biscuits sont si durs qu'on devait les broyer avec une pierre, le tout arrosé d'un peu d'eau trouble et saumâtre.*

Le 16 juin, une grosse tempête faillit mettre la flotte en danger. Si les bateaux encore chargés de vivres, d'une grande partie de l'artillerie et de la presque totalité de la cavalerie s'étaient échoués, l'expédition était définitivement compromise. Il faut aller vite. Trois jours plus tard, Bourmont décide l'attaque en direction d'Alger. Nos troupes harcelées sans cesse, livrent bataille sur le plateau de Staouëli et emportent la victoire, laissant sur le terrain un grand nombre de morts. La route d'Alger est pratiquement ouverte.

Pourtant, le moral et la discipline se relâchent. L'explosion d'une réserve de poudre arabe à Staouëli sème la terreur. Le géographe Rozet, dans sa *Relation de la guerre d'Afrique* parue en 1832, constate :

Nous étions en guerre seulement depuis neuf jours et on remarquait déjà un relâchement dans la discipline : (...) les débris des bestiaux jetés sur la terre infectaient l'air ; les soldats, à qui on distribuait de la viande sur pied, les tuaient à coup de fusil ; beaucoup s'enivraient et roulaient dans les champs.

Le découragement des troupes

C'est Bourmont dans une pièce officielle (août 1830) qui s'en fait l'écho :

Depuis que les chaleurs sont vives et presque continues et surtout que le repos a succédé à une grande activité, un grand nombre de militaires de l'armée a été atteint de la diarrhée ; les officiers n'y ont pas échappé plus que les soldats. Cette maladie, en général, n'est pas dangereuse : un régime sévère est un moyen de cure presque infaillible ; mais l'affaiblissement moral et physique qui résulte de cette affection, produit presque toujours la nostalgie. Cette disposition s'accroît encore en raison de la triste existence des officiers, de l'impossibilité d'aucune espèce de relations avec les habitants.

Aussi, depuis un mois, les demandes de rentrer en France sont-elles devenues extrêmement fréquentes.

Les blessés et les malades arrivaient journellement par centaines à l'ambulance, le service des hôpitaux ne se fait pas d'une manière satisfaisante.

Car en plus des blessés, mal soignés, une maladie commence à décimer les combattants : la fièvre paludéenne.

La prise d'Alger

Avant d'attaquer Alger, Bourmont attend les pièces d'artillerie qui permettront de faire le siège. Elles n'arrivent que le 24 juin. Encouragés par cette inactivité qu'ils attribuent à la faiblesse des troupes, les Algériens accentuent la guérilla qui fatiguent et déciment les combattants. Tous ceux qui ont l'imprudence de s'écarter de la ligne des retranchements sont assassinés et décapités. Depuis le début de la campagne, on compte au moins 1 700 hommes hors de combat.

Par sécurité, Sidi-Ferruch est transformée en forteresse capable de résister à toutes les attaques. Une route défendue par huit redoutes est tracée jusqu'à Staouëli puis vers Sidi Kalef, dernière étape avant Alger.

Après de nouvelles difficultés dans les combats à l'approche d'Alger, causant de nouvelles pertes, a lieu enfin l'attaque de fort l'Empereur, dernier bastion avant Alger, qui a lieu sous un bombardement incessant venu de terre mais aussi de mer. Le 4 juillet le fort est détruit, Alger est conquise, Hussein se rend, L'acte de reddition signé le 5 juillet, stipule que les forts qui dépendent d'Alger seront remis aux troupes françaises ; que le dey

Le maréchal Bourmont.



d'Alger conserve ses richesses personnelles et reste sous la protection de l'armée française ; que toutes les classes d'habitants restent libres, qu'il ne sera pas porté atteinte à l'exercice de leur religion, à leurs propriétés, leur commerce et que leurs femmes seront respectées. Rien dans ce texte qui puisse évoquer le début d'une colonisation.

Dans l'entourage de Bourmont, on lui reproche d'avoir traité le dey, les Turcs et les Algériens avec trop de générosité, alors qu'à leurs yeux, ce ne sont que des pirates qui ne méritent que la corde au cou. Aussi peut-on voir, dans le comportement de Bourmont la volonté de hâter une victoire que Charles X lui avait demandé de conclure au plus vite.

Le pillage de la Casbah

A en croire le géographe Rozet, le plus grand désordre règne dans le palais du dey :

Quelques officiers, des soldats et des domestiques s'étaient répandus dans les différents appartements et emparés de tout ce qui leur convenait ; des portes furent enfoncées, des cassettes et des coffres brisés, etc.

Le docteur dans son livre *Douze ans d'Algérie* paru en 1880 confirme :

Dans l'après-midi, nous vîmes défiler les officiers d'un état-major, suivis de leurs mulets chargés d'armes, de tapis, d'éventails, qu'ils avaient probablement trouvés à la Casbah. Ce butin, mis en évidence, produisit sur l'armée une fâcheuse impression.

Un officier de marine :

Nous sommes entrés en ville par la porte de la marine (...) partout, sur notre passage, on ne rencontrait que des soldats français çà et là, portant dans leurs mains le butin fait la veille, pendant les quatre heures de pillage qu'on leur avait accordées. (...) Ils offraient ces objets à des prix bas pour boire la bouteille.

Bourmont, pour sa part, se soucie plus du trésor de la Régence sur lequel, dès avant l'embarquement à Toulon, il avait fondé les plus grands espoirs. Les locaux où se trouve le trésor renferment des pièces d'or et d'argent de toutes provenances. On charge cette fortune considérable sur cinq vaisseaux. Ce trésor est si important qu'il couvrira l'ensemble des frais de l'expédition ainsi que, dans une moindre mesure, les primes promises aux officiers et aux soldats.



Les soldats français visitant les harems d'Alger. Caricature de Langlumé.

Un nouvel ennemi : les maladies

Sur le plan sanitaire, la méconnaissance du climat africain est indéniable. Certes, le gouvernement avait demandé de choisir des hommes de constitution robuste ayant au moins deux ans de service pour composer le corps expéditionnaire. On avait distribué des ceintures de laine pour *éviter les refroidissements d'entrailles*, et donné quelques préceptes d'hygiène. Mais on prétendait faire une campagne sous un soleil torride à des hommes habillés de lourds vêtements de drap inadaptés et dotés d'un sac pesant 20 kg.

Retour d'Alger.



On ne sait rien de la fièvre paludéenne qu'on soigne comme une *fièvre lente* par des saignées, des sangsues et de la diète. On invente des fébrifuges, par exemple à partir d'absinthe mélangé de poudre à fusil. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que la mort emporte le quart des malades.

Depuis la victoire, les soldats sont désœuvrés : à chaque pas on trouve des hommes saouls, couchés sous le soleil ardent. Ils s'inquiètent de voir les maladies qui les dévorent, les hôpitaux encombrés.

Partout on ne rencontre que des groupes de malades aux visages blêmes, à la démarche chancelante. Les fièvres, les dysenteries se multiplient à un point incroyable. Des compagnies, des bataillons entiers fondent et disparaissent presque entièrement.

Rozet nous donne des détails :

Le peu de discipline qu'il y avait dans l'armée, les corvées dont les troupes étaient accablées, et leur séjour en plein air, par la chaleur excessive du jour et la fraîcheur humide des nuits, avaient beaucoup augmenté le nombre des malades. Les maladies les plus communes étaient des dysenteries, des gastro-entérites, et des céphalites souvent accompagnées de fièvre. Ces maladies faisaient des progrès effrayants, et beaucoup d'hommes avaient déjà succombé. On recommandait cependant tous les jours aux

Les Zouaves



La tribu des Zwawa, installée dans l'est algérien, fournissait aux Turcs des soldats enrôlés par l'intermédiaire de leur représentant à Alger, qui offrit aussitôt ses services à la France. Bourmont créa un corps auxiliaire de 2000 zouaves qui constitua le premier embryon des troupes indigène de l'armée française. Le 1er octobre 1830, un arrêté de Clauzel, confirmé par les ordonnances des 9 et 21 mars 1831 qui autorisent la création "hors du territoire continental de corps militaires composés d'indigènes et d'étrangers" organise le corps des zouaves. Encadrés par des Français, il comprend, à côté de deux bataillons d'où sortiront plus tard les tirailleurs algériens, deux escadrons à cheval, ancêtres des chasseurs d'Afrique et des spahis.

troupes de boire de l'eau, de se découvrir en plein air, etc. ; mais ces recommandations n'avaient absolument aucun effet : les soldats buvaient jusqu'à satiété, s'exposaient tout nus à l'air, et se couchaient souvent dans cet état, pendant plusieurs heures sous les arbres. (...)

Les hôpitaux étaient pleins, et il y avait encore un grand nombre de malades dont on ne savait que faire. Le 28 juillet, un nouvel hôpital fut ouvert dans la matinée, et le soir il comptait déjà cent quatre-vingts malades. Cependant, tous les bâtiments qui partaient en emmenaient un certain nombre qu'ils allaient déposer à Mahon. Le 27 une évacuation assez considérable fut faite ; il en partit encore des jours suivants, et, à la fin du mois, 71 officiers et 3 500 soldats avaient été évacués sur le hôpitaux de France et de Mahon ; 12 officiers et 264 soldats étaient morts dans ceux d'Alger.

Les officiers eux-mêmes s'ennuient dans une ville qui n'offre aucun moyen de distraction : le jour, par 40° à l'ombre, personne ne songe à sortir, et le matin ou le soir, les Arabes et les Kabyles rôdent sans cesse autour des murs, massacrant et dépouillant tous les Français qu'ils rencontrent en petit nombre.

Le mécontentement envahit l'armée dans son ensemble et chacun aspire à quitter cette terre inhospitalière. Puisque la mission qu'on leur avait confiée est remplie, ils attendent avec impatience l'ordre de rembarquement qui leur permettra de rentrer chez eux.

Mais des rumeurs inquiétantes, touchant la situation politique commencent à circuler dans l'armée.

La Révolution

A Paris, le 9 juillet, les canons des Invalides annoncent à coups redoublés la prise d'Alger. A Notre-Dame, Mgr de Quélan, archevêque de Paris prononce une harangue à la gloire du roi Charles X, auquel il attribue le mérite de cette victoire. Ce discours, mal reçu par l'opposition, sera d'ailleurs le prétexte au pillage et à la démolition de l'Archevêché, quelques jours plus tard.

On sait les causes de la Révolution de 1830, les célèbres *Trois glorieuses,* les journées au cours desquelles le peuple - alors qu'il n'est pas concerné - se mêle aux étudiants et aux auteurs du coup d'Etat par haine des cléricaux, des Bourbons, mais aussi par respect de la liberté qu'il sent en danger par la signature des fatales ordonnances.

La nouvelle de la prise d'Alger ne change rien à la situation alarmante du roi qui laisse sa place le 9 août à Louis-Philippe avant de fuir, le 15 août à Cherbourg, sur le *Great Britain.*

Pour ce qui concerne le devenir algérien, le gouvernement Polignac, sous Charles X, était resté très flou sur ses intentions. La Révolution laissait à Louis-Philippe le soin de décider de l'avenir de l'entreprise et de négocier avec les puissances, notamment avec l'Angleterre qui s'alarmait des ambitions coloniales qui commençaient à se manifester dans la presse. Comme le roi avait d'autres problèmes à résoudre notamment avec les ouvriers qui se soulevaient pour échapper au joug de la misère, il laissa en sommeil le problème algérien jusqu'en 1834.

Vers la colonisation

A Alger, quand on apprend la nouvelle du soulèvement parisien, on prête l'intention à Bourmont d'embarquer l'armée et d'aller en France pour soutenir les royalistes. Cette idée ravissait les officiers. Mais si les soldats ne demandaient pas mieux de rentrer au pays, il ne fallait pas compter sur eux pour rétablir le trône des Bourbons. En fait, personne ne songe sérieusement à l'exécution d'un tel projet d'autant que l'on manque de moyens de transport.

Le remplacement du drapeau blanc par le drapeau tricolore, est adopté le 17 août. C'est Clauzel, nommé le 4 septembre à la place de Bourmont qui est chargé de le faire admettre, à la fois par les militaires et par les Algériens qui pouvaient l'interpréter comme un signe de faiblesse. Clauzel ne cache pas sa volonté de coloniser le royaume d'Alger. Le ministre de la guerre, le Comte Gérard, se rallie à ce projet :

"La France peut être appelée à donner le premier exemple d'un système de colonisation peu coûteux pour la métropole et avantageux aux colonisants et aux colonisés.".

Clauzel, autorise la création de corps militaires composés d'indigènes nommé *Le corps des zouaves* (voir encadré). Il veut développer les cultures coloniales. Il achète pour son compte des terres autour d'Alger, et encourage la formation d'une Société de 400 actions de 500 francs destinée à créer une ferme-modèle qui sera "un jalon de colonisation pour diriger le spéculations futures". Il décide enfin une expédition sur Médéa pour en chasser le bey de Titteri

On peut penser la colonisation bien engagée, mais le gouvernement est divisé. Le Maréchal Soult, qui remplace le comte Gérard, hostile aux projets de Clauzel, invite ce dernier, le 25 novembre à ne garder que 10 000 hommes et à renvoyer le surplus en France. Clauzel est lui-même rappelé et quitte Alger le 21 février 1831. Le gouvernement décidément hostile à l'extension de l'établissement français, nomme


Le maréchal Clausel.

le général Berthezène avec la mission de se borner à occuper Alger et les environs de manière à assurer les approvisionnements sans déplacer les détachements à poste fixe.

Obstiné, Clauzel continue son combat pour l'occupation et réussit à effriter l'hostilité du gouvernement. En 1833, soutenu par un parti nombreux, il défend chaleureusement l'Algérie contre les économistes dont le porte-parole, le comte de Sade déclare :

"On commence à reconnaître que les colonies nous coûtent plus qu'elles ne valent (...). Il faudra employer pour cette colonie les sommes considérables qui seraient employées bien plus utilement en France, car il ne faut pas s'attendre à la soumission des indigènes"

Puis il ajoute d'une manière prémonitoire :

"Le seul parti raisonnable à prendre est d'entretenir des relations amicales avec le pays (...) mais ce dont il faut se garder surtout, c'est d'envoyer nos troupes.".

A la Chambre des Pairs la lutte est plus vive. Berthezène fait allusion aux achats de terrains de son prédécesseur quand il déclare que beaucoup de personnes parlent avec ferveur de l'Algérie à cause des capitaux qu'elles y ont engagés.

A la suite de ces débats, une commission d'enquête est envoyée à Alger. Elle établit un rapport favorable à la conservation et conclut à la création (22 juillet 1834) d'un gouvernement général des possessions françaises d'Afrique. Le 30 avril, les crédits sont votés : La colonisation est en marche.

Parmi les défenseurs de la colonisation on retient les noms de : Viennet, Laurence, Maugin, le comte de Laborde. Les principaux adversaires sont : Passy, de Rémusat, de Sade, Desjobert et le président Dupin.

Des hommes comme Guizot, puis Thiers cautionneront dans les années qui suivent la politique d'une occupation étendue et d'une conquête rapide, thèse défendue par Clauzel.

En face, une figure emblématique de la résistance algérienne s'impose : cet homme s'appelle Abd-el-Kader.

Maillot fut-il le véritable responsable de la colonisation ?

Les manuels d'histoire ne parlent jamais de Maillot, quand ils évoquent les débuts de la colonisation algérienne. Ils parlent peu des ravages que nous avons évoqués dus aux maladies coloniales ignorées des services de santé. Abd-el-Kader disait lui-même, en montrant le soleil : "Voilà le plus fatal ennemi des chrétiens".

Le dénombrement des victimes de l'expédition d'Alger, s'il pouvait être comptabilisé, montrerait probablement plus de morts victimes de maladies que dans les combats. Ces maladies dont la plus mortelle est le paludisme s'avérait aussi dangereuse pour les futurs colons que pour les militaires. C'est ce qui explique les réticences des soldats libérés quand on leur proposera de devenir, avec d'importants avantages financiers, des colons-soldats.

Or, pendant qu'à la Chambre on débattait du problème algérien, il y avait à Bône un médecin militaire du nom de Maillot qui se penchait avec sérieux sur les divers procédés employés contre le paludisme, et notamment sur les travaux du médecin italien Torti. Il finit par maîtriser l'emploi du sulfate de quinine. Joint à des prescriptions d'hygiène très strictes, il obtint, en 1834, des résultats "admirables", selon ses collègues. La méthode du novateur ne fut pas admise tout de suite, mais lorsque la colonisation fut décidée, l'usage de la quinine par les militaires coloniaux et les colons fut rapidement adopté. En effet, chaque malade pouvait se soigner efficacement sans avoir recours aux médecins.

Cette avancée considérable dans le domaine médical doit être pris en considération. Doit-on pour autant affirmer que c'est à cause de Maillot que la colonisation de l'Algérie fut décidée ? Peut-être est-ce, plus simplement à cause de la Révolution de juillet ? Pourquoi pas ?

Ce qui est certain, c'est que, sans en prévoir les conséquences, les politiques partisans de la colonisation furent guidés avant tout par des raisons de profits financiers et de spéculations hasardeuses au nom de la gloire nationale.

G. Pelletier

"Nous civiliserons ces gaillards-la..." (D'après une lithographie de Raffet).



Electo-râlements

La presse, écrite et dessinée, justifia en de multiples circonstances l'appellation de "4ᵉ pouvoir" qu'on lui donna. Son influence sur le déroulement des événements politiques et sociaux fut primordiale.

Elle châtia les mœurs et dénonça les abus. Souvent en riant, parfois férocement.

Certaines campagnes furent outrées, racistes, anticléricales, antimilitaristes, anti-tout, ainsi celles menées par "L'Assiette au Beurre", quelquefois injustes et injurieuses.

Toutes, pourtant, favorisèrent en cet âge d'or de la satire (1820-1920) l'éclosion d'irremplaçables et savoureux talents d'illustrateurs : Daumier, Grandville, André Gill, Monnier, Steinlen, Forain, Willette, (quelles qu'aient été leurs opinions politiques).

Elles propulsèrent quelques jeunes peintres inconnus, devenus par la suite célèbres : Jacques Villon, Van Dongen, Kupka. Sans oublier les écrivains "au vitriol" : Jehan Rictus, Octave Mirbeau, Jean Richepin, Léon Bloy…

Election Législative du 27 Janvier 1889

ÉLECTEURS

ON VOUS TROMPE !

Depuis deux ans, un imposteur, abusant d'une vague ressemblance physique, se fait passer pour le Général Boulanger.

Or, le Général Boulanger, C'EST MOI.

Mon Programme ? Il est simple :

LA RÉVISION DE LA CONSTITUTION
TOUS LES TROIS MOIS

Je déclare donc que je prends pour miennes toutes les voix qui se porteront sur le nom du Général Boulanger. Et si je suis élu, je ne conseille pas à l'individu en question d'affronter en même temps que moi le seuil du Parlement.

Électeurs, aux urnes!
Et pas d'abstentions!!!

RODOLPHE SALIS

Directeur du CHAT NOIR, Seigneur de Chatnoirville-en-Vexin.

Les membres du nouveau Comité des équilibres et protestations nationales :

Charles Chincholle, Boisglavy, Laguerre, Loulou Lévy, Vergoin, Dick de Lonlay, M. Barrès, P. Adam, Géraudel, Paulus, Anatole Baju, René Ghil, Joséphin Péladan, E. Hoschedé, Paul Déroulède, A. Crié, Capoul, Sylvi Lesueur, Taupinard, E. Carjat, Alfred le Petit, Georges Berry, Francis Laur, Benjamin Godard, Philippe Dubois, les Frères Lyonnet.

Vu le Candidat : **RODOLPHE SALIS**

Rodolphe Salis : Directeur du Cabaret "Le Chat noir" fondé en 1881 boulevard Rochechouart à Montmartre.

Le 3 mai 2001, a eu lieu la journée internationale de la liberté de la presse, liberté chèrement acquise. Payée au prix de censures, de perquisitions, d'amendes, d'emprisonnements et de liquidation de nombreux journaux. Liberté pourtant indispensable à l'exercice de toute démocratie digne de ce nom…

Les périodes électorales, durant lesquelles les personnalités politiques sont considérées comme "bien public", déchaînèrent particulièrement les foudres et la vindicte des satiristes ou plus simplement leur verve et leur humour. En voici dans cette page, quelques exemples, choisis parmi les plus "gentils" et les moins virulents.

Nous venons le 5 mai 2002, d'élire notre président de la République. Omettons de citer tous ceux, qui depuis la Révolution, en tant que Premier Consul, chefs d'Etat ou de gouvernement (provisoires ou non) et même présidents intérimaires, en exercèrent les fonctions sans en avoir le titre.

Si Casimir Périer accomplit la présidence la plus courte (7 mois entre 1894 et 1895), De Gaulle, élu au suffrage universel, avec ses dix ans et trois mois d'exercice, s'est fait coiffer au poteau par les deux septennats de François Mitterrand.

Cette fonction enviée et enviable puisqu'il y eut, pour l'exercer, tant d'âpres concurrences, n'a jamais été de tout repos.

Carnot fut "suriné" à Lyon en 1894, d'un coup de couteau porté par un anarchiste italien, et Paul Doumer, atteint peut-être d'un sombre pressentiment, avait prononcé le jour de son élection : "En tant que 13ᵉ président, élu le 13 juin 1931, je ne puis manquer d'être assassiné". Il le fut effectivement en mai 1932 par un déséquilibré, tentant par ce geste d'attirer l'attention sur le parti fasciste qu'il espérait instaurer. Doumer, président martyr, père de huit enfants, eut la douleur d'en voir périr cinq au cours de la première guerre mondiale…

Notre propos n'est pas d'agresser notre actuel président, mais seulement de le mettre en garde, en faisant allusion aux attentats auxquels échappèrent les présidents Loubet en 1905, Millerand en 1922, De Gaulle en 1961 et 1962…

Armand Fallières : homme d'Etat français (1841-1931) - Député de la gauche républicaine, plusieurs fois ministre, président du Sénat en 1899 puis élu président de la République en 1906 comme candidat de la gauche contre Doumer.



Quant au président Félix Faure, fieffé coureur de jupons, frappé d'apoplexie dans les bras de la belle Marguerite Steinlen, il ne dut cette fin humiliante et tragique qu'à son tempérament trop ardent.

D'autres furent bien plus heureux et de ce fait, si ce n'est par leurs exploits politiques, n'ont pas eu (ou moins) d'histoires… Sous presque tous les règnes il y eut des crises, et des "affaires".

Irrévérencieux, comme il l'a toujours été, même au temps de la monarchie, le bon peuple de France affubla ses grands hommes de sobriquets plus ou moins justifiés. Il surnomma Thiers (1871) : "Foutriquet", Faure : "Philippe Le Bel", Poincaré : "Pointu", de Gaulle : "Préchi-Précharles". Pour ce dernier on en rajouta même : il devint pour certains "Le grand mécharlot", "L'haut d'Evian" et "Le coq haut vain". Giscard lui, fut nommé "Sa suffisance", et Chirac "Serre la louche".

Certains bons mots furent dits par les candidats eux-mêmes. Retenons celui du "Tigre", Clemenceau, battu par Deschanel en 1920, ce qui peut expliquer son acrimonie : "Il y a deux choses parfaitement inutiles : la présidence de la République et… la prostate."

C'est un pur hasard si nous avons trouvé plusieurs cartes postales anciennes (CPA) mettant en scène les exploits d'Armand Fallières dont une ici reproduite. Ce grand et bel homme ventripotent, à la moustache blanche et à la barbe fleurie, affectionnait paraît-il, les cravates lavallières à pois. Son accent méridional, dépourvu d'affectation, le rendait sympathique. Candidat des radicaux socialistes, il fut élu Président de la République en 1906. C'est sous son septennat (1906-1913) qu'Aristide Briand, (amoureux de Pacy-sur-Eure), fut trois fois nommé président du conseil (il le sera en tout onze fois !). Plus heureux que certains, Fallières ne subit pas de tentative d'assassinat, seulement un crime de lèse-barbe : un hurluberlu la lui ayant tirée avec une telle brutalité qu'il en garda quelques traces…

On lui doit un bon mot concernant la fonction qu'il exerça dignement : "La place n'est pas mauvaise, mais il n'y a pas d'avancement…"

Candidat fantaisiste, Michel Colluci, plus connu sous le nom de Coluche, affirma en octobre 1980 : "La France est divisée en deux. Avec moi, elle sera pliée en quatre."

Tentons donc de ne pas trop critiquer notre presse actuelle à l'exception de certains titres un peu trop racoleurs. Malgré ses "Oh !" et ses "Bah !", elle confirme qu'elle est un des vecteurs essentiel à notre liberté d'expression. Elle permet à nos compatriotes, les Français dignes de l'appartenance à notre nation, d'exister et d'influencer les hommes politiques, fussent-ils Présidents de la République…

"Séisme", "cataclysme", "électro-choc" nous amènent à exposer et commenter la dernière campagne. Pour nous qui sommes respectueux de l'anatomie, et dont le cœur bat à gauche toutes, l'inquiétude grandit chaque jour. Que nous réservent les élections législatives ? Les sondages, les vacances scolaires ont-ils favorisé l'abstentionnisme et provoqué la démission de notre premier ministre Lionel Jospin ? Allons nous devoir tomber en "Chiraquie" ? Comptons sur les élections législatives pour redresser la vapeur et remettre à l'heure les pendules de notre destin…

Christiane Bastard-Gruel

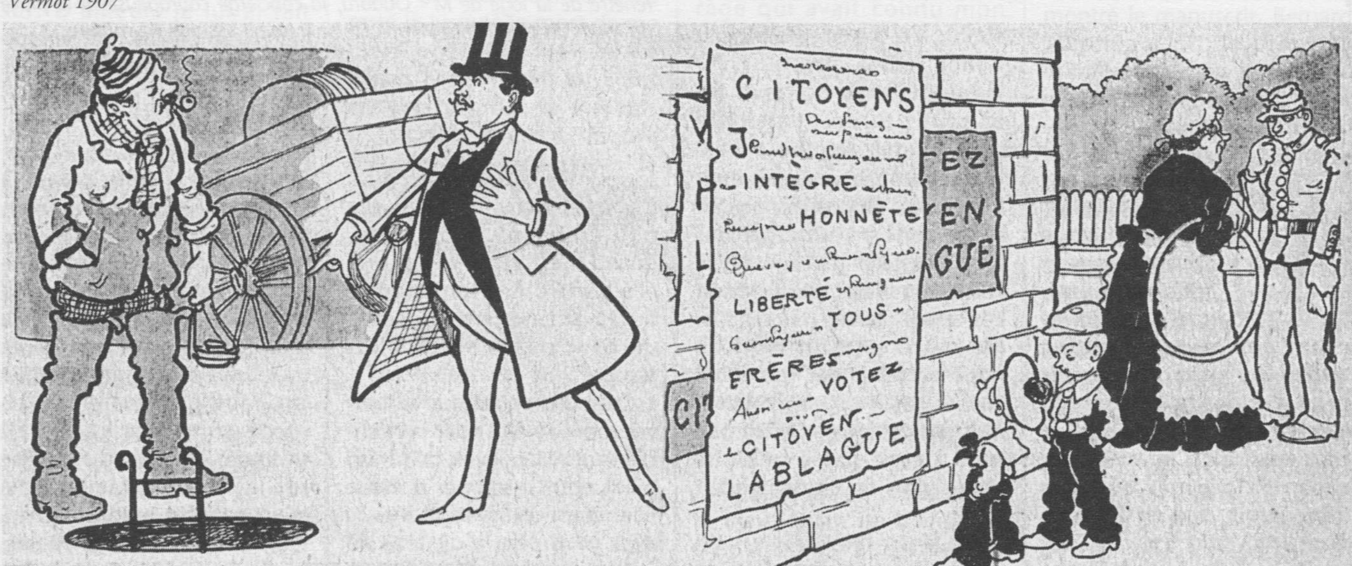
Références : Campagne électorale 2002 ; différents et nombreux "Quid" Robert Laffont éditeur ; et documentation personnelle.

Anonyme, Vermot 1907



— Votre bulletin de vote ?
— J'en ai pas ! J'viens pas pour voter, moi ! j'viens pour m'abstenir !

Vermot 1907



Avant les élections.
— Oui, citoyen, si je suis élu j'établirai l'égalité. Je veux que tous, vous puissiez aller travailler en redingote et chapeau haut de forme.

Les blasés.
— T'as de la chance toi, tu n'as que trois ans. Tu peux encore avoir des illusions.

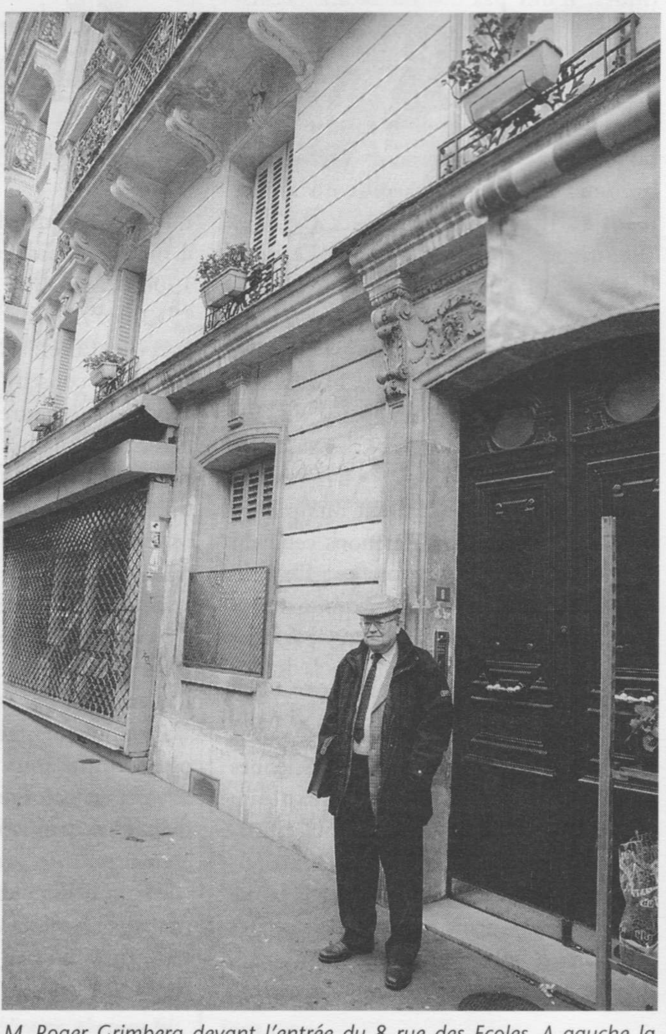
Il ne faut jamais "arranger" un document historique

En éditant le journal de son père, coiffeur juif sous l'Occupation, Roger Grimberg a retenu la leçon

Depuis août 1944 "en bas à gauche dans le placard de la salle à manger de mes parents" attendaient là 1232 feuilles couvertes de lignes manuscrites bien serrées. Un journal tenu au jour le jour du 22 novembre 1942 au 26 août 1944 par Albert Grunberg, un coiffeur juif obligé de se terrer dans une petite pièce de 7 m² pour ne pas être déporté. Par chance et intelligence aussi il avait pu échapper aux 3 policiers français venus l'arrêter au matin du 24 septembre 1942 à son domicile 14 rue des Ecoles à Paris.

C'est ce journal écrit par son père que Roger a fait publier l'an dernier.* Et, à sa grande surprise, le public s'y intéresse, comme il nous le dit dans un entretien réalisé rue des Ecoles le 26 avril dernier. Ce même vendredi, des manifestations pour ne plus revivre des années noires ont rempli les rues dans de nombreuses villes de province. L'histoire et l'actualité se confondent.

(voir Gavroche N° 117/118 pages Temps des Livres)



M. Roger Grimberg devant l'entrée du 8 rue des Ecoles. A gauche la fenêtre de la loge de Mme Oudard, la concierge courageuse. A la place du magasin avec le rideau grillagé se trouvait le salon de coiffure.

Vous aviez 16 ans en 1942, et comme vous l'écrivez dans la préface du livre, quelques jours avant que la police vienne arrêter votre père, vos parents vous avaient fait passer la ligne de démarcation pour vous rendre à Chambéry, en zone non occupée où votre frère, alors âgé de 23 ans, avait trouvé du travail. Comment avez-vous eu connaissance de la situation de votre père et comment avez-vous réagi ?

On avait des nouvelles fragmentaires. On correspondait d'une zone à l'autre par des cartes postales très limitées. Il fallait compléter des phrases. Les textes étaient très réduits. Ma mère essayait bien de nous prévenir par des mots cachés, mais on ne comprenait pas toujours. On sentait qu'il s'était passé quelque chose mais on se demandait quoi.

On a su la situation de notre père quand mon frère est allé à Paris, pensant y rester. Il y a eu un moment où la ligne de démarcation a été supprimée, disaient les Allemands et Vichy. En réalité elle ne l'était pas. Mon frère, quand il est venu à Paris, il a été contrôlé. Etant donné qu'il avait une carte d'identité un petit peu falsifiée, c'est passé.

Quand mon père a vu arriver mon frère, il était content bien sûr. Moi j'avais pris mon billet pour retourner à Paris. C'était en mars-avril 1943, mais mon père a dit tout de suite "non, vous ne viendrez pas là, vous allez rester à Chambéry où vous êtes quand même plus en sûreté." Et donc il a fallu rester à Chambéry jusqu'à la Libération.

Alors là j'ai su ce qui se passait pour mon père. Et, quand ma mère est venue pour le mariage de mon frère avec une Savoyarde, elle nous a expliqué par le menu vraiment comment ça s'était déroulé. Moi je suis tombé sur les fesses ! Mais j'étais d'un naturel assez flegmatique. Ca ne m'atteignait pas. Je n'ai jamais eu peur. Je faisais même l'andouille avec les copains. On s'amusait à traverser Chambéry après le

couvre feu. On était un petit peu inconscients. C'est l'âge. Mon père nous avait dit, par l'intermédiaire de ma mère qu'il fallait se méfier, faire attention. Je me disais, les camps de concentration c'est peut être pas aussi dramatique. Petit à petit avec Radio Londres on commençait à savoir ce qui s'était passé. Mais, vous savez, en allant à l'école, dans un collège technique, je passais devant les mitrailleuses allemandes qui étaient devant les casernes et là où se trouvaient des notables.

Les retrouvailles avec votre père à la libération ?

En octobre 1944. L'essentiel pour moi était qu'il soit vivant. On était heureux de se retrouver. Le reste avait moins d'importance. Il m'avait montré le journal qu'il avait fait. Je savais que ça existait. Il n'en a pas fait un cas énorme. Il avait fait son devoir. Ca lui avait permis de tenir le coup pendant cette période. J'ai lu quelques feuilles comme ça, mais quand j'ai vu cette grosseur du document, je me suis dit, j'ai le temps de le lire ! Je n'avais qu'une hâte c'était d'aller m'amuser un peu avec les copains.

Il nous l'a raconté, mais il ne s'est pas extasié dessus. Il a dit j'ai eu de la chance et heureusement que Mme Oudard était là.

C'était quelqu'un qui l'a sauvé. Avec ma mère bien sûr. D'ailleurs je lui ai fait obtenir la médaille des Justes à Mme Oudard. A titre posthume.

Le journal d'Albert Grunberg est dédié à Mme Oudard, la concierge de l'immeuble qui l'a hébergé dans une chambre au sixième étage. Voici ce qu'en dit son fils dans la préface du livre : "Durant ces deux années, Hélène Oudard, avec l'aide de sa mère (chère Mémé) de Lulu et Michel ses enfants, l'a protégé, aidé et a caché sa présence (et plus tard celle de mon oncle Sami) à la plupart des locataires de l'immeuble dans cette petite pièce de 3 m par 2,50 m ! Ma mère, Mme Oudard, Mémé, Lulu et Michel, se partagèrent la tâche de préparer et monter ses repas de septembre 1942 à août 1944, et ceci en cachette des locataires. Par sa position de concierge, Hélène oudard était la plupart du temps au courant des mouvements éventuels de perquisitions d'immeubles par la police et la milice fasciste française. Dans cette éventualité, elle avait confectionné une deuxième cachette au premier étage (dans des placards) que mon père et mon oncle utilisèrent une fois. Ce geste d'humanité, spontané et désintéressé, a permis à mon père de vivre encore trente-six ans, car il est décédé à l'âge de 78 ans le 15 septembre 1976. Avec mon éternelle reconnaissance, je rends hommage à Hélène Oudard, femme exceptionnelle, décédée en juin 1999 à l'âge de 98 ans."

Vous vous êtes intéressé au journal après guerre ?

J'ai vécu ma vie. J'ai fait des études. J'ai travaillé. Je me suis marié.

Pendant tout ce temps le manuscrit était dans la salle à manger dans un placard en bas à gauche. Je savais qu'il était là. Quand mon père est décédé, en 1976, je ne l'avais pas encore lu. Quand ma mère a décidé d'aller en maison de retraite parce qu'elle ne voulait plus rester toute seule, en 1982-83, j'ai récupéré le journal au moment où l'appartement qui était en location a été repris. J'ai mis le livre dans mon bureau en bas à gauche, toujours. Il est resté là jusqu'à la mort de ma mère en 1988. Mais je ne l'avais toujours pas lu. Etant en pré-retraite, je me suis beaucoup occupé de ma mère les dernières années de sa vie. A mon grand regret, mon remords, par fausse pudeur on n'a jamais parlé de ce livre.

L'avait-elle lu ?

Ma mère a lu son journal pendant qu'il le faisait et qu'elle montait le voir. Quelques feuilles comme ça, mais je doute qu'après la guerre, quand ils ont repris le travail, qu'elle l'ait lu. Elle n'avait pas le temps, je pense pas.

Elle ne m'en a pas parlé. Et c'est mon grand regret de ne pas en avoir parlé avec elle. Je l'ai pas embêtée avec ça. Je voulais pas qu'on revienne dans le passé qui était dur pour elle. Tout l'argent qu'elle gagnait passait dans le marché noir pour nourrir mon père et mon oncle un an près. Ils ont eu une vie difficile. Heureusement que mon père avait une force morale qui lui a permis de tenir. En plus mon oncle était vraiment désagréable. Pourtant il était gentil avec mon frère et moi. Mais c'était un vieux solitaire, bougon.

J'ai commencé à lire le livre à peu près un an après le décès de ma mère. Alors là j'ai pris mon temps. Il faut avaler les 1 230 pages ! Peut-être trois ou quatre mois. Là ça m'a bouleversé. Je discutais avec mon père. Je parlais tout seul. Je lisais surtout au lit le soir. Ma femme me disait, "tu parles tout seul". C'était très émouvant. J'avais souvent les larmes aux yeux. Je n'étais pas toujours d'accord avec lui. J'étais un peu plus modéré, plus critique que lui envers le PC. J'engageais un véritable dialogue avec mon père. C'est à ce moment là que je me suis dit qu'il faudrait le mettre en manuscrit. Je disais cela mais je ne faisais rien devant la tâche à réaliser.

On vous a aidé ?

Après avoir lu le journal, je l'ai prêté dans mon entourage qui avait connu mon père, notamment à Maurice Cling un petit cousin dont il est question dans le journal d'ailleurs. Lui et toute sa famille ont été déportés. En mai 44, les policiers qui venaient d'arrêter son père, sa mère et son frère sont venus le chercher alors qu'il se trouvait en classe à Condorcet. Ses parents ont disparu en fumée tout de suite en arrivant à Auschwitz. Maurice est revenu seul. Dans une autre sélection son frère est parti.

Maurice est un universitaire et maintenant un des présidents d'une Fédération de déportés. Il m'a dit : "Ca Roger, c'est à mettre aux Archives nationales." Je lui ai dit non, ça ne va pas les intéresser. "Si je t'assure, c'est un document d'époque".

On a pris rendez-vous avec la responsable de la deuxième guerre mondiale. Elle a pris le journal et l'a lu pendant quelques mois. Elle a dit "c'est formidable, c'est une chronique d'époque d'un immeuble parisien. Nous sommes preneurs. Il faut nous donner l'original. On le met pas tout de suite dans la nomenclature pour vous laisser le temps de l'éditer si vous en avez l'envie." Un document publié ne peut plus être consulté sans autorisation ni faire l'objet de manipulations de la part de quelqu'un qui voudrait le commenter à sa façon. J'étais étonné mais elle m'a dit "vous savez, j'ai l'expérience de ce qui peut se passer". Alors donc j'ai donné le document aux Archives, mais j'étais heureusement étonné.

Et vous avez tenté l'aventure de la publication...

Mon cousin m'a dit, en 92-93 il faut publier. J'ai fait la même comédie qu'avec les Archives. Je ne voyais pas un éditeur pouvant être intéressé. Mon cousin a insisté pour que j'envoie une lettre circulaire à toutes les maisons d'édition susceptibles d'éditer un livre pareil. Finalement je n'en ai envoyé aucune. Lui s'est mis en campagne tout de suite. En allant à la fête de l'Huma il a été voir les Editions de l'Atelier. Il leur a montré le manuscrit. Bernard Stephan a dit "a priori ça m'intéresse, mais il faut que je voie le manuscrit." Il est venu chez Maurice Cling et je lui ai passé le travail que j'avais réalisé en vue d'une édition que nous avions préparée avec une maison de reproduction. Mais j'avais fait des coupes et arrangé le texte. Je me suis fait taper sur les doigts après...

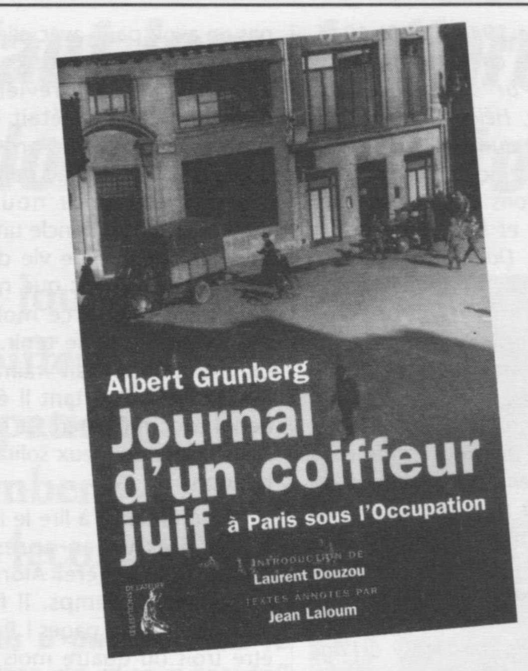
Bernard Stéphan a gardé le manuscrit quelques mois et m'a dit "c'est formidable". C'était la première fois qu'ils éditaient un livre de ce genre. Je leur ai donné un gros coup de main bien sûr. Deux historiens ont participé à ce livre, l'introduction par Laurent Douzou et Jean Laloum, professeur à la Sorbonne, a fait

les annotations en bas de page. Douzou a accepté de faire l'introduction mais en ayant en main le document original. Je lui ai donné. Je me souviens il était venu chez moi en moto. Le tout a quand même pu rentrer dans ses sacoches. Il l'a lu pendant quelques mois et a voulu faire la comparaison entre les doubles et le manuscrit que j'avais fait. Il s'est aperçu que j'avais changé des termes. Par exemple mon père disait : "j'espère qu'elle aura le temps de me venir voir", moi j'avais retapé "j'espère qu'elle aura le temps de venir me voir". J'avais remis dans le français d'aujourd'hui. Quand c'était un peu trop cru, j'avais changé un peu. Au lieu de "sales boches", j'avais mis "sales nazis". Il me dit "non, il ne faut pas modifier un document historique, même s'il y a des fautes de syntaxe, il faut les garder." J'ai reconnu qu'il avait raison.

Comme l'éditeur voulait sortir ce livre à la fin mars pour le salon du livre 2001. J'ai dit, ça va pas être possible. Si, si a dit Bernard Stephan. Il a embauché des stagiaires avec qui j'ai travaillé. J'ai tapé de mon côté, eux du leur, sur des époques différentes. On a, sur les conseils de Douzou, rajouté des passages que j'avais enlevé. Mon manuscrit remanié était moins important que le livre paru.

J'avais surtout coupé des choses familiales. Mon père avait beaucoup de temps là-haut. Il réglait ses comptes avec ses belles-sœurs, ça intéresse personne, ni le fait qu'il a un rhume de cerveau qui ne guérit pas. Il avait fait des commentaires sur Tolstoï aussi, des commentaires qui n'avaient pas leur place ici. Ou bien de cinq ou six pages j'ai réduit à une par exemple. Des fois il y avait des tensions avec Mme Oudard, elle ne montait pas le pain, ou bien avec sa fille ça n'allait pas toujours. Moi je voulais enlever cela pour ne pas ternir le nom de Mme Oudard. M. Auzou m'en a dissuadé. "Les gens ne comprendraient pas que cela soit idyllique".

Le livre est sorti le jour de l'ouverture du salon. Quand je suis arrivé sur le stand et que



j'ai vu la photo de mon père en grand alors là ça m'a fait drôle. Le livre était en vedette. C'était un tour de force.

Le livre se vend toujours ?

Le livre a été un succès. Je pense qu'environ 6 000 ont été vendus. Je continue à aller dans les salons et j'en vends. Ainsi au dernier salon du livre et avant à Blois.

La parution du livre vous a-t-elle permis d'avoir connaissance de situations comme celle vécue par votre père ?

Que quelqu'un ait été caché dans les conditions de mon père, je n'en connais pas. Des gens se sont cachés en province mais personne n'a écrit un journal, ni un texte quelconque.

Que dites-vous de la situation politique en France après ce premier tour des présidentielles ?

Alors là j'ai été étonné quoique, pas trop finalement. Quand même pour moi c'est pire que tragique. L'enfer est pavé de bonnes intentions. Historiquement on sent un peu la façon d'Hitler. C'est pas les mêmes conditions bien sûr. Le Pen fait patte de velours mais il reparle quand même des camps d'internement... Je peux vous dire que je vais voter Chirac sans aucun état d'âme.

Et la situation en Israël ?

Je ne suis pas d'accord avec la politique de Sharon. Les Israéliens sont tombés dans le piège. Ca me révolte. Le plus grand pourvoyeur de terrorisme, c'est Sharon. J'ai un peu honte vis-à-vis de ce comportement. Bien sûr je n'approuve pas pour autant les attentats aveugles.

Réflexion politique et engagement aussi bien sur la situation nationale qu'extérieure se retrouvent très souvent passionnément exprimés au fil des pages du journal d'Albert Grunberg. Avec une admiration absolue pour les soviétiques et le parti communiste français. Ce qui amène à revenir sur les années d'après-guerre.

Mon père n'a jamais été considéré comme un héros. Il n'aurait pas voulu. Il a repris son salon immédiatement après comme si de rien n'était ou presque. Il s'est mis aux techniques nouvelles de travail.

Dans le même temps il avait adhéré au parti communiste. Il m'avait emmené dans les cellules de temps en temps. Ca m'intéressait un peu, j'étais de son côté quand même et puis à l'époque c'était bien différent de maintenant. Le parti communiste avait une forte audience. Mon père restait très discret. Il se comportait plus en partisan qu'en adhérent. Il allait aux manifs, quelquefois j'allais avec lui mais de par son travail il voulait être neutre et rester très mesuré. Jusqu'en 1958 il est resté dans son salon. Ensuite il l'a revendu. Il s'était mis dans la tête de racheter des salons de coiffure tombés commercialement pour les remonter et mettre un gérant. Il a fait ça un peu jusqu'à sa mort.

Dans l'avant-propos écrit par Roger Grimberg (la différence d'orthographe avec le nom de son père est due à une erreur d'inscription à l'état-civil lors de la déclaration de naissance) il indique que son père est né en Roumanie en 1898 et que ses parents disparurent alors qu'il avait 4 ans. Son frère aîné l'éleva et émigra avec lui en France avant la guerre de 1914. Engagé volontaire lors de cette guerre, il résida ensuite à Paris et devint garçon coiffeur à Montreuil. C'est là qu'il rencontra Marie-Marguerite Durand, une Auvergnate du Cantal, qu'il épousa en 1919.

Votre père n'a pas fait d'études, pourtant il a une remarquable clarté d'expression et un style vivant, agréable à lire...

Mon père a pris des cours du soir. Il adorait le français. Il parlait mieux que ses frères et sa sœur. Il n'avait pas d'accent. C'est lui qui me reprenait quand je faisais des erreurs. Il avait raison le plus souvent. Il avait quand même quelques expressions à lui qui n'étaient pas très françaises je dois dire. Sans doute un mélange de roumain avec le français. Je les ai gardées dans le livre, mais au départ je les avais modifiées pensant bien faire. Mais Auzou m'a dit de les garder. Avant la guerre il prenait des cours. Toujours un dictionnaire de français à portée de la main. Il adorait la France, sa patrie plus que la Roumanie. Il s'est engagé dans la guerre de 14-18. A 16 ans on lui a pas donné de fusil, mais une pioche et une pelle. Il a fait le camp retranché de Paris.

Pour conclure...

Il y aurait beaucoup de points à développer mais il y a le livre aussi pour cela. Vous savez, je me sens mieux après cette parution. J'ai eu la considération de beaucoup de médias. Ca m'a fait plaisir.

Extraits du journal d'Albert Grunberg

67e jour de captivité - 22.11.1942.

Il est temps ici de faire la description de ma chambre. Elle n'est pas grande mais elle était plus petite encore quand je l'habitais avec Sami et je ne possédais pas alors les aises que je possède actuellement. Elle fait 3 mètres sur 2,50 mètres. Elle est meublée d'un lit pour deux personnes comprenant sommier, double couvertures dont une piquée très épaisse genre américain et l'autre en laine unie, deux matelas dont l'un en plumes, deux draps et deux oreillers, le tout est bien propre et bien blanc. [...] Deux carpettes emplissent l'espace restant du parquet en bois amortissant ainsi le bruit de mes pas quand je fais ma promenade hygiénique (trois pas) après chaque repas. A portée du lit se trouve une grande table à deux rallonges mobiles mais que je rabats pour avoir un peu plus de place pour ma "promenade" ; deux chaises dont une d'enfant complètent le mobilier. C'est plus qu'il n'en faut. La table est encombrée de différentes choses : verres, soucoupes, litres de vin, d'alcool à brûler, d'eau, d'eau dentifrice, thermos avec café (parfois avec du lait !), couverts, sucre, beurre, etc., et depuis le 24, une... TSF ! celle-là même que Robert avait à Praz Coutant lui faisant passer de si agréables moments que pour rien au monde il ne voulut s'en débarrasser quand il fut de retour à la maison. Pour m'éclairer, jusqu'au 24 j'avais une lampe pigeon et beaucoup de mal pour trouver de l'essence. Cela n'éclairait pas toujours assez pour me permettre d'écrire, de lire, etc., etc.

Maintenant c'est l'électricité qui m'éclaire. Si j'ajoute à tout cela une petite armoire murale qui me sert à ranger mes ustensiles de toilette, mon tabac etc., on peut voir qu'il ne me manque rien. J'ai, en plus, une grande cuvette que je mets sous la table et dans laquelle, (je parle de la cuvette) avec de l'eau chaude je me fais la toilette de la tête aux pieds tous les dimanches. Tous les jours je me rase (et pas au sens figuré du mot). Petit-déjeuner, déjeuner et dîner me sont apportés tous les jours aux même heures par Mme Oudard. Je m'arrête là car si je continuais on pourrait croire que je me vante. Avais-je raison de dire plus haut qu'avant de juger une situation je me mets toujours à la place des autres ? car pour un prisonnier, je crois que d'autres sont un tantinet plus mal. Les WC et l'eau se trouvant à la porte de la chambre, sur le palier. Et c'est dans de telles conditions que Marguerite me soupçonne malheureux !

Depuis le 24 septembre il me fallait être prudent plus que jamais quant au voisinage du palier tout au moins en ce qui me concernait personnellement, d'autant plus que Sami, pendant les huit jours qu'il fut avec moi continuellement dans la chambre m'avait, malgré lui donné la mauvaise habitude qu'il a, de fumer sans arrêt. Jamais je n'avais autant fumé ! Le tabac que nous fumions était de provenance belge et l'on sait comme il sent d'assez loin. Une voisine nous a même révélé par la suite qu'elle en était incommodée. Mme Oudard a jugé bon (et c'était sage) de prévenir les deux locataires présents de notre propre présence. Un troisième locataire étant en zone libre. Et ces locataires étaient heureux quand ils pouvaient me rendre un service et le sont d'ailleurs toujours. Je suis donc tranquille de ce côté-là aussi. Le locataire absent ayant obtenu un laissez-passer est venu passer huit jours chez lui. Le jour même de son arrivée nous avions pactisé.

Le 14 de la rue des Ecoles. C'est là, au deuxième étage (fenêtres à gauche face à l'entrée) que les policiers français sont venus pour arrêter Albert Grunberg.



Ayant pris connaissance de ma situation, il voulut absolument me rendre tous les services possibles en son pouvoir car, m'a-t-il dit "On ne sait pas ce qui peut m'arriver à moi-même". Sans perdre de temps il entreprit de percer un trou dans le mur de sa cuisine qui est mitoyen d'avec ma chambre. Il y introduisit un fil électrique, et depuis j'ai de la lumière électrique et la TSF. Huit jours après, mon nouvel ami quitta Paris en me donnant beaucoup de renseignements sur la topographie de certains vasistas du cinquième étage duquel le peu recommandable locataire pouvait, si je ne prenais pas mes précautions me voir par mon vasistas à moi qui, comme on le sait, se trouve au sixième. D'ailleurs, pour prévenir toutes indiscrétions Mme Oudard y confectionna un amour de petit rideau. Monsieur Bon (c'est le nom de mon nouvel ami, un nom prédestiné comme on le voit) me donna aussi quelques recommandations non dépourvues d'intérêt. Et avant de quitter son logement, il n'oublia pas, bien entendu de laisser son compteur d'électricité ouvert. Pendant son séjour chez lui il me fit venir chez lui pour m'y chauffer (quoique je n'y tenais pas, n'ayant pas de feu dans ma chambre sans cheminée ni prise de courant électrique, ni gaz et n'y tenant donc pas à m'y habituer à la chaleur) m'offrant tous les jours une rasade à boire quand ce n'était pas deux ou trois. Ses fenêtres donnant sur la rue des Ecoles je ne m'y détachais pas d'elle, tant j'étais heureux de contempler ma rue inondée du soleil de midi et que je n'avais pas revue depuis plus de deux mois. Je contemplais aussi le jardin de la rue Monge qui s'offrait tout entier à ma vue, ce jardin qui paraissait si fier de son Voltaire sur un socle aujourd'hui amputé du grand homme sous prétexte que c'était... un navet ! Enfin, aux fenêtres des maisons, je voyais avec plaisir (moi m'y tenant en retrait pour ne pas être vu) des têtes connues de moi, ainsi que

~~1118.~~ Mardi 6-6-44.-
~~1087~~
1087

Les Alliés ont débarqués en France ce matin.

Telle est la nouvelle qu'à midi Mr Chabanaud est venu m'annoncer. Je dormais profondément et faisais des rêves absurdes. En effet, m'étant couché hier soir à 22h30 et m'étant endormi vers les 23h. je fus réveillé à 4h du matin par les ronflements de l'ami venu se coucher à 3h. J'ai essayé de dormir quand-même, mais comme il ronflait de plus en plus fort malgré les coups de pieds ou de reins que je lui administrais à moitié endormi, les nerfs en pelote, je m'en fus dans la cuisine. A l'affût des nouvelles, j'ouvris le poste. L'Amérique, Londres, parlaient bien de leur récente victoire sur Rome, mais rien concernant le débarquement. Toutes les heures j'ouvris le poste, mais toujours rien. A 8h, Radio-Paris ne fonctionnait pas. Ensuite plus d'électricité. De guerre lasse, je fis ma toilette, pris un café puis attendis Lulu. A 8h45 elle m'apporta bien les [illegible] lui remit Marguerite [illegible]

des passants déambulant sur les trottoirs. Mon ami Bon n'est pas de caractère à supporter des remerciements grandiloquents, aussi, je veux ici, simplement, lui dire : Merci.

(...)

Mercredi 24 mars 1943. J'étais fort surpris hier soir de voir arriver Mme Oudard. La pauvre avait bien changé. Je ne lui ai rien dis pour ne pas l'effrayer, (mais s'effraie-t-elle de quelque chose ?) mais je n'en pensais pas moins. J'étais à la fois heureux de la voir et peiné de ce qu'elle s'était imposée les six étages malgré sa faiblesse et sa jambe qui a reçu la piqûre, traînante. [...] Elle me dit aussi que si Lulu et Michel répugnaient à me montrer mon manger, c'est qu'elle croit qu'ils craignent de rencontrer quelqu'un dans l'escalier ce en quoi à mon avis elle se trompe. Je lui offris un thé et elle écouta La Chimère à trois têtes, signe qu'elle va mieux, ce dont je suis heureux.

Voilà six mois aujourd'hui, j'échappais à un assassinat certain et somme toute, crapuleux. J'ai parfaitement conscience de ma situation présente qui est celle d'un privilégié. Mais que de péripéties en ces six mois ! Que de hauts et de bas, de mauvais et de bons moments, que de soucis de toutes sortes et de dangers surtout imaginaires, mais bien excusables quand on a passé par où nous avons passé ! Voilà donc la moitié d'une année passée plutôt bien, toute proportion gardée, bien entendu. L'hiver était avec moi de par sa clémence. [...] Mais c'est égal. Six mois ! Ça compte. Sans compter ceux qui me restent à courir. Combien ? Je ne le sais évidemment. Mais je persiste à avoir confiance en mon étoile (que je n'ai d'ailleurs jamais portée) et croire que la France sera libérée cette année du joug de ses ennemis extérieurs et intérieurs et même avant la fin de cette année. Je fonde mon espoir et ma confiance sur le fait que la Bochie et l'Italie sont saignées à blanc à telle enseigne que Hitler et ses Quisling en sont obligés, sans succès d'ailleurs, de racoler de la chair à canon dans tous les pays envahis mais non soumis et aussi de rafler les boutons de portes, cendriers, etc. J'ajoute que je crois fermement au débarquement anglo-américain sur le continent cette année. [...]

Malheureusement, en Tunisie, les Alliés, à peine leur offensive commencée et gagné un peu de terrain ont dû revenir aussitôt sur leur ligne de départ. A moins qu'ils ne fassent mieux la prochaine fois.

(...)

Vendredi 24 septembre 1943. Il y a un an aujourd'hui, jour pour jour, le jeudi 24 septembre 1942, à 8h05 du matin, deux inspecteurs de la Préfecture de Police en civil flanqués d'un agent de police en uniforme venaient m'arrêter d'abord et m'envoyer à la mort ensuite déporté que j'aurais été (dans quelles conditions !) dans les steppes de l'Est Européen.

Ma ruse a eu raison de leur stratégie. J'étais pourtant bien encadré dans ma salle à manger où l'un des deux inspecteurs m'a même saisi le poignet droit.

[...] La multiplicité des portes mise à profit par moi, je trompai mes hôtes en empruntant la seule porte qui compta pour moi et qui me sauva la vie : celle qui donne sur le palier, celle de la liberté. Celle qui me permit enfin, de gagner ma retraite provisoire en attendant la liberté totale. [...]

Quand je jette un regard en arrière, je vois derrière moi trois cent soixante-cinq jours d'immobilité, et j'en ai le vertige, car je réalise ce que cela comporte de temps, de joies, de souffrances, d'espoirs et aussi de déceptions de tous ordres. Dans les conditions où je me trouve, je suis obligé de prendre la vie comme elle me vient.

Encore un peu de patience de ma part, et une fois le boche à jamais écrasé, ma liberté recouvrée je saurai me rendre cette vie de façon à ce qu'elle vaille d'être vécue.

Aujourd'hui, également, cela fait deux mois que Sami revient vers moi, et malgré le trouble qu'il apporte avec lui ici à ma solitude, à mon sommeil, en un mot à ma tranquillité personnelle, je suis pourtant compensé par le fait de le savoir ici, en sécurité autant que moi, et cela seul compte pour moi. Toute autre considération n'a pas de prise sur mon jugement. [...]

(...)

Jeudi 9 mars 1944. Voilà huit jours aujourd'hui que, par obligation majeure il m'a fallu lâcher la plume et ne la reprendre qu'aujourd'hui. La cause avais-je dit, est d'importance. Qu'on en juge. Le jour venait à peine de disparaître que je vis arriver Mme Oudard. Elle avait le visage congestionné. Loin de penser à ce qu'elle allait m'apprendre je ne m'enquis point de ce qu'elle avait la figure en feu, mais pourquoi elle nous apportait la soupe si tôt. Et d'un trait elle me mit au courant. Elle venait d'apprendre par une cliente qui vient tous les jours boire un verre (ou plusieurs) au café où elle travaille (et peut-être ailleurs aussi) que ce jour-là, même, c'est-à-dire le jeudi 2 courant la Milice était en train de perquisitionner maison par maison le V[e] arrondissement, donc, la rue des Ecoles aussi, et que déjà le XX[e] et d'autres arrondissements également l'ont déjà été. Il était tout naturel qu'une telle nouvelle déclenchât le ressort le plus solide fût-il celui de Mme Oudard qui pourtant en avait vu d'autres. En disant cela je pense au courage qu'il lui a fallu à l'occasion de l'événement tragique de cet autre jeudi, (décidément, les jeudis sont néfastes pour moi) celui du 24 septembre 1942. Elle était étonnée d'avoir appris cette mauvaise nouvelle si tard, car me disait-elle quand il y a une nouvelle importante, bonne ou mauvaise, c'est toujours dans le courant de la journée qu'elle l'apprend et non le soir. Puis elle ordonna : "Vous allez vous dépêcher de manger la soupe et autre chose avec si vous en avez, puis nous déménagerons tout ce qui peut trahir la présence d'un homme dans la chambre. Mais ce n'est pas tout. Où allez-vous aller ? Vous ne voulez pas retourner au 14 ? Voilà ce que j'ai décidé, malgré les objections des enfants qui, grands maintenant, commencent à comprendre le danger qui nous menace tous du fait que je vous cache. Mémé viendra coucher ici et vous descendrez coucher dans la chambre à Mémé au premier où couche aussi Michel. Il n'y a pas de gaz, ni eau, ni cabinets, mais on tâchera de remédier à cela. Vous coucherez tout habillés pour être prêts, en cas de danger d'aller vous cacher dans le cagibi qui se trouve dans l'entrée donnant dans la chambre à Mémé et que je vais aménager à cet effet..."

Tout ce conciliabule avait lieu dans la chambre que tout à coup je me mis à regretter d'avoir à quitter. Et pour combien de temps ? Peut-être pour toujours me disais-je. Mais outre qu'une telle éventualité devait nécessairement entraîner dans ma chute tout notre petit monde, c'est surtout les suites que la découverte de mon Journal aurait pu provoquer qui retenait mon attention, et pour tout dire ce fut ma seule peur. C'est à ce moment précis que j'ai pu constater pleinement qu'on s'y fait à tout, même au pire. En un instant j'ai réalisé ce qu'il y aurait de grave pour Mme Oudard, pour les siens et pour les miens si, malgré toute sa bonne volonté moi et Sami nous nous faisions prendre dans notre nouvelle cachette que je ne connaissais pas encore. "Et du Journal, qu'est-ce que j'en fait ?" demandai-je, anxieux, à Mme Oudard. Je crois bien qu'à ce moment, si elle m'avait dit de le détruire, je l'aurais détruit tellement je craignais pour les autres sinon pour moi et Sami. Mais elle me répondit avec une telle conviction de sûreté et de calme : "Je vais le cacher aussi, en lieu sûr. Ne vous en faites pas pour lui" que j'en fus heureux, car j'y tiens à mon Journal.

Très souvent il avait été mon souffre-douleur. Très souvent aussi je m'y penchai sur lui, amoureusement, quand mon cœur débordait de tendresse pour Marguerite. J'admirais Mme Oudard qui, malgré le danger, s'évertuait à décrocher les photos qui ornaient le mur se trouvant à la tête du lit, tout en chantant. Je revis en elle la femme courageuse du 24 septembre 1942 et jours (et mois, serait plus juste) suivants. Moi, pendant ce temps, je ficelai mon Journal : ramassai mégots, tabac, écrits, notes, etc., etc. ; car, n'est-ce pas, il n'était plus pour moi question de continuer mon Journal pendant tout le temps que durerait le danger. [...] Puis, avant de passer dans la cuisine où se trouvait Sami qui ignorait tout encore, Mme Oudard me dit : "Je suis passée au magasin pour mettre Mme Albert au courant, mais il y avait du monde je lui ai dit de passer dans la loge où Mémé lui dira de monter au sixième. Au magasin, je l'ai trouvée le sourire aux lèvres et l'air heureux. Eh ! bien, quand elle apprendra de quoi il s'agit..."

Une fois dans la cuisine, nous mîmes Sami au courant. Il était devenu comme une loque, mais au contraire de moi, ne voulut pas descendre sans manger au préalable. [...] Tant qu'il mangea, il ne pensait pas au danger. Mais après, il était comme perdu. Il touchait à tout sans rien décider. Sur ces entrefaites arriva Marguerite. [...] Laissant Marguerite et Sami dans la cuisine pour empaqueter certaines choses moi et Mme Oudard passâmes dans la chambre pour en faire autant. [...]

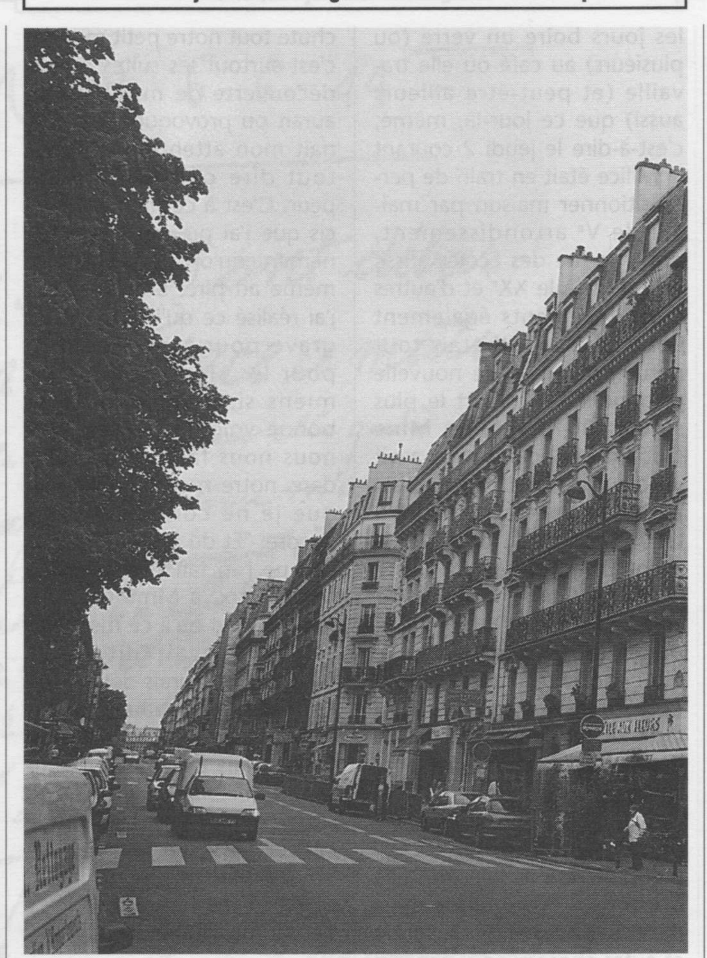
Le moment de descendre était venu. Comment faire ? Pour Sami la question ne se posait pas n'étant connu d'aucun locataire. Mais pour moi qui suis connu de tous les locataires de la maison, la difficulté s'avérait grande et insoluble. Il était à peine 8h30 du soir. A cette heure-là les locataires vont et viennent. Et pour nous, l'heure pressait. Chaque minute ne pouvait-elle pas nous surprendre par la venue de la Milice ? Il y avait donc une seule chose à faire pour moi : braver le destin. C'est ce que je fis. Emmitouflé tant que j'ai pu, en savates, habillé de deux gilets, tricots, deux vestons, pardessus, la robe de chambre sur le tout et une casquette à Sami par là-dessus et encore un cache-col autour du cou comme si j'allais traverser la région la plus glaciale de la Terre, sans attendre une décision des autres, je fus le premier à descendre et je sentais derrière moi Mme Oudard dans les escaliers, rectifier la pause peut-être par trop négligée de mon cache-col ou de ma robe de chambre. Sans encombre, j'arrivai, enfin ! au premier non sans m'être enquis auprès de Mme Oudard, pendant ma course folle si c'était bien là (car dans ma résolution j'étais bien capable de descendre au rez-de-chaussée) et si la clé était sur la porte. [...] Ce fut Mme Oudard qui en une fraction de seconde l'ouvrit. [...] Je fus dans la place suivi bientôt par Sami et Marguerite chargés d'affaires et sans que personne ne nous ai vus descendre. [...]

(...)

Lundi 24 avril 1944. Et voilà dix-neuf mois accomplis que je suis ici. Et demain je commencerai mon vingtième mois. Et ainsi de suite. Et jusqu'à quand, comme ça. Certes, j'ai pleine confiance que cette année sera la décisive. Mais cette même confiance je l'avais également l'année dernière. Alors... L'offensive rouge commencée le 5 juillet dernier paraît s'être arrêtée après nombre de victoires grandioses qui sont autant d'étapes vers la victoire finale. Nul doute que cette offensive est arrêtée en vue de vastes préparatifs soviétiques pour donner au monstre hitlérien l'assaut final qui coïncidera avec le débarquement à l'Ouest. Si ce dernier devait se produire cela ne peut plus durer ou du moins tarder et devra donc se produire dans les semaines qui vont suivre sinon dans les jours. Je me refuse à parler de mois. L'intensification des bombardements massifs des objectifs boches en pays occupé et en bochie, je la considère comme preuve d'un débarquement inévitable et prochain ; débarquement qui nous donnera à coup sûr la victoire, car tous les Alliés auront tous les atouts entre leurs seules mains. [...]

(...)

Lundi 5 juin 1944. Tôt levé, comme à l'habitude, ma toilette faite avec, en supplément pour la première fois un traitement du cuir chevelu avec un produit St martz que j'ai gardé depuis avant la guerre, mon petit déjeuner pris, je suis là, assis devant ma petite table de travail en train de fumer ma première cigarette de la journée qui s'annonce maussade. En effet, il pleut et je regarde travailler un fumiste sur le toit de l'immeuble du 18 de la rue Monge. Le pauvre homme doit être trempé jusqu'à la moelle des os ? A travers le vasistas de la cuisine par où je le regarde ramoner je reçois des bouffées d'air frais. Un petit panier en osier que Marguerite rapporta plein de provisions lorsqu'elle a été chez



La rue des Ecoles aujourd'hui, c'est au 6e étage côté cour à droite de la photo que se trouvait la petite pièce dans laquelle M. Grunberg a dû se cacher pendant deux années.

les Bon chercher ma carte d'identité me garantit contre les regards possibles du brave travailleur. Moi, c'est par les fentes de ce panier placé à gauche du vasistas que j'observe les mouvements de l'homme. Cela m'amuse et le temps morose aidant entraîne mon esprit vagabond à une rêverie nostalgique du temps passé, mais pas tellement vieux. A la droite du vasistas le petit rideau de celui-ci est tiré à fond et me garantit contre les regards des Fusey qui doivent tout de même se demander quelle tête a son locataire d'en face. Par moments, je m'arrête, ou plutôt j'essaie de m'arrêter de penser et je me plonge dans la pourtant passionnante lecture d'un livre de F. Porché, La vie douloureuse de Ch. Baudelaire. Au bout d'une page ou deux je m'arrête et mes pensées se concentrent presque toutes sur ma Marguerite chérie. Que je la trouve belle !

(...)

Mercredi 23 août 1944.
Jeudi 24 août 1944.
Vendredi 25 août 1944.
Et samedi 26 août 1944.
Depuis mercredi je suis chez moi et depuis hier je suis dans les FFI sur les barricades de la Préfecture rue du Petit-Pont au coin de la rue [de la] Huchette. Déjà mardi Marguerite qui craignait encore pour moi avait observé ma grande nervosité et le lendemain matin Mme Oudard est montée nous dire qu'à l'heure où tous les locataires seront à table nous pourrons redescendre. Dès le matin donc, moi et Sami faisions des paquets où nous mîmes pêle-mêle toutes nos affaires qui furent incroyablement nombreuses. C'est inouï ce qu'on peut ramasser en 23 mois moins un jour. Sami est descendu le premier avec un ou deux formidables paquets. Je le suivis quelques minutes après chargé d'une valise pleine à craquer et une musette. Aucun locataire ne nous a vus. En passant par la loge j'embrassai Mémé. La lumière vive de la rue m'éblouissait. Mes jambes tremblèrent.

Lentement, d'une désespérante lenteur même nullement feinte, mais due à l'émotion, je marchai vers le 14. En passant par chez Mimi celle-ci est sortie sur le pas de sa porte une fois que j'eus passé celle-ci. Mais m'étant retourné je l'avais aperçue. Arrivé dans le couloir du 14 M. et Mme P... vinrent vers moi me serrer la main, me demandant comment j'ai bien pu revenir sans train. J'ai répondu avec aplomb montrant mes jambes ajoutant que je fis de l'auto-stop. Je m'enquis de Jacques dont je leur fis des compliments feignant d'apprendre pour la première fois par eux-mêmes ses exploits de patriote. "Votre femme vous attend-elle ?" me demande Mme P... A ma réponse négative elle monta en vitesse prévenir Marguerite "qu'un M. l'attend en bas". Moi je montais derrière Mme P... Marguerite, de sa porte, feignant une surprise en me voyant tellement mal déguisé qu'elle arracha incontinent à Mme P... cette exclamation désobligeante mais juste : "Vous n'avez pas du tout l'air surprise !" En effet, Marguerite n'a pas trouvé autre chose que de me dire : "Oh ! c'est toi, à cette heure-là ?" Ce n'était pas formidable.

Bref, une fois chez moi je fus heureux de retrouver mon intérieur où rien n'est changé. Par exemple, toutes les choses paraissaient petites à mes yeux. Ce n'est que vers le soir que Marguerite m'avait timidement il est vrai, tellement elle était encore sur le coup de la crainte que lui inspiraient le boche et les collaborateurs, permis de me mettre un peu, et en retrait, à la fenêtre. Ça n'a pas raté. Quelques minutes après que j'eus pris l'air qu'à moitié, j'ouvris toute grande la fenêtre et tous les gens d'en face (tout le monde était aux fenêtres) m'ayant reconnu c'était des bonjours à mon égard.

Dans nos sorties à la Libération, nous marchions sur des routes vides de tout trafic, à part les charrettes, brouettes, cyclos ou piétons. Elles nous emmenaient directement d'un point à un autre, grâce aux panneaux, sauf quand les FFI les avaient barbouillés, ou changés de sens ! Elles nous offraient leurs bornes kilos et hectométriques plus leurs cafés dans chaque patelin pour nos pauses casse-croûte, sans parler de l'ombrage des arbres.

Chants pour tous moments

Rappelez-vous les copains, nos lourds brodequins aux semelles bardées du nez aux talons, de quatre-vingt dix clous ou ailes de mouches. Quand sur ces routes goudronnées nous marchions au pas, ferrés comme des chevaux, la gaie musique des clous tintait, donnait le rythme, et les chants démarraient :

"Gauche, gauche, nous sommes les carabiniers".

– *"Le bruit de nos souliers ferrés résonne dans l'air du matin".*

– *"Pour le camp, partons pleins d'allégresse, à travers bois et champs, de l'aurore au couchant, égrenons nos rires et nos chants".*

Et les fers ponctuaient les soupirs silencieux ! Qu'elle était entraînante, cette marche au pas cadencé, quand nos chants de lutte jaillissaient de nos poitrines :

– *"Marchons au pas camarades, marchons au feu hardiment, par-delà les fusillades, la liberté nous attend camarades !"*

– *"La liberté, nous la prenons par l'acte et la parole et sur la Terre nous bâtirons la Commune Ouvrière".*

– *"La joie te réveille ma Blonde, allons nous unir à ce cœur, marchons vers la gloire et le monde".*

– *"Notre union pour de bon, du vieux monde exigera plus de guerre sans raison, ni même pour les bourgeois".*

Nous avions des chants pour tous les événements de la journée :

– *"Devant toi le chemin serpente, l'auberge te paraît bien loin, la route est courte si tu chantes".*

– *"Nous marchons dans la nuit profonde, la main dans la main"*

– *"Chanter sous la pluie, chanter dans le vent, chanter sans rêve en marchant, voilà mon lot de pauvre hère, mais le riche envie ma misère, quand je vais chantant sous la pluie".*

C'est fou ce que les chants au pas cadencé regonflaient les fatigués, nous redonnaient courage, sortaient de nos tripes les dernières forces pour atteindre l'AJ ou le camp !

La route n'est-elle pas un long ruban qui se déroule indéfiniment devant nous ! Elle nous emmène à la rencontre des paysages, des hommes, des villages, des villes,... des pays ! C'est pour répondre à cet appel de la route, de l'inconnu que dans les années 1950 beaucoup de copains ont voulu vivre l'ajisme en permanence, pas seulement le dimanche !

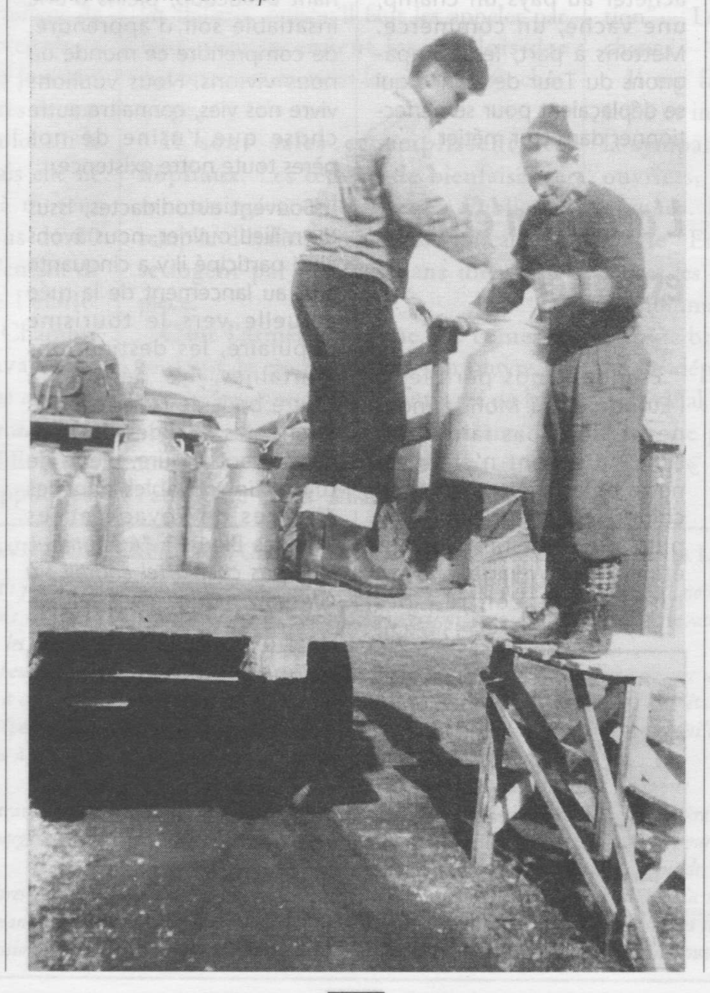
Tels des oiseaux migrateurs...

Abandonnant la sécurité du travail à l'usine ou au bureau, tels des oiseaux migrateurs, nous sommes partis, en vélo, mais surtout en auto-stop : économique et plein d'imprévus, de rencontres. Ainsi nous avons arpenté les routes de France, puis d'Europe ! Nous sommes descendus à Rome, en vélo... faut le faire ! Aidés de stops faciles nous avons sillonné l'Angleterre et l'Ecosse, pour nous réargenter, nous ramassions leurs fraises, leurs moissons, leurs patates. Puis nous avons construit avec le SCI (Service Civil International) des maisons pour les réfugiés en Forêt Noire, des maisons pour des paysans grecs, traversé en stop l'Allemagne en ruines de 1949.

Vies d'ajistes à la Libération :
Nos routes, nos chants, nos voyages il y a 55 ans



La cabane où nous avons bivouaqué.



Du travail contre un stop.

La Scandinavie étant à la mode, renforcés par les vacanciers de l'été, nous y étions dockers à Copenhague, bûcherons en Finlande et surtout plongeurs à Stockholm. Les ajistes étaient très solidaires. Celui qui baragouinait du Suédois vous trouvait un "pieu" à l'AJ voilier "Af Chapman", à l'Armée du Salut ou dans la tente d'un copain, plus un boulot dans un des nombreux restos ! A quinze jeunes Européens, on y essuyait la vaisselle que débitait une insatiable machine. A Oslo, où j'ai travaillé deux hivers en usine comme électricien, avec mon copain Simplet, nous avons découvert : la neige omniprésente, le ski de fond à quinze kilomètres de notre chambre, le confort des maisons de bois, les jours très courts, le sauna, le modèle de vie scandinave et les blondes sportives norvégiennes. Nous étions très souvent invités dans les familles, surtout autour de Noël ou après le repas de sandwiches avec du lait comme boisson, on tournait autour du sapin en chantant de vieux airs norvégiens.

La montée en stop au Cap Nord était la consécration du voyageur chevronné ! Deux mille kilomètres de routes, souvent en terre (pour le gel). Les fjords magnifiques, bordés de hauts glaciers, les maisons de bois en gros troncs d'arbres, aux toits couverts de mousse. Les vingt kilomètres à pied chaque jour car il faisait trop froid pour attendre les rares voitures, les bivouacs dans les cabanes de pêcheurs, les burons, les granges. Puis après Narvik, faut de voitures, avec Simplet, on s'est rabattu sur le bateau-stop, avec un navire de pêche français en route vers l'Islande. Simplet resté sur le bateau, j'ai débarqué seul au Cap Nord et j'ai traversé à pied la Laponie encore enneigée, sous le soleil de minuit, puis la Finlande meurtrie sur les camions de bois.

Ainsi nous avons pris la relève des trimardeurs français d'antan : colporteurs aux lourdes charges, scieurs de long, terrassiers, bûcherons, maçons de la Creuse, ramoneurs savoyards, partant travailler dans l'hexagone, pour amasser de l'argent pour acheter au pays un champ, une vache, un commerce. Mettons à part, les Compagnons du Tour de France qui se déplaçaient pour se perfectionner dans leur métier.



En route pour le Pakistan à Port-Said.

L'argent n'était essentiel

Etendant nos périples à l'Europe et au Monde, nous ne partions pas faire "fortune". L'argent n'était pas notre objectif. Nous en cherchions seulement pour aller plus loin. Nos motivations étaient : le voyage, l'aventure, la rencontre, des hommes, la découverte d'autres pays, la Paix, l'aide aux plus démunis. Questionnant beaucoup, pleins d'une insatiable soif d'apprendre, de comprendre ce monde où nous vivions. Nous voulions vivre nos vies, connaître autre chose que l'usine de nos pères toute notre existence.

Souvent autodidactes, issus du milieu ouvrier, nous avons ainsi participé il y a cinquante ans, au lancement de la ruée actuelle vers le tourisme populaire, les destinations lointaines, les périples à l'autre bout de la terre. Nous étions des "Guides du Routard" avant l'heure, pleins de tuyaux introuvables dans les agences de voyage et les "Guides Bleus" : *"A Istambul, loge pas cher à tel endroit ; à Glasgow mange dans tel troquet ; à Göteborg, dans tel hôpital, tu donnes ton sang pour des Couronnes ; à Rome tu seras hébergé gratis dans tel couvent ; pour traverser la Suisse en stop, prends telle route ; en Israël, va travailler dans tel kiboutz sympa".*



Les photos illustrant cet article sont de l'auteur et sont extraites de son livre *Opération "Amitié"* que nous avons présenté dans le n°121 de Gavroche.

Rappelons que ce livre raconte avec un enthousiasme qui fait plaisir à lire le tour du monde d'un jeune ouvrier parti à la rencontre d'un monde fraternel.

Ce livre est à commander auprès de Georges Douart - 36, avenue de Limburg - 69110 Ste-Foy-les-Lyon

Rien n'est simple

Grâce au don du contact acquis aux AJ, grâce aux langues étrangères apprises sur le terrain et avec Assimil, nous nous sommes facilement liés avec tous, et adaptés à leurs modes de vie. Ce n'est pas parce que les hommes d'ailleurs ont d'autres coutumes que les nôtres qu'elles sont mauvaises ! Au nom de quoi la logique occidentale actuelle serait-elle la seule valable pour tous les humains de la planète ? Nous avons découvert que tout est relatif, que rien n'est simple, que les choses ne sont ni noires ni blanches, mais très nuancées.

Après de longues années de vadrouilles, de travail, de recherches, de chantiers pacifistes, ces ajistes-vagabonds sont presque tous rentrés au bercail, pas plus argentés qu'avant mais la tête pleine de riches et inoubliables souvenirs. Certains ont rejoint les Anaajistes ou les Amis de la Nature où nous marchons encore, mais sur des semelles Vibram, souples et silencieuses.

Chassés des routes dangereuses par les multitudes de camions et de voiture, fuyant le goudron et la pollution, nous retrouvons le contact avec la nature dans nos balades sur les petits chemins s'étirant par monts et par vaux, sur les sentiers de Grande Randonnée (PR). Mais la marche au pas cadencé, la musique des clous, les chants de route lancés à perdre haleine des heures durant, c'est plutôt fini... nini ! Merci aux AJ et aux copains d'antan, de nous avoir appris à mieux vivre nos vies.

Ami, ami-tié, Peuples du Monde entier, Salut !

Georges Douart
dit Doudou
auteur d'Opération"Amitié"

Condition ouvrière dans le Vaucluse au XIXème siècle et aperçu du racisme contre les Italiens

"Vie des ouvrières et des ouvriers en Vaucluse au XIXe siècle", voilà une brochure qui comble un vide. Quelques imperfections, quelques fautes de frappe et parfois des fin de phrase qui manquent, et des graphiques qui auraient eu intérêt à être agrandis, mais on pardonnera à cause de la richesse de la documentation. Louis Seigle a lu de multiples ouvrages sur le sujet : livres, mémoires de maîtrise, et documents des archives départementales. 144 pages d'une grande richesse. L'alimentation, les vêtements, les accidents du travail, et surtout le travail. Le travail des femmes, celui des hommes, et celui des enfants, et les conditions de vie au cours du siècle.

Quelques exemples parmi d'autres. Dans la commune de Vaucluse en 1880, au moulinage de soie en plus des moments de repos, on travaille effectivement 12h et demi par jour. Cinq filles de 12 à 15 ans, une de mois de 12 an set une de moins de six ans. Ce n'est là qu'un des exemples, les autres fourmillent. L'ouvrage rappelle qu'encore en 1900 à Vaison les enfants travaillent de 5h du matin à 7h du soir avec deux heures de repos au milieu de la journée. Cela fait tout de même 12 heures de travail effectif. Le 22 mars 1841 la loi sur le travail des enfants est votée mais elle ne concerne que les entreprises à moteur mécanique qui emploient plus de 20 ouvriers… et à condition que l'enfant de moins de 12 ans fréquente l'école. Quelques mois auparavant la Chambre de Commerce d'Avignon avait fait connaître son point de vue *"une division du travail très variée permet d'y admettre tous les âges sans inconvénient"*!!! Et par la suite la loi ne semble guère appliquée. Quant aux adultes l'idée de la journée de 11 heures fait son chemin. Le 6 juillet 1854 le commissaire note : *"Les ouvriers charpentiers et mécaniciens sont décidés à se faire augmenter leurs journées ; et ils ne veulent travailler que onze heures par jour. Cette affaire devient sérieuse"*.

Liste des grèves, souvent sans résultat, même après que la loi de 1864 les permette.

Vers 1898 la Chambre de Commerce d'Avignon proteste contre le projet de loi qui veut légiférer sur les accidents. Vous y retrouvez le langage comme connu aujourd'hui : *"La loi, si elle est appliquée, est destinée à amener dans toutes les branches de l'Industrie une crise des plus redoutables et des plus funestes. Elle tend à provoquer la fermeture et à empêcher l'ouverture de nombreux chantiers, usines et ateliers…"*

Page 140 vous trouverez un texte de 1903 dont vous goûterez je l'espère, l'humour involontaire, après un siècle, contre l'invasion des Italiens :

"**Ils volent les emplois.** Les étrangers, les Italiens, puisqu'il faut les appeler par leur nom, prennent les emplois des nationaux et mettent les Français au chômage.

Il sont sales et emplissent les hôpitaux. Les œuvres de bienfaisance sont assiégées, et l'Assistance Publique, remplie d'Italiens, refuse les Français. Ils se logent par groupes dans une seule pièce.

C'est l'armée du crime. Le couteau, toujours le couteau a fait son œuvre et nombreux sont ceux qui ont payé de leur vie leur résistance à l'envahisseur, les mendiants pullulent dans nos rues ; l'armée du crime est représentée par des bandes nombreuses, savamment organisées ; 95 % des crimes leur sont imputables à Marseille ; le vol et l'assassinat sont devenus pour les Italiens un sport national, comme le football pour les Anglais.

C'est un complot. L'envahissement s'étend rapidement à toute la Provence ; ils ont pris les emplois importants de l'administration de la Ville ; cela procède d'un plan préconçu, d'une organisation absolument méthodique… pour transformer la Provence en province de l'Italie.

La race française sera débordée avant peu à Marseille… Ils font bloc.

Il faut les chasser. Il faut reconduire à la frontière tous ceux qui prennent l'emploi des nationaux.

Il faut les taxer. Par l'application d'une taxe sur tout individu de nationalité étrangère qui vient en France pour y gagner de l'argent.

Il faut les empêcher de devenir français. Par la suppression ou tout au moins par l'amendement dans un sens fortement restrictif de la loi sur la Naturalisation"… Le discours des crétins n'a guère changé.

Il me faut conclure : une brochure riche et instructive dans laquelle on sent la sympathie pour les ouvrières et les ouvriers, et pour les luttes qu'ils ont menées. Et comme me l'écrit Louis Seigle "En hommage aux militants de toutes les époques. Et merci à eux". Un bel hommage en tout cas.

Cette brochure abondamment illustrée est en dépôt à la Librairie Clément VI, 3 av. Mal. De Lattre de Tassigny à Avignon. Le prix n'est pas indiqué, mais il est de 8 €.

André Simon

LOUIS SEIGLE, CURÉ À AVIGNON, EXPLIQUE CE QUI L'A CONDUIT À S'INTÉRESSER À L'HISTOIRE OUVRIERE.

Mes parents étaient paysans. Enfant : joie des vendanges qui permettaient de manger des raisins à volonté. L'hiver : les jeudis de repos scolaires il fallait ramasser les sarments. Au printemps : les matins d'avril avec les dangers de la gelée. S'il y avait risque, vers les 4/5 heures du matin j'entendais mon père se lever : il allait regarder à une souche à combien était le thermomètre. Et si le risque était réel, branle-bas de combat (pendant que je restais au lit). Aller dans les champs pour allumer des marmites à fumigène afin d'essayer de sauver la récolte.

Ces expériences de fragilité dans le travail m'ont permis de deviner les soucis des ouvriers lorsqu'en 1953 j'ai été chargé d'accompagner une équipe d'Action Catholique ouvrière.

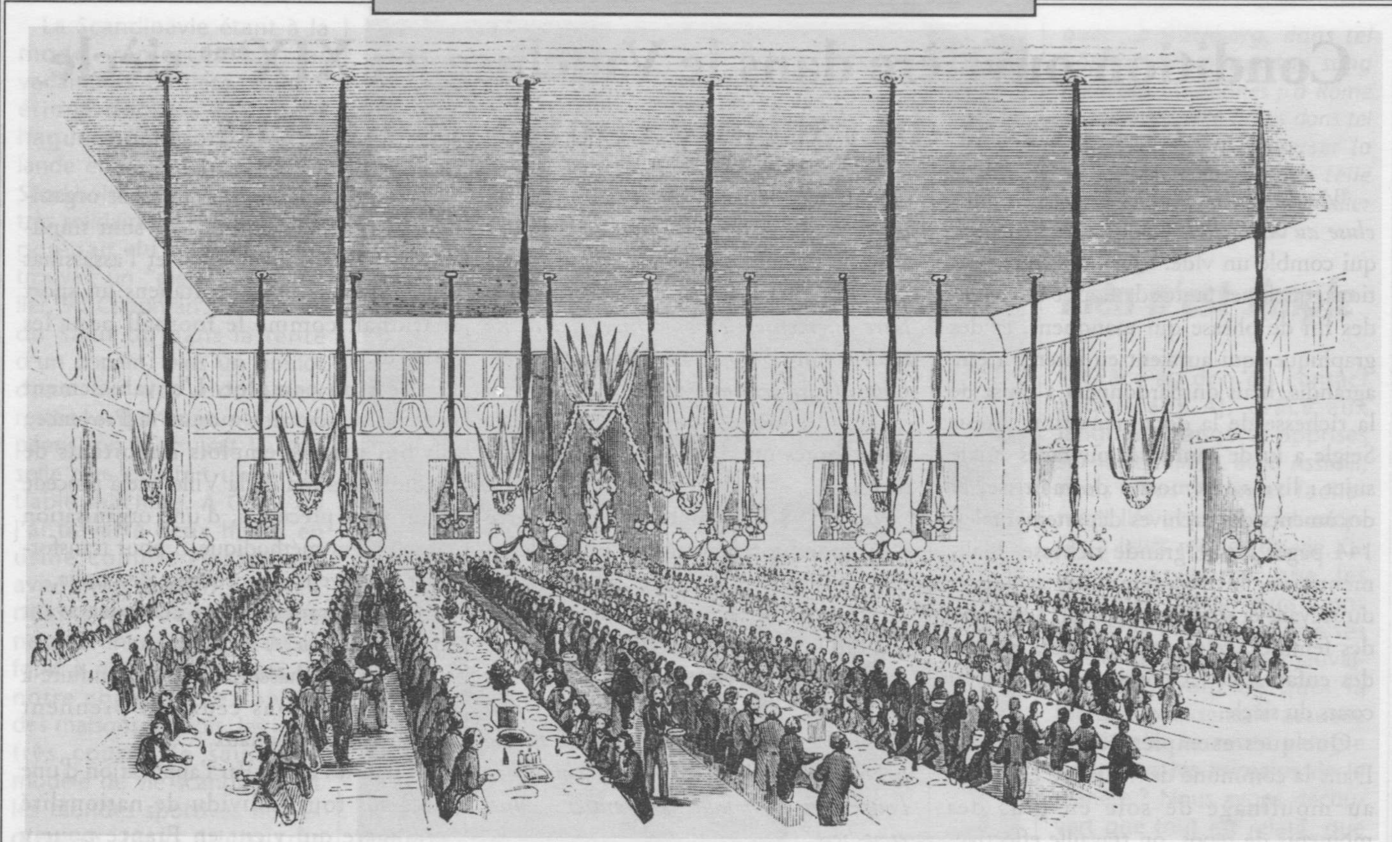
En 1979 avec d'autres collègues prêtres nous avons participé à une session de recyclage. Les responsables nous ont demandé de creuser sérieusement un point de la vie ouvrière locale. J'ai choisi la question de la solidarité dans le département du Vaucluse au XIXème s. Beaucoup de notes prises : Sociétés de Secours mutuels, coopératives, syndicats, accidents de travail, actions des ouvriers pour améliorer la législation…

Quelques pages m'ont servi à préparer une brochure sur le travail des enfants en Vaucluse aux XVIIIème et XIXème s. C'était une participation au cinquantième anniversaire du mouvement Cœurs vaillants-Ames vaillantes, en 1987, au Palais des Expositions.

Les notes prises ont continué à dormir.

En 2001, l'Action Catholique Ouvrière (A.C.O.) a organisé une fête en Avignon pour les 50 ans du Mouvement. Pourquoi ne pas réveiller ces notes ? En les mettant en ordre j'ai pensé utile d'y joindre des faits de la vie économique.

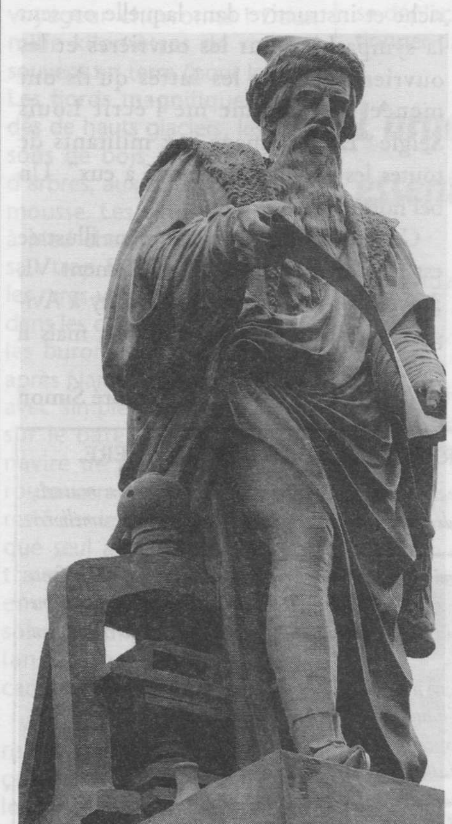
L'ouvrage est sorti en mars 2002. Ça m'a beaucoup intéressé de trouver les renseignements, d'admirer la ténacité des travailleurs pour une promotion individuelle et collective de leurs camarades ouvriers.



Banquet des maîtres imprimeurs et des ouvriers compositeurs typographes. Le 28 septembre 1845 à la salle Ragache, Barrière de Sèvres.

Le 14 septembre 1845 au Grand Salon de la rue de Sèvres

800 couverts attendent les typographes... la police aussi



La statue de Gutenberg dans la cour d'honneur de l'imprimerie nationale rue de la Convention.

Dès six heures du matin la police prend position devant l'établissement. On craint le pire. Comment faire se retirer dans le calme une foule d'invités qui n'ont pas pu être prévenus de l'interdiction de leur banquet annuel ? Mission réussie pourtant, avec la bonne volonté des organisateurs et... une pluie battante qui n'incite pas à rester bien longtemps en place.

On imagine le désespoir du patron de l'établissement, Nicolas-Pantaléon Ragache, qui a tout mis en œuvre pour que ce banquet soit réussi. On imagine aussi la colère des ouvriers typographes et de leurs patrons qui pensaient bien fêter ensemble leur bonne entente.

Evidemment l'événement fit quelque bruit. Adroitement pourtant le pouvoir sut en tirer profit en autorisant le même banquet quelques jours plus tard. En surveillant les choses de très près il s'assura que la manifestation pourrait être présentée comme un modèle de concertation et de concorde entre maîtres et ouvriers. Elle le fut d'autant mieux que c'était bien l'état d'esprit qui régnait dans cette corporation. Pas du tout comme dans le bâtiment où, quatre mois plus tôt, une grève très dure avait éclaté provoquant le blocage des chantiers, notamment de charpente, et des bagarres. D'où, sans doute, la crainte du pouvoir et sa décision brutale d'interdiction du banquet des typographes. Pourtant cette manifestation n'était pas nouvelle. Elle avait eu lieu l'année précédente et aussi en septembre 1843, toujours au Grand Salon. C'était, cette année-là une première publique. Avant, les réunions se voulaient secrètes. Pas étonnant puisque ce n'est qu'en 1833 qu'une "association libre typographique" se reconstitua entre imprimeurs et ouvriers bravant ainsi les lois Le Chapelier de 1791.

Gutenberg sur un piédestal

La tradition de solidarité dans cette profession se révéla plus forte que les interdits et se manifesta, à la mode des banquets de l'époque, autour des tables

réunissant patrons et ouvriers groupés par entreprises. Ainsi, quinze jours après le banquet annulé, les huit cents convives se retrouvent dans la même vaste salle Ragache. “L'aspect était magnifique. Un immense carré embrassait comme un seul bras, douze rangées de tables dont les longues alignées s'étendaient parallèlement. De distance en distance, ces tables étaient recouvertes d'arbustes dont la terre était cachée sous des fleurs. Ils portaient dans leurs vertes branches de petits oriflammes sur chacun desquels était inscrit le nom de l'imprimerie”.

Dominant cette assemblée fraternelle, Gutenberg en personne ou presque. Il était là, placé sur un piédestal, statufié par le sculpteur David d'Angers. L'artiste n'avait pu venir cette fois. Mais, l'année d'après, toujours en septembre, à l'ovation qui salua son arrivée, il comprit combien son œuvre offerte en hommage à la typographie, faisait déjà symbole et que, sans doute pour longemps, l'ancêtre fondateur serait signe de ralliement. Aujourd'hui encore, devant l'Imprimerie nationale, trône la statue de Gutenberg signée David d'Angers.

Débats animés

En 1847, cette fête de la typographie ne put avoir lieu au Grand Salon pour cause de décès du propriétaire des lieux et dans aucun autre établissement. Les restaurateurs firent des difficultés craignant une interdiction puisque la police se montrait à nouveau réticente. Les typographes se réunirent finalement chez un maître imprimeur de Vaugirard. Cette année marqua la fin d'une grande période pour le Grand Salon. Repris par un des fils Ragache, l'établissement connut une fréquentation nouvelle moins propice aux affaires. Aux bals, fêtes et mariages succédèrent réunions, conférences et débats animés comme le voulait l'époque. Le Grand Salon ferma ses portes en 1849 et fut vendu l'année suivante à un couple qui en confia la gérance à un restaurateur. Ce dernier s'associa en 1855 avec Jean Claude Ragache qui retrouvait ainsi la maison familiale.

Le Grand Salon connut encore des beaux jours. On y revit de nombreux mariages et aussi les typographes. Pourtant la grande époque était bien finie.

Situé “aux barrières” de Paris, ce grand restaurant spécialisé depuis ses origines

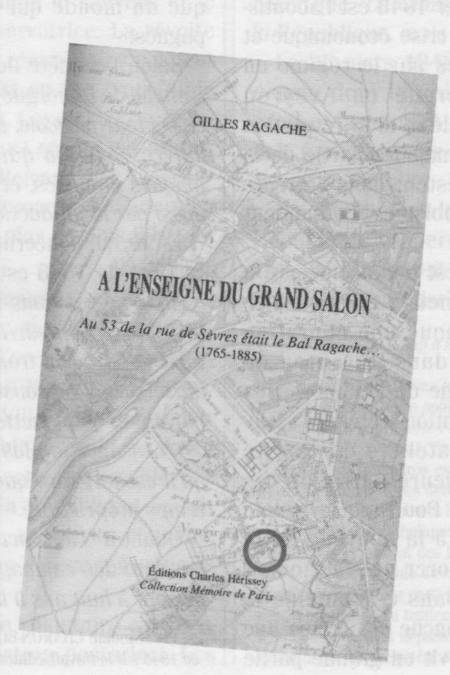


L'intersection vers 1905 de la rue des Volontaires et de la rue de Sèvres (Lecourbe actuellement). Le Grand Salon se trouvait à droite sur la photo. Il occupait l'emplacement des deux immeubles d'angle et de la rue des Volontaires.

en “noces et festins” subit l'avancée de la ville inexorablement jusqu'à cette année 1885 où le préfet Poubelle jugea bon de faire raser cette imposante bâtisse pour ouvrir une nouvelle voie, la rue des Volontaires. Disparaissait un monument, véritable lieu de mémoire de la vie parisienne et plus particulièrement de ce village de Vaugirard, de l'autre côté de la barrière de Sèvres, à la campagne là où le vin et la nourriture étaient moins chers.

Histoire d'une époque

Il ne reste rien du Grand Salon aujourd'hui. Seuls quelques arbres dans une cour rappellent, pour qui le sait, que



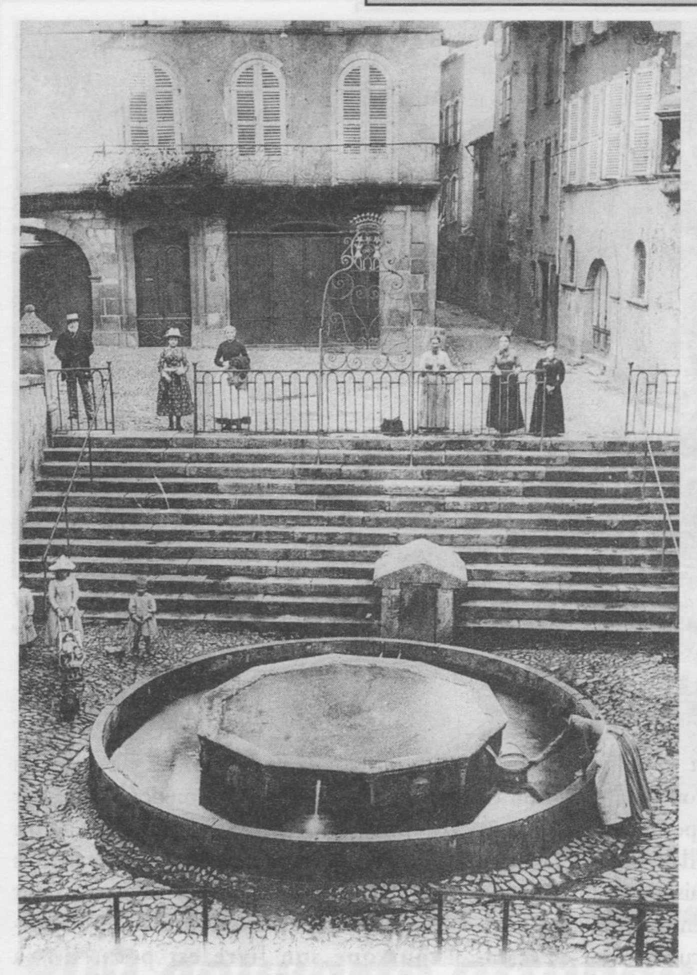
se trouvait là le parc de l'établissement. Mais qui le sait ? Personne il y a quelques mois encore. Cela commence à se savoir depuis que Gilles Ragache est venu mener une véritable enquête, faite parfois de porte-à-porte chez les habitants pour faire ressurgir des souvenirs. Depuis surtout que son livre est paru, il y a quelques semaines et qu'il y présente son vrai travail d'historien. Il l'a fait d'autant plus passionnément qu'au nom du Grand Salon fut le plus souvent accolé celui de Ragache, en référence à Nicolas Pantaléon Ragache le maître de maison depuis 1801. Il y décéda à 74 ans en 1847 non sans émoi dans Vaugirard où “le patriarche de la rue de Sèvres” y fut une forte personnalité reconnue et appréciée.

Gilles Ragache nous plonge dans son histoire familiale et on y prend un réel plaisir puisque la vie de cette famille illustre et accompagne bien l'histoire d'une époque. Episode à suivre dans un prochain livre sur “un siècle dans le bâtiment à Paris 1835-1935” où d'autres Ragache ont laissé leurs noms sur bien des façades parisiennes.

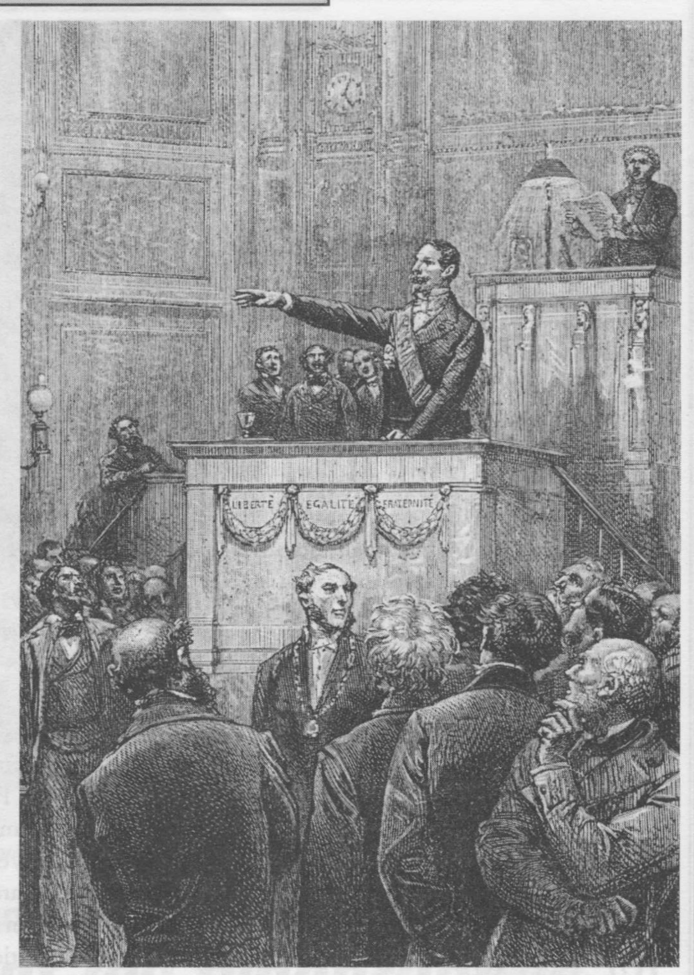
Un jour, peut-être, un Ragache évoquera-t-il à son tour le travail de Gilles. Il ne manquera pas non plus de matière depuis la création du “Peuple français”, l'ancêtre du “Gavroche” que vous lisez, jusqu'aux prochains livres à venir !

C.V.

A l'enseigne du Grand Salon
175 pages - 18 euros
Editions Charles Hérissey,
15, rue St-Thomas - 27000 Evreux



Villefranche-de-Rouergue – la fontaine.



Le serment de Louis-Bonaparte

Les républicains de l'Aveyron face au coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte

La révolution parisienne de février 1848 est l'aboutissement d'un long processus de crise économique et de crise politique non résolues par le régime en place. Villefranche-de-Rouergue en Aveyron n'échappe pas à la crise générale et si la révolution de février est plutôt bien accueillie par la majeure partie de la population, les milieux les plus démunis restent dans l'attente d'une solution durable à l'ensemble des problèmes, notamment ceux concernant l'agriculture et l'industrie.

Le nouveau régime qui se met en place est donc confronté à des problèmes sociaux importants. Pour mettre fin à ceux-ci, il instaure le suffrage universel et provoque une épuration administrative qui reste toute relative dans le canton de Villefranche. En ce qui concerne le problème de l'emploi, sous l'impulsion de Louis Blanc on assiste à la création d'ateliers nationaux le 26 février, qui ne sont que des ateliers de charité "quelque peu modernisés." En fait la majeure partie de ces mesures ne touchent pas le monde paysan. Pourtant, le peuple des campagnes avait souhaité et montré à la nouvelle de la Révolution que sa situation devait s'améliorer en s'attaquant aux créanciers qui la mettaient à mal. Dans ce domaine le nouveau gouvernement échoue et si Villefranche est certes une ville de plus de 9 000 habitants, celle-ci ne vit en grande partie que du monde qui l'entoure, c'est-à-dire : le monde des campagnes.

Selon l'enquête de 1848 sur le travail (1) : *"Le canton de Villefranche-de-Rouergue était essentiellement agricole et viticole... A ce secteur agricole, s'ajoutaient l'industrie de la chaudronnerie en cuivre et laiton qui n'avait pu lutter contre l'introduction des plaques laminées, et le tissage des grosses toiles grises, ruiné lui aussi par la production des grandes fabriques."*

En ce qui concerne les conditions d'existence à la campagne le rapport de 1848 est éloquent : *"Le logement du cultivateur de la campagne est dans les plus mauvaises conditions qu'on pourrait imaginer... La nourriture du cultivateur se compose : de pain qu'il fabrique avec du froment, du millet, des fèves, des haricots ou bien du seigle... Il ne consomme pas de viande fraîche, les plus favorisés boivent de la piquette"*

"L'aisance la plus grande est dans la classe de vignerons parce qu'il est fort rare que l'ouvrier de cette catégorie ne soit en même temps propriétaire."

Quant à *"l'instruction, (elle) est très négligée dans la population ouvrière des campagnes à cause de l'emploi des enfants dès l'âge de sept à huit ans à la garde des bestiaux...*

(1) Jeannine CHARON-BORDAS, *Ouvriers et paysans au milieu du XIXème siècle : l'enquête de 1848 sur le travail*, éditions Publisud, Paris, 1994, 513 p.

Les industries principales du canton de Villefranche sont : la chaudronnerie en cuivre et laiton, le tissage de grosses toiles, la clouterie. Le canton est essentiellement agricole ; il existe en outre les corporations des métiers communes à toutes les localités. Le canton ne renferme pas d'établissements industriels auxquels des noms puissent être appliqués. Chaque ouvrier d'industrie (chaque patron) est ouvrier lui-même et n'occupe qu'un très petit nombre de travailleurs. Loin de prospérer, l'industrie tend vers la décadence dans le canton de Villefranche à cause de la concurrence."

Après cette nécessaire présentation du villefranchois, il faut tenter de comprendre les motivations des hommes en révolte, qui se lancent dans l'aventure d'une opposition qui peut apparaître dès l'origine comme un suicide. Au-delà de cet acte d'opposition au coup d'Etat du deux décembre 1851, qui est l'œuvre d'une poignée de républicains motivés et convaincus, il faut s'interroger sur une action qui deviendra un relais de la mémoire républicaine à Villefranche et plus modestement dans le département. 1851 s'inscrit dans la mémoire républicaine des Villefranchois face au "fétiche napoléonien". Le "fétiche", c'est-à-dire Louis-Napoléon Bonaparte, n'est-il pas pour les campagnes villefranchoise et aveyronnaise le détenteur d'un pouvoir magique et bénéfique capable de résoudre leurs problèmes quotidiens ?

Entre la République et le retour de la Monarchie il y a le bonapartisme fétiche, sorte de troisième voie, celle du compromis, du rassemblement autour d'un homme "comprenant et adoptant" le nouveau monde en marche.

Face au bonapartisme qui attend son heure, les républicains de gauche sont minoritaires, concentrés dans les cités, notamment Villefranche. Cependant, comme beaucoup de minorités, ils sont actifs et parfois virulents pour imposer leur mode de pensée. Les mémoires de F. Mazenc (2), un des leaders de la résistance républicaine, sont caractéristiques de cet état d'âme. Agir pour ne pas tomber dans l'oubli, témoigne ensuite pour que la mémoire républicaine soit continue, car le bonapartisme n'est pas encore mort même après Sedan. En effet, une grande partie de l'Aveyron est imprégnée par le bonapartisme. En fait seule la défense d'une société conservatrice prime sur le type de régime. Quand les républicains comprendront "ce tempérament", ils seront en mesure d'entreprendre la conquête du pouvoir local à Villefranche-de-Rouergue et par extension dans le département.

L'existence de cette société conservatrice ne veut pas dire retour à l'Ancien Régime pour les Villefranchois, car un régime républicain conservateur convient parfaitement à la majeure partie de la population. La Révolution, personne ne la désire en 1851, si bien que le "fétiche" apparaît comme le sauveur et le garant d'une conception de la société conservatrice. La révolte contre le coup d'Etat de la part de quelques républicains n'y peut rien. L'assise populaire des républicains est encore trop faible même si elle semble s'accroître depuis 1848. Cependant, la résistance au coup d'Etat à Villefranche et dans sa région est un fait majeur dans l'histoire et la mémoire des Villefranchois. La résistance participe en fait pleinement du long processus d'adoption future de la République par une fraction de plus en plus large de la population.

Ce "suicide républicain" est-il cependant conscient en 1851 ?

Pour les leaders il était nécessaire d'aller jusqu'au bout pour que cette action ait des répercussions dans l'avenir. Ils étaient en fait convaincus que la République deviendrait le régime politique de la France. Leur action ancrait donc le Villefranchois et par extension l'Aveyron dans l'espace géographique de la mémoire républicaine, même si le département fut longtemps considéré, à tort, comme réfractaire au régime. Quant la République se fait conservatrice les autres partis : légitimiste, orléaniste et même les bonapartistes, se trouvent exclus dans des zones géographiques importantes de l'Aveyron.

La résistance en 1851 est bien un suicide volontaire car favorable à une cause qui passerait comme juste a posteriori. Les républicains de Villefranche l'ont compris et agissent en conséquence. Si nous ne revenons pas sur les faits (seulement pour les rappeler) à la suite de l'étude d'Ancourt (3) dans les années cinquante, par contre leur analyse nous permet des interrogations et problématiques contemporaines. Le culte du "fétiche" est-il la cause essentielle de l'échec des républicains ? Et quel a été le rôle du "fétiche" dans l'élaboration du processus d'adoption de la République dans le monde rural : une parenthèse, un trait d'union ou encore un tremplin ?

Villefranche-de-Rouergue et sa région sous la Seconde République

Revenons quelque peu au climat politique de Villefranche lors des événements parisiens de février 1848 : ainsi que le relate le journal "La Glaneuse". *"Des événements politiques d'une portée considérable viennent de s'accomplir. Diverses dépêches télégraphiques arrivées à Villefranche, dans la nuit du 26 au 27 février, nous les font connaître, et l'une d'elles nous a annoncé l'établissement du gouvernement républicain. Cette nouvelle a jeté la population dans un enthousiasme difficile à décrire".* Cependant, comme nous le rapporte A. Ancourt : *"La dépêche télégraphique annonçant cet état de choses, parvenue le 24, à 9 heures du soir, n'aurait été rendue publique que dans le matinée du 27. Attendait-on confirmation de la nouvelle ou réaction et triomphe des pouvoirs établis ?".* Malgré la prudence du maire de Villefranche et de ses adjoints, le changement de régime provoque sa chute et celle de ses deux adjoints. Pascal est nommé maire et Canceris et Farjou adjoints. Révocation également du sous-préfet : F. Dubreuil, et nomination de Canceris, père, avec le titre de sous-commissaire de l'arrondissement. Canceris, père, ne s'avance guère comme un républicain de gauche et s'affirme avec énergie partisan "du maintien de l'ordre, du respect de la propriété et de la religion".

Faisant écho au sous-commissaire, le maire Pascal, toujours dans le même numéro du journal, écrit : *"Le 24 février, elle (la royauté) a emporté avec elle les restes de l'ancien monde pour faire place à un monde nouveau dont la philosophie du Christ, le premier démocrate, a de si longue main préparé la naissance."* Ce journal publie également la profession de foi d'Edouard Dubreuil, avocat, candidat à l'Assemblée constituante qui avoue n'être pas républicain le 24 février et accepte la République comme un fait nécessaire. Sa devise : *"ordre, liberté : ordre matériel et moral, ordre dans les vies et dans les intelligences."* Il est intéressant de noter que *"La Glaneuse"* ouvre ses colonnes à ceux qui acceptent la République, mais pas n'importe quelle République !

Le 25 mars 1848, les deux journaux (*Le Narrateur* et *La Glaneuse)* dont la philosophie (catholique et libérale) semble si proche, fusionnent pour former *"Le Journal de Villefranche"* qui doit faire face aux nouveaux venus : *"Le Jeune Cordelier"* et *"Le Réveil du Peuple."*

En rétablissant la liberté de la presse, le gouvernement de la République va permettre la prolifération de feuilles diverses. Trois journaux vont donc se partager les lecteurs de Villefranche : *"Le Jeune Cordelier", "Le Réveil du peuple"* (4) et *"Le Journal de Vil-*

(2) F. MAZENC, *Coup d'Etat du deux décembre 1851 dans l'Aveyron*, Albi, imprimerie Nougues, 1872, 112 p.

(3) A. ANCOURT, *Des journées de février 1848 au coup d'Etat du 2 décembre 1851 : Esquisse d'une histoire politique et sociale de Villefranche-de-Rouergue sous la Seconde République*, Rodez, imprimerie P. Carrère, 1957, 110 p.

(4) BSAVR, journal *"Le Réveil du Peuple."* Parutions du 31 mars au 11 juillet 1848, l'ensemble des numéros est conservé à Villefranche. Créé par des catholiques libéraux, *"Le Réveil du Peuple"*, à ses débuts tout au moins, semble démocratique et libéral. Mais les événements de mai et de juin et le clivage qui se fait alors entre les classes sociales font se resserrer les rangs des catholiques, et bientôt l'influence des conservateurs, des réactionnaires, des légitimistes et surtout des bonapartistes se fit sentir dans la rédaction du journal. *"Le Réveil du Peuple"* est l'organe du club des droits du peuple. Ce club représente la tendance de droite et du centre droit du parti républicain. Il est composé de modérés et de catholiques libéraux, ces "républicains du lendemain" dont les convictions démocratiques ne sont pas toujours fortement assises sont dépassés par les éléments antirépublicains notamment les bonapartistes. Bibliothèque de la Société des Amis de Villefranche et du bas-Rouergue (abréviation : BSAVR).

lefranche." Les deux premiers seront éphémères, mais ils constituent un témoignage majeur et vivant de l'histoire de Villefranche. Seul *"Le Journal de Villefranche"* va survivre après la loi sur le cautionnement.

Le mouvement républicain compte dans cette ville de nombreux partisans actifs, groupés autour de Louis-Antoine Caussanel et de Casimir Moins, qui seront d'ailleurs les principaux chefs du mouvement républicain de résistance au coup d'Etat du 2 décembre 1851. Dès les premiers jours de la République les républicains de Villefranche qui étaient restés dans l'ombre s'organisent autour d'un club : le *"Club des Cordeliers."* Caussanel en est l'initiateur et il entraîne également la création du journal *"Le Jeune Cordelier"* qui devient l'organe à la solde du club dès le premier jour, comme nous le rapporte le numéro 1 du 16 mars 1848. Le journal est consacré entièrement à des nouvelles politiques.

"La République, comme le soleil sur l'hémisphère, éclaire de son influence bienfaisante la Nation française dont elle féconde l'amour pour la liberté. Salut, fille du ciel, liberté chérie, fraternité aimable, égalité souveraine...". Il poursuit quelques lignes après : *"Le Jeune Cordelier se voue à ton culte, à ta gloire ; il sera ton barde et ton écho dans la ville et dans les campagnes de Villefranche."*

On trouve également dans ce n° 1 du *"Jeune Cordelier"* un écho des doctrines socialistes : *"La République convie tous ses enfants à la participation des produits de son sol et de son industrie, à la charge pour eux de participer au travail général dont l'organisation est l'objet de sa plus grande sollicitude."* C'est, en premier lieu, à l'éducation du peuple que vise le journal, lui-même émanant du Club.

Le numéro 3, du 21 mars 1848, fait état et pose le problème de l'organisation du travail. En effet, le problème du travail pour tous qu'essaiera de régler le gouvernement provisoire par l'ouverture des ateliers nationaux se pose avec acuité à Villefranche. Le citoyen Fraissines analyse ainsi, dans *"Le jeune Cordelier"*, les rapports de classe : *"En France, il y a trois catégories de citoyens. La première catégorie comprend les citoyens qui n'ont d'autre ressource que leur travail ou leur talent. La seconde comprend les citoyens qui tirent leur existence en partie de leurs capitaux. La troisième comprend les citoyens qui vivent de leurs capitaux."* Ayant ainsi défini la classe prolétarienne, la classe moyenne et celle des gros capitalistes, Fraissines fixe ingénument à chaque catégorie le rôle qui lui revient : *"Le travail général doit être effectué par les citoyens de la première catégorie. Ceux de la troisième doivent procurer les instruments du travail. Ces instruments sont de deux sortes : le sol, constructions y comprises, les capitaux en numéraire. Les citoyens de la deuxième catégorie participent aux fonctions des deux autres"*.

Le 28 mars 1848, *"Le Jeune Cordelier"* publie la liste des candidats pour la représentation nationale présentés par les divers comités radicaux. Mais déjà, les républicains de gauche laissent percer leur inquiétude : *"Quelques semaines se sont à peine écoulées depuis le jour où le peuple de Paris, secouant la torpeur à laquelle avaient voulu le condamner dix-huit années de despotisme... déjà semblent s'affaiblir cette union si belle, cet accord si unanime, si nécessaire."*

Le Club des Cordeliers publie dans *"Le Jeune Cordelier"* du 11 avril 1848, son manifeste : *"On est partisan de la souveraineté du peuple par le suffrage universel et direct. Le gouvernement est républicain. L'instruction est gratuite et obligatoire pour tous. L'impôt, progressif, doit frapper le superflu et non le nécessaire. Les fonctions publiques s'obtiendront par le concours et l'élection. La justice sera gratuite. L'organisation du travail sera l'association du travail, de l'intelligence et du capital. Le journal réclame également la liberté d'association, des cultes et de la presse : liberté absolue sans autre limite que le désordre... La presse doit être libre."*

On apprend dans le même numéro du 11 avril que dans la journée du 9 avril, tout Villefranche accompagne les Polonais jusqu'à la sortie de la ville ; ceux-ci rejoignent Strasbourg où un grand rassemblement des exilés se prépare en vue de libérer la Pologne. Tous les membres du Club des Cordeliers sont à la manifestation, Caussanel en tête. Casimir Moins, dans un discours généreux, exalte la République universelle, tandis que Caussanel donne l'accolade au citoyen Dufour commandant de la Garde nationale.

Cependant les républicains de la veille sont sur la défensive. En effet, le gouvernement provisoire ayant nommé Galtier-Boissière commissaire du gouvernement à Rodez, à la place de Raginel, la consternation est grande dans les rangs du club des Cordeliers car l'ancien commissaire était favorable aux idées du club. D'ailleurs, Moins et Caussanel se rendent à Rodez (*"Jeune Cordelier"* du 18 avril). *"Ils ont été témoins de la sympathie qu'a témoignée la population de Rodez au citoyen Raginel au moment de son départ. Les ouvriers surtout, se sont fait remarquer par leurs regrets."* Mais la droite a l'initiative de l'offensive et oblige les Républicains radicaux à se défendre contre d'incessantes attaques. Néanmoins le club décide, à l'unanimité, que le nom de Raginel soit conservé sur les listes de candidats. Par contre d'autres candidats se sentent obligés de faire une profession de foi anticommuniste dans l'espoir de conserver l'écoute des campagnes. Le journaliste Cantagrel, de la *"Démocratie Pacifique"* déclare : *"Depuis dix ans que le communisme se propage en France, je n'ai pas perdu une seule occasion de le combattre."* Et le citoyen Carcenac se croit obligé de surenchérir dans *"Le Jeune Cordelier"* du 19 avril afin de se défendre : *"On m'accuse de communisme, alors que j'ai usé ma vie dans le travail industriel, à construire une fortune modeste, sur laquelle j'appelle sans crainte l'examen de tous... Je déclare que j'ignore en quoi consistent les doctrines communistes."* En agitant le spectre du communisme auprès de la population, et en assimilant adroitement les républicains radicaux aux partisans de cette idéologie qui effraie les campagnes, la droite impose sa tactique dans son journal *"Le Réveil du peuple."* Elle réussit si bien que les républicains de la veille accusent une défaite magistrale aux élections des 27 et 28 avril.

La peur du communisme

Celle-ci jette la consternation dans leur camp : *"Tous les représentants de l'Aveyron sont contraires aux idées républicaines..."*. On peut encore lire dans *"Le Jeune Cordelier"* du 3 mai les causes de la défaite selon celui-ci : *"Outre l'influence du clergé, cause principale de triomphe des ennemis de la République, la contre-révolution a appelé à son secours et s'est servie avec succès de l'arme de la calomnie pour faire échouer les vrais démocrates. On savait que la population aveyronnaise était unanime à repousser le communisme, aussi s'est-on empressé de taxer de communisme tous les radicaux"*. L'analyse des causes de la défaite peut être réduite à trois mots : l'Eglise, la calomnie, et l'anticommunisme.

Louis Caussanel les analyse en ces termes, toujours dans *"Le Jeune Cordelier"* du 3 mai : *"Vous connaissez tous les résultats désastreux des élections en Aveyron. Ce résultat est dû à deux causes, d'abord à l'immense influence du parti-prêtre dans les montagnes du Rouergue, ensuite à l'incapacité administrative du commissaire du gouvernement"*. Celui-ci conclut en traçant la nouvelle mission qui incombe au Club des Cordeliers : *"Il ne sera plus, jusqu'à nouvel ordre, une arène politique aussi brûlante. Nous discuterons ensemble et avec impartialité les actes de l'Assemblée nationale. Nous nous initierons ensemble à la vie politique ; nos séances seront moins nombreuses et elles auront plus de suite."*

A la nouvelle de la nomination de Ledru-Rollin à la commission exécutive, le 12 mai, se forme *"une vaste colonne à la suite du dra-*

peau des Cordeliers, (qui) présentaient à la cité le magnifique spectacle de l'union et de la force des patriotes de Villefranche." Mais l'émeute du 15 mai à Paris est rejetée par le Club des Cordeliers dans un numéro exceptionnel du journal *"Le Jeune Cordelier"*, daté du 19 mai, qui titre à la une : *Convocation extraordinaire – Club des Cordeliers :* Désapprobation de l'émeute "communiste" du 15 mai.

Pour ne pas se couper de sa base, les éléments les plus radicaux du Club tentent d'éviter l'amalgame des républicains de Villefranche aux communistes parisiens en décriant l'émeute parisienne. A Villefranche comme dans l'ensemble des provinces la peur du communisme est souvent une arme fatale aux républicains les plus avancés. Les ralliés à la République dans le villefranchois n'hésitent pas à se servir de cet argument dans leur propagande, notamment dans le journal *"Le Réveil du Peuple"* de Villefranche. Cependant on assiste à une dédramatisation du "communisme" dans *"Le jeune Cordelier"* du 12 juin 1848. En effet, Caussanel essaie de détruire le mythe effrayant de celui-ci dans une lettre qui est publiée dans le journal *: "A Paris, les communistes n'effraient pas comme en province. J'ai vu des hommes consciencieux et nullement communistes voter pour Cabet et Proudhon..."*. Et le rédacteur en chef du *"Jeune Cordelier"* se plaît à rendre hommage aux représentants efficaces, à Médal *"qui est un peu abattu à cause de la résistance invisible qu'on lui oppose, mais qui est un cœur pur et droit"*. Le 21 juin, *"Le Jeune Cordelier"* met en garde les républicains contre le prince Louis-Napoléon Bonaparte.

Arrivent les événements de juin 1848. L'insurrection du 23 juin, qui voit le soulèvement dramatique des quartiers populaires de Paris en lutte pour leur pain, et qui est réprimée par le général Cavaignac, a pour conséquence de couper en deux la société française : d'un côté les ouvriers, de l'autre les bourgeois et les paysans. *"Le Jeune Cordelier"*, dont la classe populaire et la bourgeoisie libérale forment la clientèle, ne survit pas longtemps à ces graves événements.



Le maître

Dans une lettre de Paris, datée du 23 juin et que publie le journal, son rédacteur en chef, Louis Caussanel, se désolidarise des émeutiers. Il écrit : *"Paris est dans un bien fâcheux état. La mesure du pouvoir contre les ateliers nationaux (fermeture) a mécontenté les ouvriers... Les travailleurs sont dans un état désastreux, sans aucune ressource... En ce moment, plusieurs barricades sont élevées. Les gardes nationales et la troupe les attaquent. Il y a des morts de tous côtés... Mais les excitateurs foisonnent : les premiers hommes arrêtés avaient de l'or dans leur poche ; ils criaient : Vive Napoléon !... Les gardes nationaux essaient la conciliation. Ils crient : Vive la République ! Mais les ouvriers les plus furieux répondent : Vous criez : Vive la République, et vous avez nommé Thiers comme représentant"*. Un article signé G..., se termine ainsi : *"Combien n'avons-nous pas gémi en apprenant que les ouvriers des ateliers nationaux, égarés par de perfides conseils, trompés par des misérables... Nous réclamerons indulgence, pardon pour nos frères égarés."*

Le glas de la presse populaire

Les événements de juin nous révèlent ici à Villefranche-de-Rouergue par la voix de la presse la plus radicale, si j'ose dire, de la région, un formidable décalage et une incompréhension caractéristique entre la petite ville de province et les éléments les plus extrêmes de Paris. Même si Villefranche a dans son sein de véritables républicains, conservateurs d'une certaine conception de la République qui n'est pas celle des véritables conservateurs et donc de la droite, les républicains de Villefranche-de-Rouergue et leur journal ne sont pas prêts à défendre les idées des insurgés parisiens de juin 1848.

Si le mois de juin est un mois fondamental pour la République, il l'est également pour la presse en général et plus particulièrement pour la presse populaire de province. En effet, la loi sur le cautionnement sonne le glas de cette presse populaire. On peut lire dans un numéro exceptionnel du *"Jeune Cordelier"* datant du 28 juin 1848 : "Une question des plus graves, une question de vie ou de mort pour la presse vient d'être soulevée à l'assemblée nationale, celle : *Du cautionnement en matière de presse."* Et *Le Jeune Cordelier* cite Lamennais : *"Le maintien du cautionnement est un acte de haute tyrannie."* Quant au *"Réveil du peuple"*, il s'accommode fort bien de la loi sur le cautionnement.

Le dernier numéro du *"Jeune Cordelier"* paraît le 11 juillet 1848. Louis Caussanel envoie de Paris ce message dramatique : *"Mes prévisions se sont réalisées ; nous marchons en pleine anarchie"*.

Ainsi disparaît un journal politique dont la vie a été brève, mais qui reste un témoignage exceptionnel pour le Villefranche-de-Rouergue républicain. Il montre toute la vigueur du parti républicain mais également ses faiblesses et incompréhensions vis-à-vis des éléments les plus radicaux de la capitale. Mais il y a également incompréhension des républicains du club des Cordeliers qui ne prend pas ou ne peut prendre position face à des mouvements sporadiques de mécontentement des habitants du villefranchois, comme par exemple cet attroupement du 24 avril 1848 qui *"s'est porté à la recette buraliste des contributions indirectes de cette ville et a détruit, enlevé ou brûlé complètement les impressions timbrées et non timbrées de l'administration des contributions indirectes qui se trouvaient dans les bureaux..."* En octobre également, la perception des droits d'entrée des récoltes au moment des vendanges va être l'occasion de troubles. Des rats (5) sont pendus par le cou à tous les arbres de la liberté et une foule se réunit sur la place de la mairie pour réclamer l'abolition des droits d'entrées pour les vendanges. Il y a des arrestations et malgré la légèreté de celles-ci, les paysans sont outrés, si bien que

(5) Allusion aux "rats de caves", qui est l'expression désignant les employés de l'administration si détestés.

deux unités de la garde nationale stationnent durant quelques jours dans la cité.

Les républicains radicaux ne comprennent pas encore qu'il leur faut agir sur le terrain des préoccupations de ceux qui représentent "la République des petits." Ceux-ci d'ailleurs n'hésiteront pas à voter Louis-Napoléon Bonaparte le 10 décembre 1848 (6). Même si pour endiguer la machine bonapartiste, les républicains fidèles se réunissent dans des banquets démocratiques par souscription comme celui du 21 septembre à Villefranche ceux-ci ne réunissent que des républicains déjà convaincus et surtout capables de souscrire ! Cette forme de propagande échappe totalement au monde paysan. Donc la propagande des républicains est maladroite et face à un bilan jugé négatif par les paysans, les républicains locaux ne peuvent rien contre la force d'un nom qui bénéficie de plus en plus de l'appui des notables. De plus Louis-Napoléon bénéficie d'une certaine complaisance du dernier journal de Villefranche c'est-à-dire *"Le Journal de Villefranche"*, qui met nettement l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en valeur. Ph. Vigier a bien montré que l'élection de Louis-Napoléon est certes due à "la légende napoléonienne dans les campagnes" mais aussi que "le vote bonapartiste a une signification politique précise : c'est une manifestation d'hostilité aux candidats favorables à un gouvernement républicain bourgeois" (7). L'élection du 10 décembre et les événements qui ont précédé montrent à Villefranche la montée progressive d'une sensibilité bonapartiste chez les notables et chez les petits qui ne sont pas compris, malgré leurs protestations, par un gouvernement qui n'est plus que bourgeois à leurs yeux et non plus républicain. Bientôt le "fétiche Napoléon III" va prendre place dans l'esprit du plus grand nombre et va devenir le trait d'union entre l'ancienne Monarchie et la République future.

Le "fétiche Napoléon III"

Depuis les élections de décembre 1848 on assiste à Villefranche comme dans l'ensemble de la France à un mouvement de "dérépublicanisation." Une série de détails montrent que le mouvement est bien en marche. Les en-têtes des papiers officiels et des affiches sont peu à peu modifiés, le prestige de l'autorité administrative est remis au goût du jour par son uniforme qui la distingue des simples citoyens. Les cérémonies protocolaires de réception réservées aux personnages de marque sont remises en vigueur. La venue du préfet Fruchaire (mis en place en janvier 1849) le 28 mai 1849 à Villefranche en est un exemple (8). Mais le plus important semble être le mouvement de démystification de la République et de l'ensemble des symboles qui s'y rattachent comme par exemple "les arbres de la liberté". Les bonnets phrygiens sont descendus des arbres de la liberté et une somme de 26 francs est allouée, le 13 mars 1849, pour la suppression de l'arbre de la promenade Guiraudet, lieu de rassemblement des républicains de Villefranche depuis février 1848. Cependant, par peur d'une révolte républicaine, "le grand arbre" ne sera pas coupé avant 1852.

La préparation des élections législatives de 1849 nous éclaire sur la situation politique de Villefranche et la tendance qui se dessine en Aveyron. Mais elle nous apporte aussi des éléments de compréhension du "trait d'union bonapartiste", du "fétiche Napoléon III" et enfin de l'échec de la résistance qui n'est pas seulement dû à des causes pratiques, mais est également le fait de causes plus profondes qui tournent autour du ralliement de nobles qui ne croient peut-être déjà plus à la Monarchie. Les légitimistes apportent des éléments de réponses publiées dans *"L'Echo de l'Aveyron"* qui leur sert de vitrine : *"Quel doit être le sens des prochaines élections ? Elles doivent être le complément de l'élection du 10 décembre. L'élection de Napoléon Bonaparte a été une inspiration providentielle contre la République rouge, qui est le premier échelon du socialisme et du communisme... Ce qu'il faut maintenant, c'est compléter l'œuvre du 10 décembre..."*. Notables légitimistes, orléanistes assimilés à des républicains modérés puis anciens républicains "du lendemain" vont faire cause commune avec le bonapartisme lors de ces élections législatives dans le Villefranchois mais aussi dans l'ensemble du département. Le *"Journal de l'Aveyron"* aux tendances bonapartistes soutient le candidat Rodat d'Olemps, un ancien républicain qui arrivera en tête des candidats dans le département. Sur les huit députés de l'Aveyron six seront du parti des "blancs" et deux des "rouges." Louis Caussanel de Villefranche arrive en 9ème position et ne sera donc pas élu, néanmoins il a la satisfaction de recueillir 1 119 voix sur 2 036 votants à Villefranche et 1 791 sur 3 423 dans le canton. Les républicains restent maîtres dans l'espace urbain et ne progressent que faiblement dans la campagne, contrairement au département voisin du Cantal (9) qui voit la victoire des "rouges" plus ample que dans l'Aveyron s'accomplir grâce à un vote paysan plus massif. La grande différence entre ces deux espaces réside dans le fait que les légitimistes et orléanistes ne rallient pas ou peu le bonapartisme dans le Cantal, contrairement à l'Aveyron. Le "trait d'union" que représente le bonapartiste ne joue pas encore son rôle dans les monts d'Auvergne. En Aveyron et plus particulièrement dans le Villefranchois, le vote démocrate socialiste même s'il n'est pas majoritaire, n'en est pas moins une force politique bien réelle. Le parti démocratique demeure une composante politique essentielle grâce à une organisation rigoureuse dans les centres urbains de Rodez, Millau, Villefranche et d'autres plus modestes comme Marcillac, Rignac, Sauveterre, Aubin, Saint-Affrique... Ces centres diffusent la propagande républicaine dans les campagnes, avec des résultats lors des élections de 1849. Cependant ils ne sont pas toujours à la mesure des espérances des militants démocrates-socialistes. Les résultats de 1849 dans le Villefranchois entretiendront la peur des rouges qui sera exploitée à merveille par le parti de l'ordre rallié à Louis-Napoléon.

Si les ralliements des notables se font de plus en plus précis des élections de 1849 au coup d'Etat de 1851, les changements dans le personnel administratif se poursuivent et il en est de même dans la garde nationale. Le 5 mars 1850 on peut lire dans *"L'Aveyron républicain"* une lettre d'indignation d'un démocrate de Sauveterre : *"La réaction ne cesse de porter ses fruits. Avant-hier, c'était la révocation du juge de paix de Villefranche, hier celle du juge de paix de Réquista, aujourd'hui nous avons enregistré celle de deux facteurs ruraux du bureau de Sauveterre."* Le 19 on peut également lire dans le même journal : *"Depuis 8 jours notre ville est dans une indignation indicible : en voyant les destitutions qui se succèdent avec un cynisme dont rien n'approche, chacun se demande où nous allons et ce qu'il adviendra de tout ceci"*.

Résistances et répressions

Lorsque le complot de Lyon en novembre 1850 est découvert, les républicains de Villefranche sont concernés. En effet, dans un courrier saisi, le 3 novembre à Lyon, *"se trouvait une lettre d'un*

(6) BSAVR, journal *"Le journal de Villefranche"*, du 23 décembre 1848. On remarque que dans le canton de Villefranche, le pourcentage des voix données aux adversaires de Louis-Napoléon (16,48 %) est beaucoup plus élevé que dans l'arrondissement (7,97 %) et le département (13,64 %). Dans le canton, la commune de Villefranche est en tête de l'opposition avec 33,23 % de votes hostiles à Louis-Napoléon. % en faveur de Louis-Napoléon : canton de Villefranche 83,52 %, arrondissement 92,03 %, département de l'Aveyron 86,86 %.

(7) Ph. VIGIER, "Le Bonapartisme : phénomène historique et mythe politique", actes du 13ème colloque franco-allemand de l'Institut Historique Allemand de Paris à Augsbourg du 26 au 30 septembre 1975, München, 1977, pp. 11 à 21.

(8) A. ANCOURT, "Des journées de février 1848 au coup d'Etat du 2 décembre 1851", extrait de la *Revue du Rouergue*, janvier-mars à octobre-décembre 1957, Rodez, 1957, pp. 82-83.

(9) Bernard VANDEPLAS, Le Cantal de l'Ancien Régime à la fin de la Seconde République : étude politique économique et sociale, thèse de doctorat sous la dir. De Ph. Vigier et R Hubscher, Paris X, 1995, les pages. 671 à 741 portent sur la Seconde République.

nommé Berthomieu, habitant de Voiron (Isère). *à Alphonse Gent, avocat, l'un des instigateurs du mouvement. Il était dit dans ce document : L'Aveyron marche bien ; mais il paraît que l'Organisation n'est pas établie sur le même pied que la nôtre. Millau est prêt au premier signal ; Rodez aussi. Villefranche est la localité la mieux organisée ; à leur manière, ils ont formé des cadres, et ces cadres ne doivent se lever et obéir qu'à un seul chef dans chaque localité. Caussanel, avec qui j'ai causé longuement, m'a répondu du succès dans son département au premier signal, tant dans les villes que dans les campagnes les plus populeuses du département...".* La ville de Villefranche est troublée par des attroupements de républicains villefranchois soutenant les inculpés. Caussanel est arrêté puis acquitté au procès de Lyon le 25 août 1851.

Cet événement nous montre bien en apparence que les républicains de l'Aveyron et en particulier ceux de Villefranche ne sont pas isolés de l'ensemble du mouvement républicain du Midi de la France. Pourtant dans les faits, la résistance aveyronnaise et surtout villefranchoise montrera bien des faiblesses dues en parties à un isolement géographique certain et à un optimisme voulu des chefs républicains qui ne veulent pas voir ou admettre que la résistance qu'ils vont entreprendre est vouée à l'échec. Car, comme nous l'avons déjà dit, le bonapartisme avait créé sa toile par le ralliement plus ou moins explicite de l'ensemble des notables de toutes tendances et de la majeure partie du peuple des campagnes déjà travaillé par le mythe impérial, la propagande bonapartiste et la peur des rouges que l'ensemble des notables conservateurs entretiennent.

Le but n'est donc pas ici de retracer point par point les faits de la résistance aveyronnaise et plus particulièrement villefranchoise qui est le centre le plus actif de la révolte. Cependant voici le canevas de la résistance.

Les républicains de l'Aveyron comme ceux des départements du Centre, Sud-Ouest et Est se sont organisés en vue d'un autre 18 brumaire (10). Leur but est de défendre la Constitution de 1848 en cas d'attaque. Comme en témoigne F. Mazenc dans son ouvrage : *"La Jeune Montagne étendit ses ramifications dans l'Aveyron : deux délégués de Ganges (Hérault), initièrent à la société secrète un certain nombre de citoyens de Millau et de Rodez. Ce nombre augmenta en août et en septembre 1851...".* Par souci de légalité et de légitimation Mazenc poursuit : *"La Jeune Montagne n'était pas une société de conspirateurs, puisqu'elle n'était organisée que pour la défense du gouvernement établi et des lois existantes".* Caussanel de Villefranche est le coordinateur des réunions secrètes qui ont pour but essentiel, d'organiser les élections futures. Caussanel, d'après Mazenc, semble avoir été le seul parmi les républicains de Villefranche à se soucier de l'imminence d'un coup d'Etat. Pour le leader villefranchois et du département, il faut sortir de la légalité et ne pas se soucier des futures élections, car il est trop tard. Le bonapartisme a déjà posé ses pions. Le premier décembre un comité de résistance est finalement créé (11 membres dont Caussanel président). La stratégie consiste à se rendre maître de l'Hôtel de Ville du chef-lieu du département (Rodez). Toutes les forces républicaines doivent donc après avoir pris la mairie de leur cité converger vers Rodez lorsque l'ordre leur en sera donné. Le 3 décembre au matin, Rodez apprend le coup d'Etat. Un appel à la résistance est de suite rédigé (11). La tentative est un échec. *"De l'aveu même de Mazenc, l'entreprise fut mal préparée... Trop de paroles, trop d'attitudes théâtrales, trop de lenteurs dans l'action".* Hubert Gay dans son étude sur l'étang de Berre, écrit : *"En résumé ; des gesticulations mais peu d'actions concrètes".* A Villefranche, la tentative de prise de l'Hôtel de ville se traduit par un échec. Cependant, les républicains décident de rallier l'ensemble des républicains de la région pour marcher sur Rodez. Comme pour l'étang de Berre, trop de discussions, des chefs indécis (Caussanel est à Rodez), des lenteurs dans l'exécution des ordres et une troupe relativement réduite, seule "l'élite républicaine" est en fait motivée, le peuple ne suit pas. En bref, les républicains manqueront systématiquement de l'effet de surprise nécessaire à toute action sérieuse. Donc une colonne d'une soixantaine d'hommes se dirige sur Villeneuve en passant à Maleville ou ils ne sont déjà plus qu'une cinquantaine puis à Lanuéjouls trente-neuf et à Privezac ils ne sont plus qu'une trentaine. Le 5 décembre, une seconde colonne d'une quinzaine d'hommes est recrutée à Villefranche pour rejoindre la première colonne partie la veille. Le 6 décembre tout est fini, les colonnes se sont dissoutes, faute de perspectives claires, de chefs efficaces (Caussanel est arrêté à Rodez dès le 5 décembre) et surtout de troupes. La résistance dans le villefranchois se limita à des marches sur des petits centres urbains, à des discours et "gesticulations théâtrales" qui démobilisent rapidement les petites troupes républicaines.

Impressionner la population

Le 7 décembre, le préfet Fluchaire apparaît comme le grand vainqueur et le lendemain, il signait un arrêté déclarant le département en état de siège. Le moment donc était venu pour réduire à néant le mouvement républicain, son élite, ses sympathisants et ceux qui pourraient être influencés par ses idées. A Villefranche, dix brigades de gendarmerie stationnent une dizaine de jours, il fallait impressionner la population pour éviter tout soubresaut possible.

Les personnes traduites devant la commission mixte sont au nombre de 156 (12), tandis que Mazenc donne un total sensiblement différent qui est de 164. D'après les données de la "Statistique de la répression de l'insurrection de décembre 1851", dans un premier temps, la répression semble avoir été relativement sévère pour les individus arrêtés, un véritable règlement de compte : 108 sont condamnés à la transportation en Algérie plus ou moins, Mazenc donne les mêmes chiffres en précisant que 71 seulement subirent cette peine et 17 connaissent l'internement. Après l'orage le calme semble revenir, mais les républicains ont été frappés en plein cœur : Rodez 31 arrestations, Millau 31, Villefranche 22, Saint-Affrique 18. Des centres urbains secondaires ont été également touchés comme Sauveterre 12, Marcillac 11 et Castanet 9, car ils étaient les lieux de passage des colonnes républicaines.

Professionnellement, ce sont les artisans et commerçants qui représentent le plus fort pourcentage d'arrêtés soit 56 %, puis ce sont, loin derrière, les journaliers agricoles 16 %, les fonctionnaires un peu plus de 13 % et enfin les professions libérales plus de 7 %. Il est à noter la faiblesse de la représentation paysanne dans ce mouvement, ce qui prouve bien ici en Aveyron la faiblesse relative de l'emprise des républicains sur le monde des campagnes qui n'a pas eu les moyens de se défaire de la pression traditionnelle des notables et surtout du "fétiche napoléonien" donnant l'image du sauveur, symbole des acquis révolutionnaires de 1789 et de l'ordre. La politique des républicains au pouvoir depuis février 1848, le ralliement des notables au bonapartisme n'ont pu qu'amplifier le bonapartisme populaire. La propagande

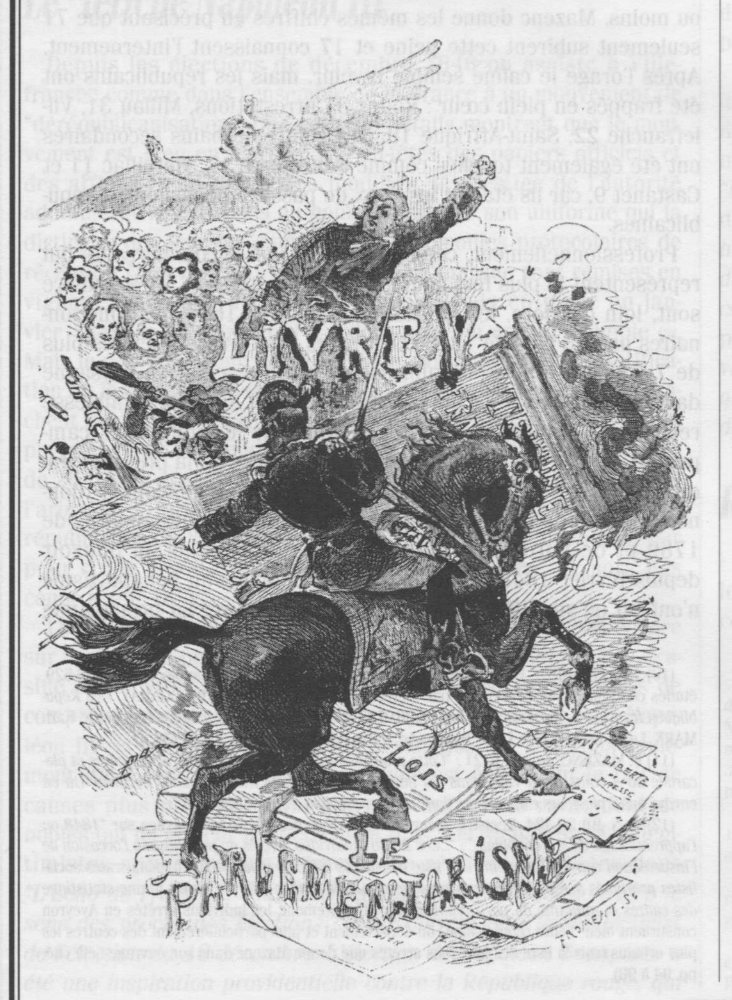
(10) Jean. TULARD. "Etude comparée des coups d'Etat des deux Napoléon", pp. 526-529, études coordonnées et présentées par Pierre. ISCEART et Christian. BIDEGARAY, *Des Républiques françaises*, Paris, Economica, 1988, 737 p. Voir l'ouvrage devenue classique de Karl. MARX, Le 18 brumaire de Louis Bonaparte, Paris, éditions sociales, 1968, 156 p.

(11) F. MAZENC, op. cit., p. 21 : *"Cette proclamation fut tirée à 3 ou 400 exemplaires et placardée au 4 coins de la ville, dans les lieux publics, et dans les communes voisines. On en envoya aussi plusieurs exemplaires dans chaque chef-lieu d'arrondissement."*

(12) A. N. BB 30 424. Registre. Maurice. AGULHON, écrit dans son ouvrage sur *"1848 ou l'apprentissage de la République"* : *"...Ces 26 884 individus arrêtés ou poursuivis à l'occasion de l'insurrection constituent moins une liste d'insurgés effectifs qu'une liste de démocrates socialistes présumés actifs. On pourrait presque dire, à la limite, qu'il y a plutôt là une statistique des cadres et militants du parti républicain".* Effectivement, les individus arrêtés en Aveyron constituent bien "l'élite républicaine" du département et plus particulièrement des centres les plus urbains (voir la liste des individus arrêtés que donne Mazenc dans son ouvrage déjà cité, pp. 94 à 98).

des démocrates socialistes en 1849 qui se démarque totalement des républicains bourgeois au pouvoir n'a pas eu le temps de se concrétiser suffisamment dans les campagnes. Le monde des artisans et commerçants forme le gros des forces démocrates socialistes de l'Aveyron comme dans bien d'autres départements en résistance au coup d'Etat. Ils sont cependant proportionnellement supérieurs à la moyenne globale du total des individus arrêtés ou poursuivis qui est de 48 % pour ce milieu social. Les classes supérieures ou moyennes représentées par les professions libérales et les fonctionnaires au sens large sont également nombreux, soit 21 %, chiffre également supérieur à la moyenne des individus arrêtés et poursuivis de cette classe sociale soit 14 %. Les républicains résistants sont donc bien ici des urbains majoritairement. La République représente encore un idéal urbain qui n'a que faiblement pénétré le monde rural. Le "suicide des républicains" en décembre 1851 lors de l'insurrection a le mérite de provoquer et d'accentuer un culte de la République chez les paysans ou du moins sa mise en place car les campagnes subissent comme les centres urbains de plus en plus âprement le poids de la surveillance administrative. Quel accueil reçurent les proscrits lorsqu'ils se retrouvèrent chez eux ? Les rapports des sous-préfets nous renseignent parfois de façon plus ou moins allusive, mais qu'en est-il dans la réalité ? Que pense réellement l'inconnu ? Un travail sur la mémoire des insurgés et des traces qu'ils laissent dans leur environnement est nécessaire pour comprendre et juger de l'importance qu'ils ont dans le long processus d'adoption des idées démocratiques en France. Des études ont certes été entreprises depuis M. Agulhon, Ph. Vigier et bien d'autres historiens, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le "culte du fétiche" provoque une sensibilisation diffuse des campagnes au bonapartisme, qui peut dans la pratique être favorable aux ruraux. Les campagnes de l'Aveyron sont prêtes à l'entre-deux idéologique (13) et toute son ambiguïté. La force du bonapartisme, l'attirance qu'il exerce sur le monde rural tiennent au fait – bien mis en lumière par Guizot - que Louis-Napoléon, qui deviendra Napoléon III, neveu et héritier du grand Empereur est "à la fois une gloire nationale, une garantie révolutionnaire et un principe d'autorité" (14).



En Aveyron comme dans l'ensemble des départements insurgés : "La victime-type de la répression de décembre 1851 est un homme entre 30 et 40 ans, marié, français et exerçant un métier manuel non agricole" (15).

L'après décembre 1851

"Le Journal de Villefranche" reste muet sur les événements de décembre 1851. En fait, le coup d'Etat du 2 décembre est accueilli avec soulagement par la grande majorité des notables et de la paysannerie conservatrice. La résistance est bien moins forte qu'on aurait pu s'y attendre. Le président reste aux yeux de nombre d'électeurs le *"Napoléon du peuple"* : on ne saurait le confondre avec les réactionnaires, et d'ailleurs il rétablit le suffrage universel. La lassitude et l'indifférence s'installent chez la plupart ; le besoin d'ordre et de tranquillité est la règle. Dès le plébiscite des 21 et 22 décembre 1851, les campagnes de l'Aveyron (16) soutiennent Louis-Napoléon, le villefranchois ne fait pas exception, cependant il faut nuancer. Si l'élection de Louis-Napoléon est acquise à Villefranche (la cité), par 1 485 "oui" contre 66 "non" et 16 nuls, le nombre des inscrits est de 2 739. Le "oui" l'emporte largement en le comparant aux votants soit 95 %, mais par rapport aux inscrits il ne représente plus que 54 % et le taux d'abstentions est d'environ 43 %. Le "non" n'a donc pu s'exprimer car le plébiscite est rigoureusement contrôlé par le maire et son administration ; de plus la population est intimidée par l'état de siège qui entretient un climat de peur. Pourtant, le taux d'abstention est pour la commune de Villefranche très important car en fait celui-ci représente l'expression d'un refus du coup d'Etat. Si la population n'avait pas suivi en masse les leaders républicains les 5 et 6 décembre cela ne voulait pas dire une désapprobation totale de leur attitude, mais seulement une incompréhension de leur part face à l'enjeu et face à un fétiche qui avait l'appui des campagnes. Face à un chef-lieu jugé encore peu sûr par l'administration malgré l'ambiance de peur régnant, elle entreprend ce qu'elle n'avait osé faire mais seulement envisager il y a quelque mois, c'est-à-dire s'attaquer au symbole républicain par excellence : les arbres de la liberté plantés sous la "grande révolution".

Les autorités administratives et militaires décident donc, dans les premiers jours du nouveau régime qui se met en place, d'ôter de la vue de la population tous les symboles républicains. La chose est effectuée rapidement par les militaires. Le général commandant l'état de siège du département de l'Aveyron écrit de Rodez au maire de Villefranche : *"C'est autour des arbres dits de la liberté que se sont produits la plupart des désordres qui, depuis trois ans, ont agité nos départements du midi ; c'est encore autour d'eux que se sont formés les rassemblements qui ont pris part à la dernière insurrection. Le moment est venu d'enlever aux agitateurs ces moyens de ralliement. En conséquence, j'ai décidé qu'ils seraient abattus dans toute les communes de la 2ᵉ subdivision où*

(13) Karl. MARX, op. cit., p. 128 : "La dynastie des Bonapartes ne représente pas le paysan révolutionnaire, mais le paysan conservateur ; non pas le paysan qui veut se libérer de ses conditions d'existence sociale représentées par la parcelle, mais le paysan qui veut, au contraire, les renforcer...".

(14) René. REMOND, *Les droites en France*, Paris, éditions Aubier coll. Historique, 1982, 544 p. (voir p. 107). Sur les sources du bonapartisme voir l'ouvrage de Frédéric. BLUCHE, *Le bonapartisme. Aux origines de la droite autoritaire (1800-1850)*, 1980, 368 p. Voir entre autre la carte n° 6 : Modifications de l'implantation bonapartiste de 1815 à 1848, on y remarque l'implantation nouvelle dans l'Aveyron, du bonapartisme en 1848

(15) Maurice. AGULHON, op. cit., p. 237.

(16) A. N. B II (Aveyron), Inscrits, 113 836 ; oui, 85 351 ; non 2 171, nuls, 302. Soit : 74,9 % des oui par rapport aux inscrits et 97,5 % des oui par rapport aux exprimés. (1851).

Dans la nation entière, le "oui" l'emporta avec 92,07 % des voix. Parmi les 86 départements, l'Aveyron arrivent en 42ème position (Bernard MENAGER, op. cit., p. 434).

des troubles ont eu lieu depuis trois ans." Villefranche doit retirer ses arbres de la liberté qui sont des lieux de rassemblement, de manifestations, de commémorations, de rendez -vous des républicains, de fêtes. Les arbres représentent une certaine idée de la République, incompatible avec l'idéologie bonapartiste qui se met en place.

Le maire de Villefranche arrête le 5 janvier 1852 :

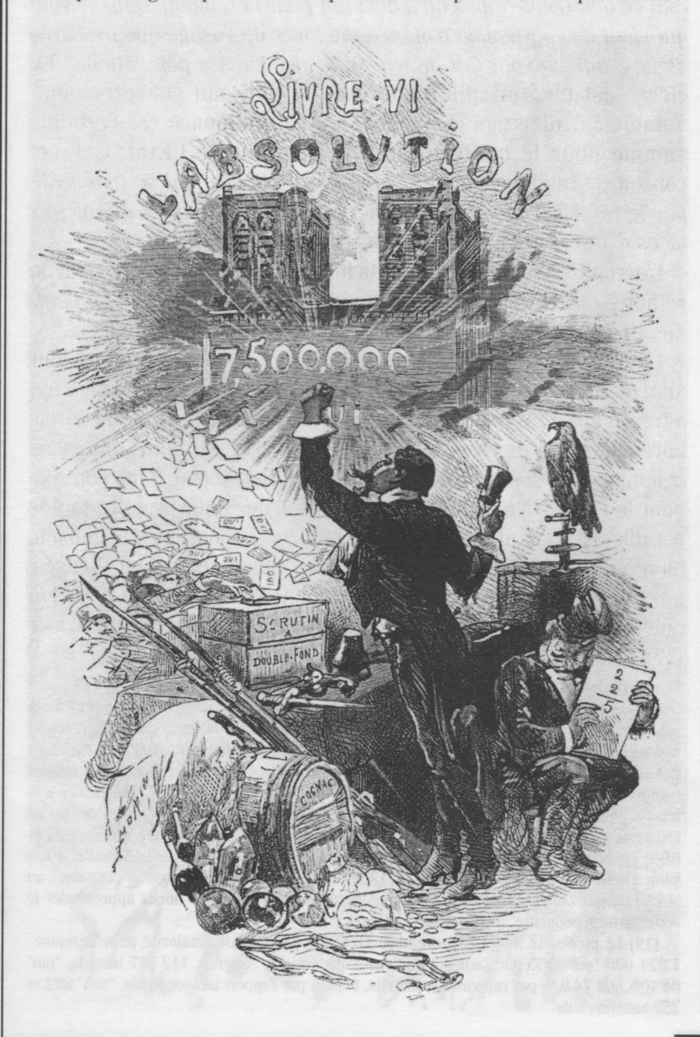
- *"Art. 1er Les arbres, dits de la liberté, existant dans la commune de Villefranche seront immédiatement abattus.*

- Art 2. Le bois en provenant sera remis au bureau de bienfaisance pour être distribué aux indigents..."

Le sous-préfet donne son accord au maire et les arbres sont enlevés les jours suivants, sans aucun trouble. Le parti républicain semble défait. Autre conséquence de l'insurrection des républicains de Villefranche : la commune doit payer les frais de séjour de la gendarmerie qui réside dans la ville ; ne pouvant subvenir à cette surcharge, le maire lance une souscription. Une centaine de personnes donne de l'argent. La plus petite somme est de 1 franc, tandis que la majeure partie des donateurs donnent 5 francs, *"les plus fortunés"* de 20 francs à 50 francs. Si *"toutes"* les catégories sociales participent à la souscription, les plus fortunés y contribuent majoritairement. L'ordre n'a pas de prix pour une partie des notables Villefranchois, mais aussi pour les plus modestes qui voient dans les insurgés des faiseurs de problèmes. Les républicains sont-ils pour autant discrédités ?

La saturation à Villefranche

Que nous disent les rapports des préfets sur la situation politique de Villefranche ? Le 22 janvier 1852, est placardée sur les murs de la ville une affiche reproduisant le texte de la Constitution promulguée par Louis-Napoléon Bonaparte. Bien que maintenant la forme républicaine, cette constitution accorde au président de la République, élu pour dix ans, des prérogatives quasi dictatoriales et prépare les voies à l'Empire. Le peuple de France, en choisissant le futur Napoléon III, a été à l'origine d'un régime qui prétend conserver une assise démocratique et une volonté de rester en communion avec l'ensemble national, en particulier les éléments populaires dont la masse paysanne est la partie la plus imposante. De cette légitimité le pouvoir espère tirer une certaine stabilité. Cependant, il est nécessaire au nouveau régime de contrôler cette masse populaire. Pour cela Louis-Napoléon utilise l'administration et en particulier, le préfet et sous-préfet qui rendent des comptes régulièrement. Le préfet est donc bien un instrument fondamental de la machine bonapartiste, notamment lors des élections.



La chambre des députés, dissoute lors du coup d'Etat, est remplacée par la nouvelle Assemblée issue des élections législatives du 29 février 1852. Les trois candidats officiels de l'Aveyron sont élus à une majorité écrasante. Il en est de même dans toute la France. Cette chambre compte un nombre infime de membres de l'opposition. Nougarède de Fayet y représente la circonscription de Villefranche.

Le 29 mars 1852, le sous-préfet de Villefranche écrit : *"La situation de l'arrondissement va s'améliorant. J'ai pu me convaincre dans la tournée du tirage, combien la population reprend des habitudes d'ordre et de calme. Je n'ai pas retrouvé cette année ces vociférations, ces chants patriotiques et ces joies turbulentes si promptes à dégénérer en rixes".* Pour ce qui est des détenus politiques, le sous-préfet constate : *"J'espère que le sort de nos détenus politiques ne tardera pas a être réglé : j'ai je crois eu l'honneur de vous dire que nous n'avions ici aucun individu marquant. Ceux qui sont au-dessus de la tombe sont des malheureux que l'inconduite ou la paresse a jetés dans la misère et la démagogie".*

Les détenus villefranchois, incarcérés à la maison d'arrêt à la suite des événements du 2 décembre, sont conduits à Rodez, le 27 avril 1852. Ils sont treize, cependant d'après deux états de fournitures pour leur transfert, ce chiffre augmente de trois unités. Ils sont menés à Rodez sous bonne escorte, dans les prisons de la ville. Puis, le 29 avril, c'est, pour le plus grand nombre, le départ pour l'exil.

En juin 1852, le préfet donne une image tranquille et paisible de Villefranche, tout en rappelant encore une fois au ministre que la cité est à surveiller de près. *"J'ai (le préfet) parcouru, dans tous les sens, les arrondissements de Villefranche, d'Epalion, et plusieurs cantons de celui de Rodez. J'ai la satisfaction de vous annoncer que, partout sur mon passage, j'ai reçu l'accueil le plus empressé, témoignant hautement du bon esprit des populations, et de la confiance que leur inspire la restauration du principe de l'autorité.*

L'arrondissement de Villefranche m'avait été signalé comme s'étant montré un des plus mauvais, en février 1848, et en décembre dernier, comme ayant encore conservé le plus de tendances à l'agitation. Je n'y ai également remarqué que des dispositions favorables pour le représentant de l'autorité publique.

Le pays est calme et tranquille, Monsieur le ministre ; les mauvaises passions, si elles ne sont pas éteintes, n'osent du moins pas se produire, et je les tiens en rigoureuse surveillance. J'ai constamment sous les yeux la liste des hommes réputés hostiles ou dangereux, et qui sont heureusement en petit nombre. Je sais, jour par jour, ce qu'ils font, ce qu'ils deviennent, et nulle levée de boucliers, de leur part, ne paraît à craindre, tant que le pouvoir restera dans les conditions de force et de vigueur qui ont fait le succès du 2 décembre, et auxquelles applaudissent tous les hommes d'ordre, de sens et de bonne foi, à quelques nuances d'opinions qu'ils appartiennent".

Les tournées de conseils de révision sont l'occasion de rencontrer les maires mais aussi l'ensemble des administrés, et cette

occasion est généralement mise à profit (17) comme semble l'indiquer le préfet de l'Aveyron à son ministre.

La remise en ordre se poursuit, et le 14 juillet, une nouvelle municipalité (18) est nommée par le Prince-Président. Celle-ci prend ses fonctions le 8 août, sous la présidence de Bonnet, vigneron, premier conseiller. Après la lecture du décret présidentiel, Antoine Bras, maire, Ferdinand Dubreuil père, premier adjoint, et Jean-Louis-Bruno Lortal, 2e adjoint, prêtent le serment requis d'obéissance à la Constitution et de fidélité au président de la République. Le 25 septembre, les nouveaux conseillers municipaux sont, à leur tour, officiellement installés et votent, sur la demande du maire, une adresse à : *"Louis-Napoléon."* C'est une adhésion formelle à la proclamation prochaine de l'Empire. L'adresse est remise à Louis-Napoléon lors de son passage à Toulouse par le maire et les adjoints qu'accompagneront, sur leur demande, un certain nombre de membres de l'assemblée municipale.

La légitimité par les élections

Plébiscité à une énorme majorité, Louis-Napoléon a en 1852 la majorité du pays avec lui (19). Quels sont les résultats du plébiscite de novembre dans l'arrondissement de Villefranche ?

Le sous-préfet note dans son rapport : *"Je m'empresse de vous adresser le résultat des votes de l'arrondissement de Villefranche : Electeurs inscrits : 27421 - Votants : 19471 - Oui : 19292 - Non : 116 - Bulletins nuls : 56."*

... Il y a eu une amélioration sensible dans l'esprit de la population du chef-lieu où les idées anarchiques avaient fait beaucoup de ravages. Au 20 novembre, il n'y eut que 1 485 oui, il y en a cette fois 1 950 pour l'Empire..."

Dans ses considérations générales sur l'arrondissement, on peut lire : *"L'arrondissement de Villefranche avait été fort gâté par les doctrines anarchiques : il possédait un des chefs les plus influents et les plus actifs du parti et son action secondée par des agents infatigables avait eu des résultats déplorables : toutes les ambitions, tous les mauvais instincts avaient été mis en jeu, la physionomie du chef-lieu a été jusqu'au 2 décembre hostile et quelquefois menaçante.*

Les campagnes, qui elles aussi avaient subi le premier entraînement, sont revenues les premières à de saines idées : le désenchantement a commencé quand elles ont vu que l'âge d'or promis n'arrivait point, mais seulement la misère amenée par la cessation de tout travail, l'anéantissement du crédit et le prix des denrées.

Le changement a été moins prompt et surtout moins complet à Villefranche où le parti démagogique avait son quartier général : cependant les votes des 21 et 22 montrent une amélioration très sensible.

On peut donc affirmer que le gouvernement qui va se fonder a réuni autour de lui non seulement les hommes de cœur et dévoués, les hommes qui comprennent les enjeux de l'époque mais aussi encore cette masse flottante qu'un gouvernement n'acquière que quand il l'a convaincu de sa force et de sa stabilité". On remarque ici tout l'intérêt des élections pour le nouveau gouvernement, des élections qui se doivent de reconnaître et de donner au coup d'Etat une légitimité.

Le sous-préfet peut se réjouir car au niveau de l'arrondissement de Villefranche le "oui" par rapport aux suffrages exprimés est écrasant soit 99,4 %, en augmentation par rapport au plébiscite de 1851. Les "non" ne sont plus que 105 contre 286 en 1851, le sous-préfet est donc fier de ce résultat qui montre un recul total de l'opposition. Il est également conforté dans ses dires car les abstentions restent stables par rapport à 1851 au niveau de l'arrondissement et surtout en baisse pour le chef-lieu. En effet, les abstentions ne représentent plus que 26 % soit une baisse considérable par rapport à 1851 et le "non" n'a plus que 50 voix. On remarque cependant que le "non" représente plus de 43 % des "non" de l'arrondissement villefranchois en 1852 contre 23 % en 1851. Preuve de l'imprégnation des républicains dans la cité par rapport à la campagne et du poids croissant du bonapartisme auprès des paysans. L'ancrage des paysans à la République fut de faible durée et le phénomène limité à quelques villages.

Les élections municipales sont observées à la loupe, ce qui confirme l'intérêt de celles-ci et leur valeur vis-à-vis des gouvernants. Elles font donc bien partie de tout un ensemble destiné à l'éducation politique de la population. L'apprentissage de la citoyenneté se poursuit, même en cette année 1852.

"Les élections municipales n'ont eu de caractère politique que dans quelques localités et notre succès a été complet. Mais cette opération a soulevé d'innombrables querelles de personnes, des susceptibilités de tout genre : tous les amours-propres ont été mis en mouvement et il en est résulté dans beaucoup de localités des divisions et des malaises qui ne sont pas encore dissipés". Les élections aux conseils municipaux sont prises au sérieux par l'administration, preuve en est, encore une fois, que le processus de politisation des populations rurales par cette forme d'élection est un fait, certes toujours discutable, mais si un pouvoir autoritaire comme l'Empire s'en préoccupe ce n'est pas pour rien. D'autant plus ici que certaines communes rurales ont eu un risque de contamination républicaine voire une contamination certaine du moins des esprits - même si elle est faible - si dans les faits peu de chose le montre. "On peut se demander si le jeu électoral a servi à lancer des idées politiques déjà existantes ou bien si les conflits entre villageois n'avaient qu'une dimension purement relationnelle jusqu'au moment où ils ont été catalysés par des événements, des impulsions venant de l'extérieur". Peut-être que le souci du pouvoir face aux élections municipales montre bien que des impulsions ici républicaines sont à prendre en compte.

Le sous-préfet poursuit : *"L'esprit du clergé est favorable à la nouvelle forme de gouvernement qui s'établit : il paraît reconnaître tout ce que Louis-Napoléon a déjà fait pour la religion. Dans le vote qui vient d'avoir lieu, je n'ai qu'à me louer de l'usage que les curés de la campagne ont fait de leur influence sur les populations".* Le clergé est bien un allié important du nouveau gouvernement, notamment dans les campagnes où son influence est certaine, comme nous le confirme le représentant de l'Etat. Celui-ci conclut : *"Amélioration dans les esprits publics, qui se manifeste par le rétablissement complet de la tranquillité, par le retour aux idées d'ordre et d'autorité, par les votes des 21 et 22."*

L'arrondissement de Villefranche vote majoritairement pour le rétablissement de l'Empire héréditaire, néanmoins l'arrondissement reste sous surveillance et particulièrement son chef-lieu.

La proclamation de l'Empire a lieu à Paris le 2 décembre, jour anniversaire du coup d'Etat. Le 29 novembre, le préfet Rampand adresse aux sous-préfets et aux maires du département une circulaire prévoyant des solennités pour le 5 décembre dans toutes les communes de son ressort. Le maire de Villefranche, dans son zèle pour le Prince, n'a pas attendu ces consignes pour prendre toutes les dispositions utiles. Le 14 novembre, il a obtenu du Conseil, bien que les crédits affectés aux fêtes publiques soient épuisés, une allocation de 400 francs pour "donner satisfaction à l'opinion publique" et permettre que *"Villefranche ne reste pas en arrière*

(17) Bernard MENAGER, *Les Napoléon du peuple*, Paris, édition Aubier, 1988, p. 123.

(18) Si la nouvelle municipalité de Villefranche n'est en fait que l'ancienne seulement confirmée, 16 maires de petites communes ont été révoqués à la suite du mouvement de résistance au coup d'Etat. Les communes se situent toutes dans les arrondissement de Rodez et Villefranche c'est-à-dire où il y a eu tentative de mobilisation des démocrates socialistes pour marcher sur le chef-lieu de département (Rodez). D'après F. de BARRAU, Galerie des préfets de l'Aveyron, Rodez, édition Carrère, tome IV, 359 p. s.d., il serait intéressant de voir au niveau de l'Aveyron (pour d'autres département également, voir l'enquête que Maurice. AGULHON, Louis. GIRARD... ont entreprise sur : *Les maires en France depuis le Consulat à nos jours*, Paris, publication de la Sorbonne, 1986, 462 p.) s'il y a eu "promotion paysanne" au niveau du personnel des mairies. Ceci nous permettrait peut-être de mieux appréhender le bonapartisme populaire, entre autres.

(19) Le plébiscite du 21-22 novembre 1852 donne une forte majorité pour l'Empire : 7 824 000 "oui", 253 000 "non", 2 millions d'abstentions. Aveyron, 112 147 inscrits, "oui" 84 100, soit 74,9 % par rapport aux inscrits, 98,9 % par rapport aux exprimés, "non" 882 et 352 bulletins nuls

du mouvement." Le Dr. Bras a poussé les préparatifs des fêtes avec une telle diligence qu'il ne peut répondre entièrement au vœu de S.M. de remplacer les fêtes publiques par des actes de bienfaisance. Pris au dépourvu et n'ayant pas le temps de consulter ses collègues, il a décidé, de sa propre initiative, de faire une distribution de pain aux indigents, ce qui doit, déclare-t-il, donner *"en partie satisfaction aux désirs de l'Empereur."* Le conseil accorde à l'unanimité son adhésion à cette mesure. La cérémonie de la proclamation de Napoléon III se déroule, à Villefranche, le dimanche 5 décembre. Les autorités de Villefranche prennent toutes leurs précautions pour que la célébration du nouveau régime se passe le mieux possible et avec le plus d'éclat. Ne faut-il pas faire oublier les événements du deux décembre ?

Le sous-préfet de Villefranche écrit au ministre le 16 février 1853 : *"Le langage si ferme du chef d'Etat a été apprécié, je puis l'assurer par la grande masse de la population. Notre pays aime à se sentir gouverné par un pouvoir fort ; il aime à voir à sa tête un chef qui le représente avec splendeur : mais il aime aussi à voir que les princes ne le regardent point comme d'une autre nature, éprouvent les mêmes sentiments et ne craignent pas de le déclarer. Voilà je crois pourquoi les mariages princiers le touchent peu, et pourquoi le mariage de l'Empereur a trouvé plus de sympathie dans le peuple".*

"La situation politique est bonne dans l'arrondissement. Nos campagnes s'inquiètent peu si quelques esprits inquiets boudent encore, elles éprouvent un bien-être qu'elles avaient oublié depuis longtemps et elles savent qu'elles en sont redevables à l'Empereur."

La terreur qui a suivi le coup d'Etat s'est peu à peu atténuée à Villefranche, mais il reste en janvier 1853, en prison ou en exil, des victimes de cette répression. Et, lorsque le sous-préfet écrit au ministre, les condamnés viennent tout juste d'être libérés. Si bien que la situation politique du "pays" de Villefranche reste dans l'esprit des administrateurs sous haute surveillance. *"Presque tous les condamnés politiques de l'arrondissement ont été graciés, je ne puis dissimuler à votre Excellence que si j'en juge par l'esprit de ceux qui sont déjà rentrés, peu ont été convertis par la rigueur ou par la clémence ; ils doivent être surveillés ; je ne perds pas de vue ce devoir".*



Par contre si les anciens condamnés préoccupent, les instituteurs sont rentrés dans l'ordre comme semble l'indiquer notre sous-préfet : *"Je dois au reste rendre justice au bon esprit des instituteurs : il ne reste plus de trace chez eux des aberrations de 1848, ils ont donné en toute occasion des preuves de leur dévouement à l'Empereur."*

La propagande de l'Empereur semble efficace dans l'arrondissement de Villefranche si bien qu'elle touche toutes les classes de la société. Celle-ci est également activée par le clergé qui profite de son ancrage dans les campagnes.

Il apparaît donc en cette année 1853 que tout est rentré dans l'ordre, et les inquiétudes s'estompent peu à peu, sauf vis-à-vis d'une minorité qui est marginalisée par l'administration.

"Les populations sont satisfaites et se livrent activement à leurs travaux au milieu du calme qu'elles doivent au gouvernement de l'Empereur... Les hommes des mauvais jours n'ont pas, il faut bien le reconnaître, abjuré leurs erreurs ; les graciés politiques notamment, sont en général peu reconnaissants de la clémence dont ils ont été l'objet et plusieurs d'entre eux, quand ils croient pouvoir le faire impunément, laissent percer des projets de vengeance et des vœux coupables.

Mais la foule qui n'avait été que séduite par de folles promesses, entraînée par la peur, le bruit, par l'amour de la nouveauté, le plus grand nombre enfin s'est séparé d'eux. Ce revirement de l'opinion est remarquable dans un arrondissement qui avait été fort agité jusqu'en décembre et qui depuis lors a donné en toute occasion des gages de son dévouement à l'Empereur...".

Si le revirement de l'opinion semble se vérifier au regard des deux plébiscites, je crois comme Ph. Vigier qu'on "ne mesure pas assez, l'importance des mesures pratiques prises par le régime impérial pour améliorer le sort des ruraux" et il est également un fait essentiel : "la reprise sur une échelle beaucoup plus vaste que sous la Monarchie de Juillet, d'une politique de travaux publics qui permet à la paysannerie de profiter pleinement de la hausse des revenus agricoles. Car le paysan est parfaitement sensible, sous le Second Empire comme sous le Premier, à cette hausse du profit agricole, qui impressionne d'autant plus qu'elle succède à la dépression du milieu du siècle" (20). L'amélioration économique a certainement contribué à l'évanouissement rapide des votes de la gauche dans le villefranchois comme dans une grande partie du Centre et des départements du Sud-Ouest. Que se soit les rapports des procureurs généraux, ou ceux des sous-préfets et préfets de l'Aveyron pour les années 1852-1857 que j'ai étudiés, ils affirment le retour de la prospérité économique, des améliorations concrètes et pratiques pour l'ensemble du département, comme l'achèvement de lignes de chemin de fer, de lignes électriques, de routes, développement des foires et marchés, des techniques agricoles... Dès l'année 1852, l'activité économique s'améliore notamment dans le domaine agricole, même si l'ensemble est encore jugé fragile par les autorités. Néanmoins, le paysan a le sentiment que les choses s'améliorent même si les retombées ne sont pas générales, le régime bénéficie du capital confiance, nécessaire à toute réussite. Le préfet écrit dans son rapport général de fin d'année : *"L'agriculture aveyronnaise avait fait d'immenses progrès, depuis vingt-cinq ans. La révolution de février vint arrêter subitement cet élan vers le progrès ; le découra-*

(20) Philippe. VIGIER. op. cit. p. 18. (Colloque d'Augsbourg, article : "Le bonapartisme, phénomène historique et mythe politique").

gement s'empara de tout le monde, et les embarras financiers qui résultèrent de la mévente des produits agricoles, suspendirent toute amélioration. Cet état de gêne a été en augmentant jusqu'en 1851. L'acte énergique du 2 décembre, commença à modifier cet état de langueur dans lequel était tombée l'agriculture ; mais il faut reconnaître que les transactions n'ont repris une véritable activité que lorsque le rétablissement de la monarchie impériale a été assuré. Tous les produits agricoles ont repris, dès lors, à un prix très élevé, et un écoulement facile. Les bestiaux qui étaient tombés depuis longtemps à vil prix, et qui ne se vendaient qu'avec peine, sont recherchés depuis quelques mois avec empressement. Des marchands étrangers ont fait cette année des achats considérables sur nos montagnes et dans toutes les foires du département. Le prix des grains n'est pas encore très élevé, mais il y a un fait digne de remarque, et qui ne s'était pas produit depuis quatre ans, c'est que les spéculateurs font des approvisionnements assez considérables, ce qui prouve qu'on a confiance dans l'avenir...". Le capital confiance envers Louis-Napoléon est l'une des composantes de la réussite économique dans un premier temps puis politique dans un second. En dehors d'une conjoncture économique favorable auquel l'Empire profite, le "culte de fétiche" n'est pas à mettre entre parenthèses. Les républicains se sont heurtés aux deux phénomènes. En juin 1853, le sous-préfet de Villefranche écrit : *"Le revirement de l'opinion est remarquable dans l'arrondissement qui avait été fort agité jusqu'en décembre et qui depuis lors a donné en toute occasion des gages de son dévouement à l'Empereur. Ce bon résultat est dû surtout à la comparaison que le bon sens de nos populations agricoles a pu faire entre les deux époques : dans la première, l'agriculture était aux abois par le vil prix des denrées ; l'industrie expirante fermait ses ateliers. Aujourd'hui, toutes choses ont repris leur valeur et les usines emploient tous les bras disponibles".* Le sous-préfet conclut : *"le pays est dans l'état d'un homme qui revient à la santé après une grave maladie".*

Le "fétiche des petits"

Le département de l'Aveyron et particulièrement Villefranche compte en 1851, un parti démocratique et socialiste assez bien organisé. Cependant, une poignée d'hommes seulement se lève contre le coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851. Si les démoc-socs de Rodez et Millau tentent une action qui échoue le jour même, c'est à Villefranche-de-Rouergue et dans son "pays" que la résistance fut la plus importante et la plus longue. Pourtant celle-ci a été brève et ne concerne que quelques dizaines d'hommes résolus à aller jusqu'au bout. Pourquoi ? Par conviction essentiellement ! Mais aussi peut-être par souci du passé et donc besoin d'une continuité de la mémoire républicaine. En effet, les républicains de Villefranche se souviennent de leur passé révolutionnaire girondin, de la conspiration de La Rochelle (21) où l'un des quatre sergents exécuté était de Villefranche et enfin de la Révolution de février 1848 qui voit le mouvement républicain se dynamiser.

Certes plus de vingt départements ont pris les armes et parmi eux, la Drôme, le Var et l'Hérault, l'Yonne, la Nièvre et bien d'autres de façon radicale et totale (22). La révolte de l'Aveyron et particulièrement du Villefranchois apparaît faible. Mais elle n'est pas à négliger car l'Aveyron n'était-il pas considéré comme un département réactionnaire ? Certes le département n'est pas rouge, mais des zones rurales, des cités sont influencées par les républicains démocrates socialistes qui élargissent leur audience dans la paysannerie. Même si celle-ci peut paraître faible, il n'en demeure pas moins qu'elle donne à la résistance un certain nombre de ses éléments prêts à défendre la "République des petits". L'état de siège qui est décrété, la répression, les condamnations, les surveillances, font peur même si la masse paysanne peut paraître soulagée de la tournure des événements car le bonapartisme populaire a fait son chemin dans le département. Louis-Napoléon est devenu depuis les quelques mois qui ont précédé son élection triomphale à la présidence de la République en décembre 1848, le "fétiche des petits". Le ralliement provisoire des notables orléanistes, des républicains les plus modérés, et du clergé de Villefranche et du département à Louis-Napoléon participera en complément du "culte du fétiche", à son ancrage momentané dans la région. Le conservatisme des populations semble très bien se traduire dans le bonapartisme qui s'annonce dès 1848, comme un rétablissement de l'ordre et de la prospérité. La stabilité politique ira de pair, sous le Second Empire, avec la prospérité économique. Les populations paysannes de l'Aveyron y sont sensibles, comme le confirme l'indice de l'évolution de l'adhésion à l'Empire entre 1851-1852 et 1870 qui est de (+ 2,7) pour le département.

Le bonapartisme est un long trait d'union avant que la République ne s'installe réellement dans le département de l'Aveyron et une parenthèse dans l'arrondissement de Villefranche, notamment dans son chef-lieu. En effet, si les 21 et 22 novembre 1852, les Villefranchois approuvent largement le rétablissement de l'Empire, le plébiscite du 8 mai 1870 fait apparaître un renversement de tendance, puisque, sur 213 suffrages exprimés, on obtient 1 350 voix condamnant l'Empire (soit 64 % des votants), tandis que l'ensemble du département vote massivement le "oui". Preuve en est que si les républicains de Villefranche n'ont pu faire face au "fétiche", ils n'ont pas été éliminés de l'échiquier politique de la région si bien que leur "suicide" de décembre 1851 n'a pas été vain. Le souvenir de la résistance des démocs socs n'a pas été noyé dans le culte impérial.

Si bien, "qu'autour des enjeux électoraux de 1876", en votant "cibiéliste (23) " et républicain, la même année, et en maintenant ses choix pendant plusieurs décennies, l'arrondissement de Villefranche manifeste encore une certaine originalité dans ses orientations politiques, par rapport à l'ensemble du département de l'Aveyron (24). Aux élections municipales de 1874, la liste républicaine a été élue en totalité contre celle du conservateur Alfred Cibiel et c'est en 1886 que le Radical-socialiste Marcellin Fabre s'impose, cependant la conquête de la circonscription de Villefranche I (25) ne se fera qu'après la première guerre mondiale, le "cibiélisme" ayant dominé jusque là.

Si le mouvement républicain est décapité en décembre 1851, la résistance a certainement contribué à l'élaboration d'un nouveau culte après la parenthèse "du "fétiche", celui de la République qui est représentée lors de son centième anniversaire (en 1892) par Marianne surplombant une fontaine. Marcelin Fabre maire de Villefranche dans son discours d'inauguration du monument rappelle la parenthèse impériale et la résistance des républicains de Villefranche. Marianne est en quelque sorte vengée !

Bernard Vandeplas

(21) Robert FABRE, *Le sergent Bories ou la conspiration de La Rochelle*, La société des amis de Villefranche et du bas Rouergue, 1996, 142 p. "Le retour au régime républicain, après la chute de Napoléon III et la défaite de 1870, remit à l'honneur les quatre sergents, oubliés par les officiels..., mais toujours vivants dans la mémoire populaire", p. 133.

(22) Claire REVERCHON, Pierre GAUDIN, "Les insurgés de la Drôme", pp. 160 à 169, dans *Répression et prison politique en France et en Europe au XIXème siècle*, Paris, éditions Créaphie, 1990, 327 p. "Quatre monuments commémoratifs existent à notre connaissance en France : à Crest (Drôme), à Aups (Var), aux Mées (Alpes-de-Haute-Provence) et à Béziers (Hérault)." p. 169.

(23) "Cibiéliste", "cibiélisme", expriment le phénomène des Cibiel père, frère, neveu qui ont été régulièrement élus à la chambre des députés sous la IIIème République. Patrice Lesueur, op. cit. pp. 62-63, écrit : "Ce "cibiélisme" était devenu politiquement indestructible. Quand un candidat se présentait contre Cibiel, on lui répondait invariablement, comme cela se produisit en 1895 : "M. Cibiel a sur ses ressources personnelles dépensé plus de quinze cent mille francs en secours aux communes et aux indigents, en dons de toutes sortes. Il a fait dans le pays plus de deux millions de travaux soit en construction, soit en créations d'usines dont les ouvriers ont profité...".

(24) Les circonscriptions de Rodez I et II puis Millau sont bonapartistes en 1876, en 1877 la circonscription d'Espalion devient bonapartiste en plus des trois circonscriptions précédentes. Le bonapartisme populaire ne s'éteindra que lorsque "Napoléon IV" meurt en 1879.

(25) La circonscription de Villefranche I comporte le canton de Villefranche-de-Rouergue ; la circonscription de Villefranche II qui englobe le bassin houiller d'Aubin-Decazeville est républicaine dès 1876 et le restera jusqu'en 1898 pour devenir ensuite socialiste.

Illustrations tirées des livres de Victor Hugo "Napoléon le Petit" édition 1851 et "Histoire d'un crime" édition 1879.

Procès Aussaresses : la torture d'Etat

Suite à la plainte déposée le 4 mai 2001 par la Ligue des Droits de l'Homme contre le général Aussaresses pour des passages de son livre "Services spéciaux en Algérie 1955-1957" publiés en "bonnes feuilles" dans le journal "Le Monde" du 3 mai et constitutifs du délit d'"apologie de crimes de guerre", le parquet de Paris décide d'engager directement des poursuites par application de l'article 24 de la loi du 18 juillet 1881 à la fois contre Aussaresses et contre ses éditeurs, Xavier de Bartillat et Olivier Orban du groupe Plon.

Compte tenu du nombre de témoins cités, l'affaire a retenu l'attention du tribunal correctionnel de Paris pendant trois jours, les 26, 27 et 28 novembre 2001.

La torture, une pratique courante

Radios, télévisions et presse écrite sont au rendez-vous pour l'ouverture de ce procès, mais le public, à part une trentaine d'affidés du général, est peu nombreux, et surtout ne compte pratiquement pas d'Algériens. En appelant Paul Aussaresses à la barre, la présidente, Mme Bezio, lui précise que la peine encourue est de cinq ans de prison et 300 000 F d'amende, avant de procéder à son interrogatoire.

Agé de 83 ans, actuellement retraité de l'armée, Aussaresses fait d'abord de brillantes études de lettres classiques mais, après avoir primitivement envisagé une carrière universitaire, les circonstances de la guerre, avec son entrée dans la Résistance fin novembre 1942 avant d'aller rejoindre les forces de la "France libre" à Londres, le font bifurquer vers l'armée où il va faire carrière dans les "services spéciaux". En ce qui concerne la genèse de son livre, il explique que la mort de son frère en 1999 l'incite à rédiger ses Mémoires qui représentent bientôt une somme de 1 200 pages, dont 200 consacrées à sa période algérienne, et au printemps 2000 il dépose le manuscrit auprès des éditions Plon car *"c'est l'éditeur du général de Gaulle"*. Parallèlement il est contacté par une journaliste du "Monde", Florence Beaugé, qui enquête sur la pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie, après avoir publié le 20 juin 2000 le témoignage d'une militante du FLN, Louisette Ighilariz, torturée par les parachutistes à Alger en 1957. Le général, qui s'ennuie, est flatté qu'on s'intéresse à lui et il lui accorde plusieurs entretiens à l'automne 2000. L'interview paraît dans le "Monde" du 23 novembre avec ce chapeau *"Je me suis résolu à la torture… J'ai moi-même procédé à des exécutions sommaires"*, reconnaissant le chiffre de 24 dans le corps de l'article. Entre-temps son manuscrit lui a été retourné par Plon mais "grâce à des amis" il a pu l'adresser aux éditions Perrin, filiale de Plon. Au lendemain de la parution de l'interview, le directeur de Perrin, de Bartillat, le contacte et lui fait signer un contrat pour un ouvrage qui porterait uniquement sur sa période algérienne. *"J'ai accepté qu'on ne publie qu'un sixième de mon livre car c'était un témoignage d'actualité. Il s'agissait d'un devoir de témoignage."*

Il reconnaît toutefois avoir été *"aidé"* par un dénommé Claude Ribes, *"présenté par un ami commun"*, pour la mise en forme du manuscrit mais affirme l'avoir rédigé tout seul et en assume entièrement le contenu.

La présidente lui demandant d'entrer dans le *"vif du sujet"*, il s'explique. *"Avant mon arrivée en Algérie en novembre 1954, en ma qualité d'officier de renseignements, je n'ai jamais torturé. Sur place, j'ai appris que c'était une pratique courante de la police et que tout le monde à Paris savait qu'elle était utilisée."* A propos des exécutions sommaires, il raconte comment en août 1955, à la mine d'El-Halia, située dans les environs de Philippeville, une trentaine de pieds-noirs ont été massacrés par le FLN et comment *"une petite fille se cognait aux murs de la pièce où elle était enfermée parce qu'on lui avait crevé les yeux"*. Il a lui-même conduit directement au peloton d'exécution la soixantaine de *"fells"* fait prisonniers lors de l'assaut qui s'en est suivi : *"J'étais indifférent : il fallait les tuer, c'est tout et je l'ai fait."*

Il évoque ensuite l'épisode de la Bataille d'Alger. *"Début 1957 j'étais à Alger aux ordres du général Massu. Comme il fallait obtenir coûte que coûte des renseignements afin de démanteler l'appareil clandestin du FLN, il m'a dit :* Faites au mieux ; je vous couvrirai. *Certes l'ordre de torturer ne m'a jamais été formulé de façon explicite mais il n'y avait pas d'autre solution et je n'ai jamais été réprimandé pour ce que j'ai fait. On avait simplement l'ordre d'éradiquer le terrorisme par tous les moyens."* A la présidente qui lui demande pourquoi il n'a *"pas dit non"*, il répond, fébrile : *"Je ne pouvais pas, j'étais militaire de carrière ; cela aurait été une trahison. Massu m'a dit :* Vous ne pouvez pas refuser ; vous êtes le seul qualifié." Il ajoute que ces pratiques étaient *"couvertes"* par le juge Béral, émissaire auprès de Massu du garde des Sceaux de l'époque, François Mitterrand : *"Béral communiquait avec lui par téléphone tous les jours. Nous étions devenus très amis ; il était absolument au courant de tout."* Notamment du fameux rapport quotidien rédigé par Aussaresses mentionnant les interrogatoires "poussés" et les assassinats maquillés en "suicides", dans un carnet de type Manifold en quatre exemplaires : *"un pour Massu, chef opérationnel pour Alger, un pour Lacoste, le résident général, un pour Salan, le commandant en chef, et un pour archive."* Quant aux suspects "assignés à résidence" dans des camps sur ordre du secrétaire général de la préfecture, Paul Teitgen, qui tentait ainsi de les préserver : *"Chaque matin,* explique Aussaresses, *on allait chercher un tel au camp parce qu'il avait participé à telle opération ; en fait on l'enlevait… Pendant la Bataille d'Alger, près de 24 000 personnes sont passées dans les camps. Teitgen a compté à la fin qu'il en manquait 3 000." "3 000 c'est beaucoup"* constate la présidente. *"C'est beaucoup mais ce n'est pas 24 000"* répond placidement le général…

Mme Blezio lit alors l'un des quarante paragraphes de son livre pour lesquels il est poursuivi : *"L'homme refusait de parler. Alors j'ai été conduit à user de moyens contraignants. C'était la première fois que je torturais quelqu'un. Cela a été inutile ce jour-là. Le type est mort sans rien dire. Je n'ai pensé à rien. Je n'ai pas eu de regrets de sa mort. Si j'ai regretté quelque chose c'est qu'il n'ait pas parlé avant de mourir."* Le général lève les bras au ciel : *"Madame le Président, je l'ai fait parce qu'il fallait le faire ! Aucune de mes victimes n'était innocente. On ne torturait que des terroristes." "Vous étiez juge et bourreau ?"* lui demande Henri Leclerc, l'avocat de la Ligue des Droits de l'Homme. *"Oui". "Avez-vous des regrets ?" "Non"* Et il ajoute : *"J'ai accompli des actes de torture par patriotisme."*

Il y aura un avant et un après Aussaresses

Le débat s'attarde ensuite longuement sur la responsabilité des éditeurs. PDG de Plon, Olivier Orban affirme n'avoir eu connaissance du *"produit"* qu'une fois achevé car c'était du domaine des éditions Perrin qu'il ne fait que superviser. *"Lorsque je l'ai lu, je me suis dit : c'est affreux, c'est terrible mais il faut le sortir."* Au nom de la liberté d'expression, au nom de la vérité *"même si elle dérange, blesse, offusque"*. Il estime qu'il n'a pas à juger et a sa conscience pour lui : *"Je n'ai fait que mon devoir et j'ai rendu service à la France"* s'exclame-t-il, un brin théâtral. La représentante du Parquet lui reprochant son manque de recul que ce soit dans l'*"avertissement initial"* ou la *"quatrième de couverture"*, qui se contentent de parler de *"témoignage essentiel"*, de *"révélations capitales"*, il prétend avoir été tout à fait conscient de la gravité des propos tenus par l'auteur mais il est là *"en tant qu'éditeur, pas en tant que citoyen"* et s'il avait à nouveau un tel livre en mains *"(il) le publierait demain sans hésiter"*.

Quant à Xavier de Bartillat, directeur de Perrin, son récit est tellement confus, alambiqué et rempli de contradictions qu'on a du mal à démêler l'écheveau de la genèse du livre qui peut se résumer ainsi. Lorsqu'il a pris connaissance du manuscrit, sans savoir, prétend-il, qu'il avait initialement été envoyé à Plon, il s'est contenté d'y jeter *"un œil distrait"*, l'ensemble lui apparaissant comme un *"ramassis de choses inexploitables, impubliables en l'état"*. Affirmant que seules quinze à vingt pages concernaient l'Algérie, alors qu'Aussaresses maintient à la barre le chiffre de deux cent, il reconnaît que c'est à la suite du *"coup de tonnerre"* de l'interview paru dans le "Monde" suivi du coup de fil *"d'un ami, Claude Ribes"*, que tout s'est enchaîné : signature du contrat, ouvrage réduit à l'épisode algérien et *"aide"* à l'écriture pour l'étoffer. A la lecture du *"produit fini"*, il affirme avoir eu une *"réaction de choc"*, mais confronté par ses conseillers, il l'a publié car *"il s'agit d'un livre capital au regard de l'Histoire avec un grand H. Il y aura un avant et un après Aussaresses."* Questionné sur le plan financier de l'opération, il mentionne une "mise en place" de 23 000 exemplaires et une vente à ce jour de 100 000 exemplaires. Un beau coup d'édition…

Qui a tué Maurice Audin ?

Cité par les parties civiles, le professeur Pellet, membre de la commission de Droit International de l'ONU, explique que la notion de "crime de guerre" recouvre *"certaines violations graves du droit des conflits armés que les Etats ont décidé d'incriminer au plan international"*. Enumérées tant dans le Statut du Tribunal Militaire International de Nuremberg, où la France a siégé, que dans les Conventions de Genève de 1949, qu'elle a ratifiées, *"elles prohibent exécutions sans jugement, tortures et autres traitements inhumains commis au cours d'un conflit armé, qu'il soit international ou non"*. Même à raisonner en termes d'"événements d'Algérie", alors que la loi du 18 octobre 1999 a expressément reconnu l'existence d'une "guerre d'Algérie", les délibérations de l'A.G. de l'ONU adoptées en 1957 et 1960 les ont qualifiés de *"lutte de libération nationale"* et leur ont conféré un caractère international de sorte que les faits poursuivis ressortent bien de la qualification de "crime de guerre". Et tout en précisant que les deux qualifications ne sont nullement exclusives l'une de l'autre, *"les faits en cause (lui) semblent relever aussi des crimes contre l'humanité au sens que le droit international donne à cette notion"*.

Témoignage émouvant ensuite que celui de Louisette Ighilariz, combattant du FLN torturée pendant plus de deux mois entre octobre et décembre 1957 dans les locaux de la 10e Division parachutiste à Alger, et qui n'a dû son salut qu'à l'intervention inopinée d'un médecin militaire, le commandant Richard, mort général en 1997. C'est d'ailleurs son grand regret de n'avoir pu le retrouver, malgré les recherches entreprises pour le remercier. Rappelant qu'il *"n'y aurait pas eu de 1er novembre 1954 si on nous avait simplement reconnu la dignité"*, elle prône désormais l'apaisement entre français et algériens *"à condition que soit reconnu ce qui s'est passé"*.

Pierre Vidal-Naquet clôt cette première journée d'audience alors qu'il est plus de 20h passé. Pour lui, ce livre a été écrit *"avec une sourde satisfaction"* qui qualifie bien l'apologie qu'on lui reproche. Indiquant qu'il ne l'aurait pas publié dans la collection qu'il dirige, il rétorque à Me Collard, l'avocat d'Aussaresses, qui brandit la liberté d'expression : *"Je ne publie pas de document brut ; je veux une remise en situation, un éclairage, des analyses. Ici je ne vois pas de niveau réflexif, il y a seulement de l'apologétique. Je ne reproche pas la publication mais l'habillage."* D'autre part le général est sélectif dans ses révélations : *"Il ne dit rien sur Maurice Audin alors qu'il sait."* Et se tournant vers lui, d'une voix forte : *"Où Maurice Audin a-t-il été enterré ? Madame le Président, je le demande publiquement à Aussaresses."*

La présidente : *"Levez-vous général et répondez ; c'est un point d'histoire."*

Aussaresses : *"Je n'ai aucun élément"*.

Vidal-Naquet : *"Je ne vous crois pas"*.

C'est un petit homme à l'allure décidée et aux yeux vifs qui introduit la deuxième journée : *"Henri Alleg, 80 ans, journaliste"*. Après avoir sobrement mentionné son itinéraire de directeur du journal communiste "Alger Républicain", contraint à la clandestinité, arrêté en juin 1957, torturé, jugé à huit clos, condamné à dix ans de prison et évadé, il explique qu'à l'époque *"on savait"* pour la torture, se reportant notamment à son livre "La Question", écrit et sorti clandestinement de prison en février 1958, reproduit à des dizaines de milliers d'exemplaires malgré les différentes mesures de saisie dont il fit l'objet. Il considère le livre d'Aussaresses comme *"nocif"* d'autant qu'il ne contient aucune révélation si ce n'est qu'il confirme que les "suicides" d'Ali Boummendjel, avocat rallié au FLN, et de Ben M'Hidi, le chef de la rébellion pour l'Algérois, qu'il qualifie un peu hâtivement de *"Jean Moulin algérien"*, étaient bien des assassinats. Par contre Aussaresses ne dit rien sur Audin alors *"qu'il sait parfaitement qu'il l'a tué et comment il l'a tué"*.

C'est au tour de Simone de la Bollardière d'enfoncer le clou. A 79 ans, elle garde une tonicité et une verve qui font les délices du tribunal et du public. Dénonçant le véritable lavage de cerveau que subissaient les appelés de la part des parachutistes officiant à la Villa Sesini pour les contraindre à participer à la torture, elle donne en exemple son mari, le général Paris de la Bollardière, seul officier supérieur à avoir dénoncé la torture, ce qui lui a valu une condamnation à deux mois de forteresses par le gouvernement de Front Républicain ! Elle aussi interpelle Aussaresses, qui a été l'adjoint de son mari en Indochine, à propos d'Audin : *"Qui a tué Audin ?"*. Mais elle obtient la même réponse que les autres : *"Je ne sais pas ce qu'est devenu Audin"*.

Entre se salir les mains ou accepter la mort d'innocents, je choisis de me salir les mains

Vient maintenant le tour des témoins de la défense et d'abord de celui par qui le scandale arrive, Claude Ribes, soupçonné d'être le véritable auteur du livre. Ecrivain et romancier, il explique qu'Aussaresses lui a été présenté il y a deux ans par *"des amis communs"* comme quelqu'un ayant eu un rôle important dans la Résistance pendant la

2e guerre mondiale et dans les Services Spéciaux. Lui-même *"ancien élève de Normale Sup où il a eu pour professeurs Derrida et Althusser"*, il a été surpris par *"sa culture étonnante, la richesse de son vocabulaire, sa propension à citer Virgile et Cicéron"*, bref son exquise urbanité. Il l'incite à écrire ses Mémoires et apprendra quelques mois plus tard *"qu'un manuscrit a été déposé chez Plon"*. Aussi se déclare-t-il *"stupéfait"* du contenu de son interview dans "le Monde" mais pense *"intéressant"* d'informer son éditeur, de Bartillat, qu'il connaît Aussaresses. Un déjeuner à trois s'ensuit qui débouche sur la signature d'un contrat portant sur la période algérienne du général et il est convenu que lui, Claude Ribes, l'*"assistera dans la rédaction du livre"*. Assistance qui se serait résumée à le rencontrer plusieurs fois et à lui faire préciser certains points, à l'*"aider à avancer"* quand il butait sur certains épisodes comme pour Ben M'Hidi. *"Ma participation a été modeste : je suis simplement son premier lecteur."* La présidente insistant sur la teneur de son travail, il répond ironiquement : *"J'ai corrigé quelques imperfections de syntaxe."* Et à Me Mairat, l'avocat du MRAP, s'étonnant, en faisant discrètement allusion à ses origines antillaises, qu'il ait participé à l'élaboration d'un livre qui se résume à une violation continue des droits de l'Homme, il rétorque véhémentement que Voltaire, chantre de la liberté d'expression, avait participé en son temps à la traite des Noirs considérée aujourd'hui comme un crime contre l'humanité. *"Faut-il pour autant l'exhumer du Panthéon ?"*...

Tout au long de l'après-midi, c'est le défilé sans grand intérêt (1) des différents témoins cités par la défense jusqu'à l'intervention du général Schmitt qui va constituer l'un des temps forts de ce procès. Ancien chef d'état-major de l'armée entre 1987 et 1991 (2), il est lieutenant en Algérie au 3e R.P.C. en 1957 mais n'a pas connu alors Aussaresses. Ses premières paroles doivent faire l'effet d'une douche froide sur ce dernier : *"Je n'aurais jamais écrit ce livre même si j'avais fait de telles choses ; ni écrit, ni publié car il s'agit de choses nuisibles pour l'armée française... Je crois que c'est l'œuvre d'un homme fatigué, qui a été provoqué pour écrire ce livre. Il a manifestement été enregistré et rédigé par une plume auxiliaire... Les anecdotes qu'il contient relèvent du propos de popotes alors qu'il aurait dût être rédigé d'une plume grave."* Mais au vu de la dernière phrase du livre : *"Je n'ai pas eu de regrets mais j'ai formé des vœux pour qu'aucun de ces jeunes gens n'ait jamais à faire un jour ce que, pour mon pays, j'avais dû faire là-bas en Algérie."*, il estime qu'il *"ne constitue pas une apologie de la torture"*. Puis il stigmatise le *"terrorisme du FLN qui s'était imposé par la violence auprès de ses coreligionnaires"* et qu'il qualifie d'*"organisation de tortionnaires"*. Il cherche ainsi à justifier la torture pratiquée par l'armée, et que *"le résident général Lacoste n'ignorait pas"*, car *"on se trouvait en état de légitime défense d'une population civile, musulmane et française, en danger de mort"*. Et de poursuivre : *"Entre l'interrogatoire poussé d'un homme et la mort de centaines d'innocents par un acte terroriste, je choisi dans ce cas de me salir les mains quitte à perdre une partie de mon âme."* Me Leclerc intervient : *"La démocratie qui utilise les armes de ses adversaires se renie elle-même."* Schmitt accuse le coup : *"Facile à dire... mais face à un danger imminent, comment faire autrement ? Même si cette réponse ne me satisfait pas."* Et tente une échappatoire : *"Je suis contre la torture si c'est respecté des deux côtés."*

L'apologie constitue un abus de la liberté d'expression

Avec le troisième et dernier jour vient le temps du réquisitoire et des plaidoiries. Mais s'avance d'abord à la barre Florence Beaugé, dont le nom a été prononcé à plusieurs reprises au cours des débats et que le Parquet s'est décidé à faire citer en urgence. Journaliste au "Monde" au service Maghreb, elle a été amenée à entreprendre des investigations sur la torture pendant la guerre d'Algérie et c'est à ce titre qu'au cours du mois d'octobre 2000 elle a eu *"plusieurs entretiens avec le général Aussaresses"*, tout en précisant : *"Il ne voulait pas éclaircir l'Histoire mais tout simplement parler... Lorsqu'il a reconnu avoir participé à des exécutions sommaires, il mesurait la gravité de ses propos, pas les conséquences."* Elle affirme être *"tombée des nues"* lorsqu'Aussaresses lui a annoncé à la mi-avril 2001 la sortie imminente de son livre car elle l'estime *"incapable d'élaboration, simplement de fonctionner par oui ou par non"*. Elle lui a posé la question : *"Qui a écrit ce livre ?"* et il lui a répondu : *"C'est Claude Ribes, un garçon très brillant en qui j'ai toute confiance."* Toutefois *"les révélations contenues dans le livre, ainsi que la tonalité, sont bien du général Aussaresses."*

Avocat du MRAP, partie civile aux côtés de la Ligue des Droits de l'Homme et de l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture, Me Mairat situe d'emblée le fond du débat : *"C'est la première fois qu'une juridiction de jugement a à connaître de crimes commis pendant cette période noire de l'Histoire de France."* Il brosse le contexte de la colonisation : 132 ans d'injustice, de discrimination, d'apartheid de fait. *"La vie d'un arabe, d'un "bicot", d'un "bougnoule" n'avait pas la même valeur"*. Quant au livre, *"c'est un document brut. Il n'y a pas d'analyse, de mise en garde, ce qui signe la supercherie des éditeurs."*

Pour Me Aurenche, conseil de l'ACAT, les poursuites sont fondées puisque la torture est glorifiée dans ce livre alors qu'elle est interdite par notre législation. Affirmant haut et fort qu'en aucun cas *"la fin ne justifie les moyens"*, il réfute l'argument de ceux qui se prononcent contre la torture *"sauf si..."* et conclut : *"En déshumanisant, on se déshumanise."*

Henri Leclerc a la mine grave : *"Ce procès met en jeu les valeurs fondamentales. Nous ne sommes pas dans le cadre de l'histoire qui est de l'ordre de la connaissance, mais de la mémoire qui est de l'ordre de la conscience. Ce qui est en jeu c'est le "ton" du livre. Il n'y a aucune distance. Les crimes sont légitimés et légitimes... Aussaresses indique avoir agi "avec dégoût mais sans regret". Pas une fois il ne dit que ce qu'il a fait est mal. La torture est justifiée, voilà l'apologie !"* S'appuyant sur l'analyse du professeur Pellet en ce qui concerne la qualification de "crime de guerre", il définit l'apologie qui *"consiste à décrire, présenter ou commenter une infraction en invitant à porter sur elle un jugement moral favorable, et constituant ainsi un abus de la liberté d'expression."* Peu importe en conséquence la prescription ou l'amnistie puisqu'elle peut avoir trait à *"des crimes réels, passés ou simplement éventuels"*. Pour lui, *"la force du droit doit s'imposer au-delà du droit de la force"*.

Le livre signé par le général Aussaresses a provoqué une émotion considérable, une onde de choc, lui répond en écho Fabienne Goget, substitut du Procureur. *"Il trouble, il révulse parce qu'il justifie de façon choquante ce qui s'est passé en Algérie, et qu'il serait légitime d'y recourir encore."* Et ce qui est inédit, c'est qu'il s'agit d'une *"auto-apologie"* ! Mais elle stigmatise également le comportement des éditeurs. Aussaresses a signé mais le livre a été rédigé par un autre, Claude Ribes. En outre c'est un livre "provoqué". Il s'agit d'un *"témoignage exploité pour faire du business"*. Au nom *"des valeurs démocratiques que ce livre insulte"*, elle requiert contre chacun des trois prévenus 100 000 F d'amende et la publication de la décision.

Me Collard : "Aussaresses est un vrai héros"

Premier à intervenir en défense, Me Zulberstein plaide pour les éditions Per-

rin. Pas très à l'aise, il fait dans le service minimum. Il est trop facile de s'en prendre à l'éditeur qualifié de *"bouc émissaire"* et après une comparaison osée entre Sade et Aussaresses, il estime qu'il faut faire confiance au lecteur, tout à fait capable de *"faire la part des choses"*.

Me Lombard, pour Plon, commence par une formule d'un goût douteux : *"J'émets un souhait : qu'Aussaresses, après voir torturé des hommes, n'oblige pas le tribunal à torturer le droit !"* Réfutant l'application des textes internationaux invoqués par les parties civiles et l'accusation, il s'en tient au droit français interne, à la prescription décennale et aux lois d'amnistie. La notion de "crime de guerre" ne pouvant donc être retenue, il s'ensuit qu'il ne peut y avoir apologie d'une incrimination qui n'est pas constituée. Tout en cherchant à se démarquer d'Aussaresses, – *"il s'agit d'une page noire, dégoûtante de notre Histoire et je dois dire que sur ce plan je me sens proche des parties civiles..."* –, il estime que les éditeurs ont agi *"au nom du devoir d'informer... et de l'importance majeure pour l'histoire des faits rapportés"*, demandant en conséquence la relaxe.

Me Collard enfin, pour le général Aussaresses, dénonce deux visages de ce procès pour des faits remontant à plus de quarante ans : *"officiel : on poursuit l'apologie de crimes de guerre ; masqué : en condamnant, la justice condamnera les crimes eux-mêmes. C'est une session de rattrapage pour obtenir enfin une condamnation afin de reconnaître qu'ont été commis en Algérie des crimes de guerre."* Il s'agit d'un *"procès politique"* alors que son client a écrit son livre *"par patriotisme. Il défendait la France... Aussaresses est un vrai héros, un vieil homme que je m'honore de défendre."* Il estime en outre que *"si à la lecture de ce livre on est révulsé, c'est que ce n'est pas une apologie. Quand on ferme ce livre, on ne peut plus être pour la torture ou alors on est toqué."* Et il termine par cette formule grandiloquente : *"Il y a des hommes qui nous font honneur même s'ils sont capables de tout."*

Le masque de la raison d'Etat

Mise en délibéré, la décision rendue par le tribunal le 25 janvier 2002 conclut à la culpabilité des trois détenus. Après avoir souligné que *"ces actes et ces pratiques, bien que hors-la-loi, apparaissent avoir été connus et tolérés par les plus hautes autorités militaires et politiques de l'Etat français, de surcroît jamais sanctionnés et amnistiés depuis plus de trente ans"*, il retient *"la volonté de justifier les crimes commis qui établit le délit"*, tout en stigmatisant plus particulièrement le comportement des éditeurs. Ceux-ci ont manifestement *"manqué de recul"* et, en présentant Aussaresses comme *"un héros de roman"*, ont pris *"le risque d'encourager le passage à d'autres actes inhumains"*. En conséquence il les condamne deux fois plus lourdement : 15 000 euros d'amende chacun et 7 500 pour Aussaresses, les parties civiles obtenant l'euro symbolique à titre de dommages-intérêts. Les prévenus ont fait appel de ce jugement.

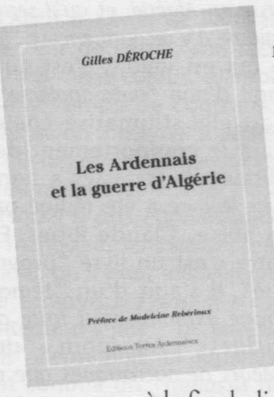
Que peut-on retenir de ce procès ? Alors que les plus hautes autorités de l'Etat restent muettes, le général Aussaresses, en décrivant les crimes de guerre qu'il a ordonnés ou pratiqués, soulève le masque de la Raison d'Etat. Au-delà de son absence de morale, il apparaît comme une figure emblématique des méthodes utilisées pendant cette guerre coloniale pour briser la résistance du peuple algérien. Les actions du "commandant O", lequel ne faisait qu'obéir aux ordres reçus, n'ont été rendues possible que parce que le pouvoir politique l'a bien voulu, et seule la fin de la guerre mettra fin à ce genre de pratiques (3). Quand la "patrie des droits de l'Homme" se décidera-t-elle à regarder ce passé-là en face ?...

J.-J. Gandini

(1) On apprendra tout de même du général Compagnon qu'Aussaresses était officier de liaison à Fort Bening, aux Etats-Unis, en 1962/63 et sa compétence technique en matière de guerre insurrectionnelle a été appréciée au moment où les Américains renforçaient leur présence au Vietnam.

(2) C'est lui qui en 1988, entre les deux tours de l'élection présidentielle, commanda l'assaut contre la grotte de l'île d'Ouvéa. Les dix-neuf indépendantistes kanaks qui s'y étaient retranchés furent tués, et il sera établi après enquête qu'au moins cinq d'entre eux seront exécutés après avoir été faits prisonniers.

(3) Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de Raphaëlle Branche "La torture et l'armée pendant la guerre d'Algérie" (Ed. Gallimard 2001).



Voici un livre avant tout pour la mémoire. Pour ne pas oublier ce que furent ces années de guerre. Comment elles ont été vécues dans les Ardennes et comment des jeunes ardennais ont fait cette guerre sans nom. 147 y ont laissé leur vie. Certains directement au combat et d'autres dans des accidents souvent dus à des mauvaises manipulations d'armes. La liste de tous ces noms est publiée à la fin du livre, 46 pour la seule année 1956.

Deux parties dans ce livre. D'abord une enquête sur ce que l'auteur, Gilles Déroche appelle la guerre dans les Ardennes. Même avec une population nord-africaine relativement peu importante par rapport à d'autres régions, les Ardennes ont connu "le second front" de la guerre avec la collecte des fonds et les affrontements entre le FLN et les partisans du MNA. Une statistique du Ministère de l'Intérieur recense une population musulmane d'environ 3 000 personnes, surtout concentrée dans les vallées industrielles. Pas d'archives laissées par ces combattants de l'ombre ni de récits des ouvriers algériens qui travaillaient là, mais l'auteur a pu consulter les notes laissées par les fonctionnaires des Renseignements généraux. En complétant ce travail par l'étude du journal régional l'Ardennais et la collaboration de Me Fenaux, qui fut l'avocat des militants du FLN, Gilles Déroche réussit à replonger le lecteur dans le climat de l'époque. Il nous fait revivre, ce qu'on avait peut être oublié ou pas connu pour les plus jeunes, cette guerre dans la guerre que fut la lutte entre FLN et MNA et qui amena nombre de militants ouvriers à rester en retrait pour ne pas avoir à choisir entre les uns ou les autres.

La deuxième partie est constituée de témoignages d'appelés, récits souvent intéressants qui vont au-delà des simples souvenirs de chambrées et de patrouilles et rappellent les prises de conscience de ces jeunes Ardennais qu'ils soient simples soldats ou officiers.

Dans sa préface Madeleine Rebérioux replace la démarche de l'auteur dans le travail général des historiens sur cette période et insiste sur son côté novateur tout en regrettant que le choix des témoignages ne soit pas expliqué. Une critique constructive dont il sera sans doute tenu compte dans une suite plus développée que nous promet l'auteur.

C.V.

Terres ardennaises - 21, rue Hachette
08000 Charleville-Mézières
18,13 € franco de port

J'ai réussi à ne pas faire la guerre en Algérie

Ce témoignage est personnel, d'où ses limites mais également sa valeur d'exemple.

Né en janvier 1940, je faisais obligatoirement partie de ceux que l'on envoyait en Algérie pour la pacifier, comme on disait alors, et pourtant, je n'y suis pas allé, j'ai réussi à tricher, tout seul, sans faire de bruit.

Pourquoi ?

En 1958, j'étais élève-maître à l'Ecole normale d'instituteurs d'Orléans. Pour tous les normaliens de ma génération, l'itinéraire était simple : passer les deux bacs en trois ans, continuer par une quatrième année de ce que l'on appelait pompeusement "de formation professionnelle", réussir sans mal un examen en fin d'année qui nous donnait la titularisation et, début janvier suivant, partir pour l'armée et l'Algérie, le plus souvent comme "petit chef".

Deux données ont influencé ma décision de refuser l'incorporation et la guerre :

- Passionné par l'histoire, j'avais compris et admiré les actions et les sacrifices des résistants qui n'avaient pas accepté l'occupation de leur pays par l'étranger (encore appelé ennemi) pendant la Seconde Guerre mondiale ; déjà le conflit précédent avait été dit légitime puisqu'il était "bien" que l'on délivrât les Alsaciens et les Mosellans du joug allemand. Alors, pour un futur instituteur chargé de l'éducation de jeunes enfants, comment ne pas comprendre que les Algériens veuillent chasser les étrangers que nous étions et qui occupaient leur terre ?

- A l'Ecole normale, nous avions entre les mains *La Question* d'Henri Alleg, et nous savions que de nos frères torturaient en Algérie, massacraient avec la complicité et parfois la bénédiction de nos gouvernants. Comment alors ne pas superposer les nouvelles images à celles des geôles allemandes vieilles d'à peine 20 ans ?

L'irruption de de Gaulle sur la scène politique m'a fait croire un instant que tout allait s'arranger : lui qui avait refusé la honte de l'armistice ne pouvait à mes yeux naïfs que demander le pouvoir pour refuser celle de cette sale guerre ; lui qui avait prêché pour une armée de métier, n'enverrait plus se salir les mains et la conscience de jeunes hommes à qui l'on mentait. Mais chacun sait aujourd'hui que le général n'avait pas encore l'intention d'arrêter le conflit qui lui avait permis de revenir.

Alors, il me fallait trouver une solution pour ne pas partir, braver les reproches d'un père qui me traitait de lâche, de triste exemple pour un futur enseignant, et qui me donnait celui de mes deux frères aînés qui avaient été de bons Français, ayant tous deux "servi" en Algérie, le premier comme parachutiste, en première ligne, le second, plus heureux, dans un village tranquille.

Comment ?

Pour ne pas provoquer l'ennemi, en l'occurrence à l'époque pour moi l'Armée, j'ai fait hypocritement ma préparation militaire, et j'ai même, pendant des vacances scolaires, accepté un stage d'un mois au Fort Carré d'Antibes qui récompensait ceux qui avaient fait du zèle pendant la préparation, stage qui me permettrait d'être très vite gradé. Je voulais donner l'image d'un citoyen modèle. Chaque été, c'était l'attente angoissée de la feuille qui mettrait fin à mon sursis.

Puis, en mars 1959, j'ai eu la chance d'être renvoyé de l'Ecole normale d'Orléans par un directeur militariste, et d'être expédié dans celle dite disciplinaire de Beauvais et qui s'avéra l'être beaucoup moins que l'ancienne des bords de Loire. En des débats houleux et contradictoires, on y parlait de l'Algérie. Plusieurs camarades qui partageaient mon refus du départ suivirent diverses voies que je refusais :

- Renvoyer le livret militaire, mais c'était la prison et la perte des droits civiques, l'impossibilité d'enseigner. Ce qui, de guerre lasse, conduisait au renoncement à la révolte pour sortir de cellule et au départ pour l'Algérie, généralement dans un bataillon disciplinaire.

- Se faire passer pour fou. Pour y parvenir, un normalien mangea du savon avant la confrontation. Le stratagème réussit et il fut réformé. Mais il devait se suicider quelques années plus tard sans que je puisse certifier la conséquence de son "incivisme" passé.

J'optai pour une stratégie personnelle : échouer systématiquement à la seconde partie du bac me donnerait des années de sursis. J'allais donc à la première épreuve, celle de philosophie, pour officialiser ma présence, et séchai les autres. Ce que je répétai pour toutes les sessions suivantes.

A 21 ans, je n'avais malheureusement plus de recours possibles et, en 1961, la guerre continuait puisque de Gaulle... C'est alors que se produisit ce qu'il fallait bien appeler un miracle : le directeur de l'Ecole normale de Beauvais, pourtant colonel de réserve, prit pitié de ce normalien atypique et solitaire, et m'inscrivit sur la liste des instituteurs du département ; ce que je n'étais pas, mais c'était l'époque où l'on en manquait. Il m'envoya, comme suppléant éventuel (sic) dans un hameau perdu au fond de l'Oise, poste que personne ne voulait, sachant donc qu'aucun titulaire ne m'en délogerait. J'y suis resté cinq années, bénéficiant de ce que l'on appelait alors d'un report d'incorporation. Puis fut instituée en 1965 la coopération culturelle, et je partis... pour le Maroc où j'enseignai pendant sept années notre langue à des Berbères et des Arabes, où j'étudiai l'histoire du Maghreb et de l'Islam, tout ce que l'Armée n'avait jamais permis de faire à mes compatriotes sur une terre si proche et si semblable.

Ainsi je n'ai ni tué ni torturé, ni été tué ou torturé en Algérie. Je me suis fait tout petit et je suis passé à travers les mailles du filet. J'ai eu de la chance, même si cette guerre a gâché mes espoirs d'une plus "belle" situation, comme le permettaient les études à cette époque. Je ne regrette rien, le métier d'instituteur de campagne m'ayant comblé.

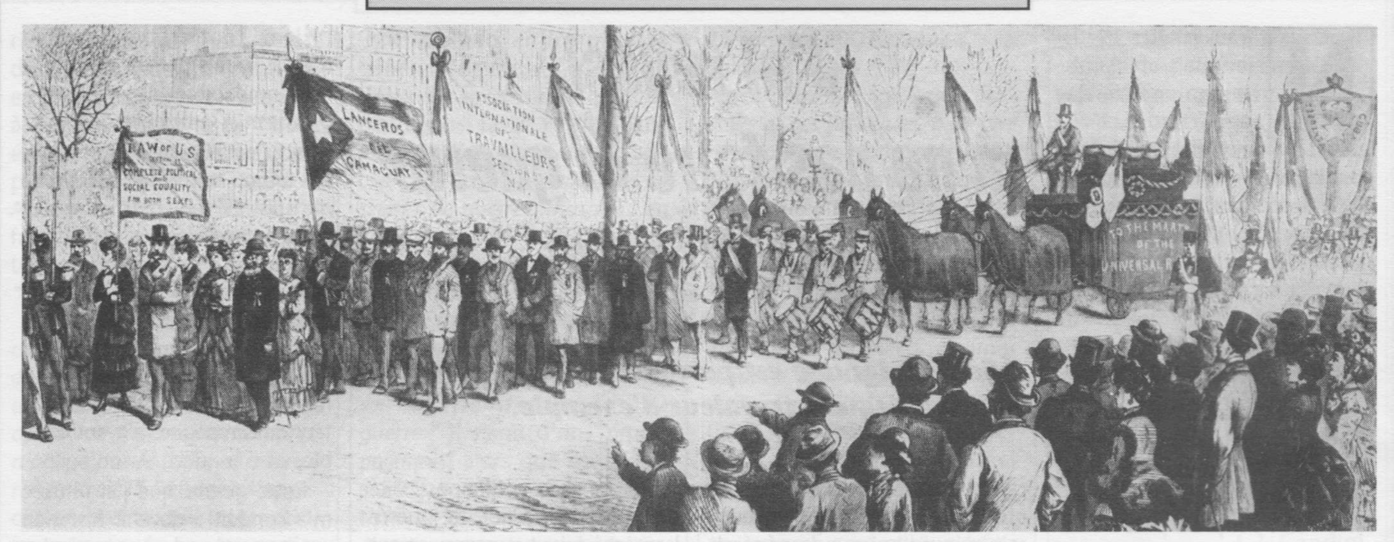
Cette guerre que j'ai refusée m'a conduit à devenir historien pour essayer de comprendre pourquoi des pères et des mères peuvent accepter d'envoyer tuer ou se faire tuer "souvent pour rien puisque des pays antagonistes peuvent devenir par la suite alliés, voire amis" des enfants qu'ils aiment plus que tout et pour lesquels ils ont tant sacrifié. Et j'ai découvert, entre autres choses, de peu glorieuses réalités en fouillant un peu plus que les autres, vu mes antécédents, les archives et les souvenirs de mes compatriotes :

- que nous avions créé sur notre territoire national, grâce à un décret de loi signé le 6 avril 1940 par le président de la République Albert Lebrun, et administré des camps de concentration pour les Tsiganes, on disait alors "nomades", pendant la Seconde Guerre mondiale, camps qui ont parfois sévi jusqu'au printemps... 1946 ! Il y avait eu celui de Montreuil-Bellay, la ville où je vis, et je fus en 1982, petit instituteur non diplômé, le premier à publier un ouvrage sur cette sale page de notre histoire, occultée et négligée par les historiens professionnels.

- que pendant cette même Seconde Guerre mondiale, l'on avait parfois accusé les simples citoyens de trahir les réseaux de résistance pour lesquels ils avaient tout donné, alors que c'étaient les chefs qui avaient failli.

Le passé de tout pays est une mosaïque changeante d'ombre et de lumière ; il faut impérativement dire les deux si l'on veut que nos enfants ne soient pas, comme nous les sommes, des cocus de l'Histoire.

Jacques Sigot
Montreuil-Bellay,
le 18 mars 2002



Quand les militants ouvriers francophones rêvaient de changer l'Amérique

Personne n'ignore que l'histoire des Etats-Unis est dans une large mesure celle d'un peuple d'immigrés ; mais rares sont ceux qui savent que ce pays accueillit entre 1848 et la Première Guerre mondiale plusieurs milliers d'exilés politiques et d'émigrés politisés francophones dont les rêves d'une Amérique qui serait aussi démocratique et sociale n'étaient pas précisément orthodoxes. Qui étaient donc ces hommes et ces femmes qui jouèrent un rôle dans le mouvement social outre-Atlantique ? Telle est la question à laquelle le volume paru sous le titre La Sociale en Amérique.* Dictionnaire biographique du mouvement social francophone aux Etats-Unis, 1848-1922 *se propose d'apporter une première réponse.

Le phénomène des migrations politiques vers les Etats-Unis commença véritablement avec le départ des partisans de Cabet. En 1848 et durant les quelques années qui suivirent, plusieurs centaines de communistes français et européens partirent pour le Nouveau Monde, afin d'y fonder une société fraternelle qui, du fait de son succès, gagnerait de proche en proche. Du Texas à la Californie, en passant par l'Illinois et l'Iowa, l'aventure icarienne allait perdurer durant près d'un demi-siècle, fournissant au passage nombre de cadres au mouvement socialiste francophone des années 1860-70. Moins de dix ans après, en 1855-56, plusieurs vagues de fouriéristes impatients, enthousiasmés par l'appel de Victor Considerant, quittaient à son tour une France plongée dans un contexte de réaction politique impériale, pour tenter d'implanter une sorte de phalanstère à Réunion, près de Dallas, au Texas. L'échec fut net et sans appel, mais après la dissolution de la colonie en 1858, plusieurs dizaines de participants s'installèrent définitivement aux Etats-Unis. Déçus mais non découragés, certains d'entre eux jouèrent par la suite un rôle au sein de l'Association internationale des Travailleurs (Première Internationale), notamment au Texas et en Louisiane.

Entre-temps étaient arrivées les victimes des soubresauts politiques de la Deuxième République et du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte le 2 décembre 1851. Parmi eux se trouvaient quelques-uns des futurs dirigeants du mouvement social francophone, tels Joseph Déjacques, François Latour, Claude Pelletier, Frédéric Tuefferd, Daniel Debuchy, etc. D'autres n'arrivèrent qu'au lendemain de la guerre de Sécession, comme Victor Drury, qui s'installa définitivement aux Etats-Unis en 1867, après un passage par Londres. Puis débarquèrent les réfugiés de la Commune de Paris – deux cents au total sans doute – parmi lesquels Edmond Mégy, Simon Dereure, Arsène Sauva, Eugène Pottier, Gustave et Elie May. Après le vote définitif de l'amnistie (1880), l'émigration politique française vers les Etats-Unis se réduisit à quelques petits groupes de militants (notamment des syndicalistes licenciés et mis à l'index pour fait de grève, ou encore des insoumis), et ce fut essentiellement parmi les émigrés économiques, mineurs français et belges de Pennsylvanie ou ouvriers canadiens-français du textile en Nouvelle Angleterre, que les socialistes francophones et les groupes anarchistes continuèrent à recruter adhérents et sympathisants.

Durant toute cette période, on peut noter l'existence aux Etats-Unis, principalement dans les grandes agglomérations – et en premier lieu à New-York – de nombreuses organisations regroupant sur une base linguistique les révolutionnaires et socialistes francophones de diverses écoles et tendances ; dès 1854 il existait à New-York une très active Section de la Montagne et, quelques années plus tard, les révolutionnaires français de cette même ville ainsi que ceux de Boston, Saint-Louis, Cincinnati et La Nouvelle Orléans s'organisèrent au sein des sections locales de l'Association internationale, l'ancêtre directe de l'AIT. Après une éclipse due à la guerre de Sécession, le mouvement social francophone se réorganisa avec la fondation à Saint-Louis, en octobre 1868, à l'initiative d'anciens Icariens, de l'Union républicaine de langue française (URLF), qui appelait républicains et démocrates à faire cause commune alors que l'Empire apparaissait fortement fragilisé. Des sections locales de l'URLF se créèrent rapidement à New-York, Paterson, Newark,

Boston, Philadelphie, La Nouvelle-Orléans, Chicago, San Diego, etc., partout en fait où existait une communauté francophone de quelque importance.

L'énorme élan patriotique et républicain suscité dans les communautés francophones par la guerre franco-prussienne, le choc de la défaite militaire, puis la proclamation de la Commune de Paris, débouchèrent sur la formation, en l'espace de deux années, de 17 sections françaises de l'AIT (sur la cinquantaine qui se formèrent au total aux Etats-Unis). Les plus importantes de ces sections étaient en fait constituées des membres des anciennes sections locales de l'URLF ; toutefois la Commune accentua la fracture entre éléments modérés et éléments plus radicaux. On mentionnera encore la formation, en 1872, d'une Société des réfugiés de la Commune, puis, lorsque la Première Internationale, déchirée par les conflits internes, fut définitivement en perte de vitesse (1873-74), de diverses organisations blanquistes, puis anarchistes (ces dernières se maintenant jusqu'au tournant du siècle).

Dans les années 1880 on trouve encore mention de l'existence de sections françaises du *Socialistic Labor Party*. De même, des *assemblies* et des *locals* francophones des *Knights of Labor* (Chevalerie du Travail) ou de l'*American Federation of Labor* se maintinrent durant plusieurs décennies, tandis qu'un nombre important de socialistes révolutionnaires, entrés dans le Parti socialiste américain fondé par Eugene Debs, puis regroupés au sein de la Fédération socialiste de langue française des Etats-Unis, continuèrent de militer jusqu'au début des années 1920.

Le lecteur attentif de ce *Dictionnaire* ira de surprise en surprise, ne serait-ce que parce qu'il y trouvera nombre de biographies incroyables, des histoires de pionniers et de justiciers intrépides relevant tout simplement du roman d'aventure ou du western. C'est l'histoire de Ben Long, un fouriériste suisse venu rejoindre Considerant au Texas, devenu le premier maire, puis le shérif de Dallas, qui est tué dans un échange de coups de feu entre cowboys, ou encore celle du ch'timi Jean Brault, militant anarchiste, puis socialiste et syndicaliste révolutionnaire, qui formera avec ses trois fils Athos, d'Artagnan et Germinal, une intrépide brigade propagande, qu'aucune tentative d'intimidation ne pourra faire taire en 30 années.

De plus, ce *Dictionnaire* contient les éléments qui lui permettront de reconstituer une histoire encore largement méconnue. Il y découvrira, par exemple l'histoire de ces mineurs qui, mis à l'index par les compagnies du Gard et du Pas-de-Calais, partirent par centaines travailler en Pennsylvanie ou dans l'Illinois, et qui de leur exil continuèrent de financer avec leurs dollars durement gagnés la propagande révolutionnaire en France ; il s'y familiarisera également avec l'histoire des sections francophones des IWW, et notamment de l'Union textile française, dont une des grandes figures, Louis Picavet, joua un rôle important lors de la grève mythique "du pain et des roses" à Lawrence en 1912 ; il y retrouvera enfin les étapes marquantes de l'histoire de la Fédération socialiste de langue française qui, au terme de plusieurs tentatives manquées, se constitua finalement au printemps 1914, pour se détacher du Parti socialiste américain quelques semaines plus tard et se déclarer indépendante pour cause de désaccord sur la question de la participation à la Première Guerre mondiale. Elle existait toujours en 1922, à mi-chemin entre un Parti socialiste exsangue et un Parti communiste groupusculaire.

LE RÉVEIL DES MINEURS.

NOUS RÉCLAMONS LE DROIT À L'EXISTENCE

VIE D'AUGUST SPIES

L'AUMONE

LE RÉVEIL DES MASSES.

BULLETIN INTERNATIONAL MENSUEL

LA COMMUNE,

Bulletin Publié en coopération par des Sections de l'Internationale de la Louisiane, du Texas, du Rhode Island, de New York et de la Californie

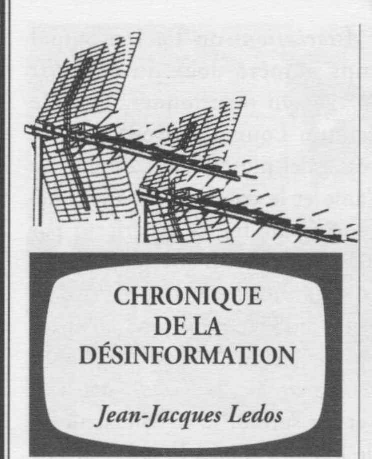
L'OBSERVATEUR.

FEUILLE COMMUNISTE—NON-SÉPARATISTE

Du fait de sa relative faiblesse numérique, la mouvance radicale franco-américaine a forcément eu un rôle moindre que celui joué par les Allemands, les Juifs, les Irlandais ou les Italiens, quoiqu'elle ait quand même donné au mouvement ouvrier du Nouveau Monde des hommes aussi prestigieux que Victor Drury (dirigeant et peut-être fondateur des *Knights of Labor* et de l'*International Working People's Association*) ou Lucien Sanial (longtemps numéro deux du *Socialist Labor Party*). On mentionnera aussi le trop méconnu Louis Goaziou, dont le rôle fut essentiel puisqu'il fut durant 30 années l'âme et le cœur de l'anarchisme, puis du socialisme franco-américain par l'intermédiaire des journaux qu'il publia presque sans interruption de 1890 à 1916, sans oublier qu'il joua aussi un rôle au plan national dans les *United Mine Workers* et dans le *Socialist Party of America* et fut surtout le co-fondateur, et durant de longues années le président, de la Fédération maçonnique américaine du Droit Humain. Mais par-delà ces individualités marquantes, l'approche biographique permet de mieux mesurer le rôle réel que les cadres intermédiaires et les militants francophones jouèrent au niveau local, tant au plan syndical que politique, et plus encore sans doute au plan associatif : ce qui frappe à la lecture de toutes ces biographies, c'est en effet l'existence d'un maillage communautaire incroyablement dense de coopératives, de sociétés de secours mutuels, de sociétés culturelles, théâtrales, musicales, voire horticoles qui dépassaient de très loin le cercle des seuls militants politisés et impliquaient souvent les communautés francophones locales dans leur ensemble. Il faut pour terminer parle des nombreux journaux publiés par ces militants en l'espace de trois-quarts de siècle, et dont l'audience allait bien au-delà des seuls immigrés politisés ou sympathisants : il suffit de feuilleter ces publications pour comprendre qu'elles avaient une double fonction d'organe d'information et de lien social à l'intérieur de la communauté francophone dans son ensemble.

L'exploration de divers fonds d'archives, le dépouillement de la quasi totalité des journaux francophones socialistes et anarchistes publiés aux Etats-Unis, ainsi que l'exploitation systématique des travaux existants, ont permis de collecter des informations sur environ 4 600 personnes ; parce qu'elles rendent compte de l'implantation géographique du mouvement social francophone à travers l'ensemble du territoire des Etats-Unis et de la diversité de ses modes d'intervention, mille biographies ont été choisies pour figurer dans ce *Dictionnaire,* dont la parution devrait constituer une étape importante dans la redécouverte de l'action militante de ces incroyables Franco-Américains.

Michel Cordillot



ORTHOGRAPHE

Un journal suisse a récemment décidé de mettre à l'amende les rédacteurs coupables de fautes d'orthographe. Enfin un moyen honnête de reprendre de l'argent.

Au même moment, Bernard Poirot-Delpech, de l'Académie française, dénonce, dans "Le Monde", les nouvelles orientations de l'Éducation nationale: ne plus apprendre par cœur les conjugaisons ou des vers, par exemple. Il adresse aux enfants un appel à la. désobéissance pour combattre ces dispositions. Comme tout vent de révolte, c'est un engagement salutaire.

Jadis, les fautes commises par un rédacteur du "Canard enchaîné" étaient sanctionnées d'une tournée générale au "Vieux Saumur", un établissement, hélas disparu, où l'on buvait un excellent... Beaujolais. ❑

DÉTERMINISME?

Aucun diffuseur de programmes ne l'admettra. Le spectacle de la violence à la télévision a peu d'influence sur les téléspectateurs qui sont réputés aussi intelligents que des électeurs à conquérir.

Il serait intéressant d'établir une comparaison entre l'équipement en paraboles de réception, dans les quartiers aisés et les banlieues déshéritées. On n'en pourrait pas conclure que les uns sont plus intelligents que les autres. Plus instruits, peut-être, pour les premiers, et, par conséquent mieux équipés d'un esprit critique. Ce n'est pas une cible rentable pour les publicitaires.

Dans l'autre cas, il est important de proposer à une population défavorisée la part de rêve qui lui fera oublier les frustrations. Le spectacle de la violence exalte la force dont rêvent les faibles.

La généralisation de ces spectacles banalise le sujet.

La violence: « ...drogue inoculée par la télévision... ? » comme dit Laura Betti ("Télérama" 6 février 2002). ❑

SATIRE LIBÉRÉE

La liberté de blâmer est certainement le principal acquis des vingt dernières années dans un créneau limité des médias hertziens, au moins.

Dans un paysage audiovisuel envahi par l'affairisme où les radios et les télévisions s'enfonçaient dans la médiocrité, voire la vulgarité où les conduit la recherche de l'audience, Canal Plus et Radio France ont réussi à maintenir, dans leurs programmes, des interventions politiquement non correctes: les "Guignols" et, plus récemment, dans la tranche matinale d'information de France Inter, la chronique de Guy Carlier.

Le dernier, en date, outre qu'il "fait de l'audience" sans vulgarité, égratigne les figures que l'actualité met en vedette avec une drôlerie que saluent, dans le studio, des éclats de rire non enregistrés. On devine l'irritation des cibles vers lesquelles chaque trait a fait mouche.

Les alternances électorales sont généralement fatales à ces aventuriers de la libre parole.

Quand ce numéro de Gavroche paraîtra, comptera-t-on déjà les victimes? ❑

AVEU

A l'automne dernier, la presse internationale a publié le croquis en coupe d'une soi-disant base souterraine d'Al-Qaida dans les montagne d'Afghanistan.

Aucun enquêteur n'a recherché des témoins de ces installations parmi les milliers de techniciens ou d'ouvriers qui auraient participé à cette construction.

En février de cette année, le Pentagone supprimait l'Office d'influence stratégique, un habile euphémisme dont la mission était de proposer la vérité "officielle" sur les opérations américaines.

Ceci n'a peut-être aucun rapport avec cela mais les journalistes d'intervention ne sont pas allés y voir de plus près. ❑

HYPOCRISIE LIBÉRALE

Un récent sondage - avec toutes les réserves que cette approche de la demande réelle suscite - a mis en évidence l'attente culturelle des français. Un responsable a rappelé que la satisfaction de cette demande est inscrite dans la Constitution.

Bravo!

Malheureusement, dans ce domaine comme en tant d'autres, c'est l'argent qui donne le droit à la jouissance. Si l'accès aux musées de la ville de Paris (hors expositions) est devenu libre, à l'initiative de la nouvelle municipalité, l'accès aux autres musées français ne cesse d'augmenter. Il en coûte habituellement environ 20 euros pour un couple et seuls, les plus aisés peuvent acquérir le catalogue. On observe d'ailleurs une affluence record lorsque l'accès est gratuit.

L'Opéra Bastille qui se voulait populaire aligne ses tarifs sur ceux du Metropolitan de New York.

Aux dernières nouvelles, l'accès au Parc de Versailles n'est plus libre, Ce fut pourtant l'une des premières conquêtes de la Révolution lorsque le peuple de Paris l'envahit en octobre... 1789.

« Tous les hommes sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres... » observait avec justesse un cynique. C'est la richesse qui fait la différence. ❑

ÉCHANTILLONS DE MÉCONTENTEMENT

Il arrive que la télévision montre des images qui ne peuvent pas mentir. Les forums économiques internationaux rassemblent de plus en plus fréquemment des centaines de milliers de manifestations opposés à l'organisation d'un libéralisme mondialisé.

En Italie, La politique de Silvio Berlusconi a réussi à rassembler plus de protestataires que ce pays n'en avait jamais vus.

Dans tous les cas, il s'agit d'échantillons représentatifs, comme disent les sondeurs, mais, et c'est important, sans correction des données.

Il a donc bien des opposants à cette politique économique mondiale et il est intéressant d'observer qu'ils s'organisent en se mondialisant.

Méfiants à l'égard des partis autant que des syndicats, ils annoncent peut-être des lendemains qui chanteront sur une nouvelle partition. ❑

JAZZ

MILES AVANT DAVIS

C'est le film de Louis Malle "Ascenseur sur l'échafaud" qui a révélé Miles Davis aux amateurs français, en 1957,

L'enfant de Saint Louis (Missouri) était venu à New York, en 1945, pour suivre l'enseignement de la célèbre Julliard School.

La rencontre à Harlem de Charlie Parker l'orienta vers la musique de jazz et, plus précisément, vers les clubs de la 52e rue, au cœur de Manhattan, où s'élaborait une nouvelle musique: le Be-bop. Miles en deviendra l'un des phares.

Frémeaux & associés rééditent 34 enregistrements gravés de 1945 à 1951. Les harmonies sont nouvelles mais le tempo reste raisonnable, peut-être parce que Dizzy Gillespie en est absent. Peut-être aussi parce qu'elle ne s'est pas encore radicalisée. La rage de certaines interprétations ultérieures, puis celle du "free", accompagnera la revendication pour les droits civiques ("Civil Rights").

La gourmandise des jazzophiles sera comblée à l'écoute de cette compilation qui réunit, outre Miles, Charlie Parker, Bud Powell, John Lewis, Max Roach mais aussi Lee Konitz, Gerry Mulligan ou Sarah Vaughan.

J.-J. L.





UNE HISTOIRE DE L'AUTORITÉ. PERMANENCES ET VARIATIONS
par Gérard Mendel

La crise de l'autorité comme facteur de la plupart des problèmes contemporains : ce thème est récurrent dans le discours dominant. D'où l'importance de s'interroger sur cette réalité, en essayant de dépasser le sens commun qui s'impose trop souvent. C'est ce que nous propose ici Gérard Mendel dans un ouvrage très documenté. La première difficulté réside dans la question de la définition. A ce concept, est attaché un sens polysémique. Nombreux, en effet, sont les signifiés et référents qui s'y rattachent : compétence, savoir-faire, expérience, force de caractère, capacité à inspirer le respect et l'admiration, prestige...

Un consensus existe pour définir ce concept comme la possibilité d'obtenir une obéissance volontaire sans pour cela que ne soit nécessaires ni la contrainte physique, ni l'arme de la conviction. Autre caractéristique largement reconnue : l'autorité s'inscrit dans le registre de la dissymétrie. En effet, dès qu'on argumente, on se place sur un plan d'égalité avec autrui. L'espace démocratique serait donc un facteur de sa fragilisation. Et c'est là toute la démonstration de l'auteur qui se refuse à situer l'affaiblissement de l'autorité dans un contexte étroitement contemporain. Il dresse pour cela un tableau historique édifiant. Longtemps, l'éducation de l'enfant s'est fait dans une dynamique dont rend bien compte le modèle indien. Au cours de ses quatre premières années, le petit d'homme vit dans une relation fusionnelle avec sa mère, partageant constamment son intimité physique et accédant tardivement au sevrage. Puis, à quatre ans, il est brutalement plongé dans le monde masculin où disparaissent la protection et le maternage dont il a profité jusque là. C'est justement ce surinvestissement accumulé qui va provoquer sa sujétion intense à l'autorité d'une communauté qui, toute sa vie lui apparaîtra, la matrice de son identité et la condition de sa simple survie. "Le sujet adulte est d'autant plus soumis à l'autorité de sa communauté qu'il s'est trouvé brutalement isolé, séparé d'elle aux moments cruciaux de son enfance." (p. 133) La crise de l'autorité est justement à relier avec la montée en puissance de l'individu et son émergence de la gangue communautaire. Cela a commencé cinq siècles avant JC, quand Socrate a revendiqué pour l'individu le droit au libre examen critique de tous les aspects de sa vie et de la société, préconisant le progrès moral par l'exercice de la raison et non seulement par l'obéissance à la tradition. Il sera condamné pour avoir essayé de pervertir la jeunesse, d'affaiblir la communauté, de ruiner l'autorité et de détruire la famille. Cela a continué par l'instauration de la République romaine qui, trois siècles durant, a institutionnalisé le jeu et l'expression entre les différentes forces de la société. C'est ensuite saint Augustin (354-430) qui introduit l'idée d'un rapport conflictuel intérieur à l'individu, celui-ci devant faire face au démon qui l'habite. L'autorité qui s'imposait jusqu'alors de l'extérieur (la communauté) doit dorénavant surgir du plus profond du sujet. La théologie qui se développe alors vient en écho avec les bouleversements que connaît l'empire romain, menacé par les barbares. A l'incapacité bien réelle de la communauté à empêcher sa destruction vient en écho répondre la représentation d'une impossibilité pour l'espèce humaine d'assurer son salut et de contrôler ses actes. Dernier coup de boutoir, la philosophie des lumières qui remet en cause l'idée d'une éthique transcendantale, longtemps fondement de l'autorité. L'idéologie scientiste qui émerge alors, met l'accent sur la rationalité instrumentale (épreuve de la réalité, rapport au monde à partir des sens...). L'avènement de la modernité a sonné le glas de l'autorité basée non seulement sur le pouvoir mais aussi sur une légitimité qui s'appuyait sur la force de la communauté. Le délitement du poids communautaire se confirme dans la société contemporaine, tant au travers du nouveau management (qui cherche à ce que le salarié ne se contente pas de produire un service attendu, mais donne le meilleur de lui-même, l'essentiel venant alors non de ce qui a été transmis par le groupe mais de ce qui vient du profond de l'individu) ou l'art contemporain (qui a aboli toute médiation ou tout modèle basés sur des canons académiques entre le créateur et le spectateur). Un certain nombre de symptômes viennent démontrer le malaise à assumer cette évolution. On assiste au développement tant de la pathologie de la perte (multiplication des dépressions) que du remplage (la moitié des américains ont un poids excessif). On constate la course éperdue vers le toujours plus et la difficulté infinie à supporter la solitude. Sans oublier ces rassemblements de masse de plus en plus prisés permettant de décharger une identité individuelle trop lourde parfois à porter avec ses conflits et ses contradictions de plus en plus difficilement gérables individuellement.

Quant à ce que l'auteur appelle la "maladie infantile" de la modernité (nazisme, communisme ou islamisme), ce sont les dernières tentatives pour imposer la logique communautaire à l'émergence individuelle.

Jacques Trémintin

La Découverte, 2002,
(284 p. - 18,50 €)

Non-violence active contre les armes

Eurosatory est un salon de l'armement réservé aux professionnels de la guerre qui viennent vendre et acheter chars, missiles, etc. Ce supermarché de la mort a lieu à tous les deux ans, cette année il se tiendra à Villepinte (prés de Paris), et ne cesse de croître, attirant les représentants de nombre de gouvernements. En effet, malgré le code de conduite européen, la France exporte et/ou établit une coopération militaire avec plus de 50 pays ne respectant pas les droits de l'homme : Turquie, Pakistan, Inde, Russie,... sont présents au salon. "Où seront les prochaines guerres ? Il n'y a qu'à regarder la nationalité des visiteurs/acheteurs pour le deviner" disait RISS dans *Charlie Hebdo* (juin 2001) où il relatait notre action au salon du Bourget : nous nous étions enchaînés à un hélicoptère d'EADS, géant européen du commerce de la mort.

Parce que la France organise ce salon, parce qu'elle est le 3e producteur d'armes mondial, parce que les guerres dans les Balkans, au Timor, en Tchétchénie ou au Kurdistan, entre autres, sont là pour nous rappeler que les armes sont utilisées, parce que nous nous opposons à toutes les ventes d'armes, le ***collectif Fermons Eurosatory*** manifestera de nouveau devant le salon Eurosatory 2002 à Villepinte et Paris du 15 au 18 juin 2002. Nous préparons des actions non-violentes actives, comme pour les précédents salons Eurosatory, mais également Le Bourget et Milipol.

Collectif FERMONS EUROSATORY - BP 229, 81006 ALBI cedex
www.fermons-eurosatory.com

HISTOIRE DE LA FRANC-MAÇONNERIE AU XIXe SIECLE LA FRANC-MAÇONNERIE SOUS L'OCCUPATION
par André Combes

Pendant longtemps, trop longtemps, la Franc-Maçonnerie n'a pas disposé de véritables historiens. Elle a connu des bouquins bricolés par des gens soucieux de montrer les aspects les plus séduisants de leur obédience, elle s'est organisée de quelques noms (souvent inexacts) pour affirmer son rayonnement, elle n'a pas hésité à se placer au cœur de changements significatifs de société.

Histoire et histoires en BD



Le quarantième anniversaire des accords d'Evian suscite une marée éditoriale. Depuis plusieurs mois, déjà, d'anciens bidasses transformés en tortionnaires libèrent leur conscience... Ils rappellent, avec force et vigueur, les aspects les plus terribles d'une impitoyable guerre poursuivie avec une rare obstination.

Les éminents chroniqueurs ont, naturellement, négligé de regarder du côté de la B.D. Quelle erreur!

Giroud (scénario/dialogues) et Lax (dessins/couleurs) avec les deux tomes d'Azrayen proposent une histoire digne des meilleurs westerns.

Où est la patrouille perdue? Egarée, passée à l'ennemi, morte? Comment retrouver sa piste? Des survivants se terrent-ils dans un coin perdu de cette grande Kabylie?

Nous sommes, à la fin des années 1950, dans un pays ravagé par un conflit dont nul n'envisage le terme.

Paris, ses gouvernements successifs, l'armée avec ses généraux, colonels, commandants, capitaines et soldats veulent la victoire.

Les dirigeants des maquisards luttent pour l'indépendance.

Les civils subissent. Tortures, exécutions sommaires, regroupements appartiennent à la panoplie de la patrie des "droits de l'homme".

Un Jacques Soustelle ou un Robert Lacoste se transforment, avec bonne conscience, en maîtres bourreaux.

Avec réalisme et sans contorsions, Giroud et Lax donnent à entendre et à voir oppresseurs et victimes. Ils évitent la tentation du manichéisme. Le professeur Benjamin Stora (né à Constantine en 1950) observe dans sa préface: "Ces soldats, dans leur quête incessante et lancinante de leurs camarades ne comprennent plus les enjeux d'une guerre sans visage. Et les mots mêlés aux dessins qui composent cette bande dessinée s'imposent lentement à nous, participant à la construction des représentations et d'une mémoire de la guerre d'Algérie".

Avant de commencer la rédaction définitive de cette histoire Frank Giroud, en compagnie de son père, ancien soldat du contingent, a repéré sur le terrain, recueilli des témoignages d'ex-combattants du F.L.N., visualisé les lieux. Christian Lax a, aussi, humé les ambiances.

Un peu plus tôt, le duo avec Les oubliés d'Annam évoque les "soldats perdus" d'Indochine. Ces militaires (souvent issus des luttes de la Résistance et de la libération) n'admettent pas de se battre contre Ho Chi Minh. Une enquête est conduite par Nicolas Valone, grande gueule accrocheuse pour retrouver Henri Joubert. Les rebondissements sont à l'appel avec les mémoires oublieuses ou précises. Un excellent suspense, la qualité Giroud/Lax.

Au dernier festival d'Angoulême (entassement, chaque fin janvier, dans une ville digne d'Honoré de Balzac de "fans", "spéculateurs", "amateurs", "curieux" de milliers de personnes. Ce rassemblement est, dit-on, aussi indispensable pour les bdphiles que le pèlerinage à La Mecque pour les Musulmans) l'estimable Association des journalistes de la BD a couronné Un monde de différence d'Howard Cruse. Un très bon choix! L'auteur Howard Cruse raconte la découverte par son héros de son homosexualité et de la ségrégation. Le Sud profond des Etats-Unis met un temps infini à combler son retard. Le souhaite-t-il?

Pierre Ysmal



Azrayen, par Lax/Giroud, deux tomes, Aire Libre.
Les oubliés d'Annam, par Lax/Giroud, Aire Libre.
Un monde de différence, par Howard Cruse, Vertige Graphic, 20 €.
Chaque mois, Bodoï vous apporte les indispensables informations et les percutantes (souvent) interviouves.

Qui, un jour, n'a eu l'occasion de rencontrer de braves types affirmant que la Franc-Maçonnerie est à l'origine de la Révolution de 1789, de la Commune de Paris, de la IIIe République? A chacun ses rêves.

La compétence: Professeur agrégé d'histoire, ancien membre du Conseil de l'Ordre du Grand Orient de France, directeur de l'Institut d'études et de recherches maçonniques, l'estimable André Combes, s'impose comme le meilleur connaisseur d'un univers qui permet tous les fantasmes et favorise les pires ignominies.

Les deux tomes de son Histoire de la franc-maçonnerie au XIXe siècle montrent les évolutions d'une société que Napoléon Ier veut à sa dévotion. Devient-elle, ensuite, un foyer d'esprit républicain? Elle compte dans ses rangs des adversaires du sabre et du goupillon...

La période la plus exaltante correspond au début de la IIIe République. Elle compte des partisans de la Commune et approuve, le plus souvent, Victor Hugo dans sa lutte pour l'amnistie. Elle se bat pour une école différente, contre le boulangisme, pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, pour la révision du procès Dreyfus, pour la formation du parti radical, pour une meilleure législation sociale.

Les bourgeois et les enseignants qui fréquentent les loges défendent le progrès mais ils ne sont pas des exaltés ou des révolutionnaires.

L'auteur, d'une plume sage, raconte plus d'un siècle avec un souci d'intelligence pédagogique.

Quelle fut l'attitude des Frères (et des Sœurs) sous Pétain-Vichy et l'occupation? On crée des organismes pour traquer, interroger, arrêter, condamner, déporter.

Le Journal Officiel, relayé par une presse servile, publie d'interminables listes de Maçons. Certains entrent dans des mouvements de résistance, sont au cœur de réseaux, agissent, avec force et vigueur, pour la libération et la victoire finale. Il y a, aussi, les salauds, les tièdes, les attentistes.

Pierre Brossolette et Jean Zay meurent. Le premier se suicide dans les locaux de la gestapo, le second est abattu par la milice.

André Combes, avec une lucide fermeté, favorise une première approche d'un temps qui n'avait jamais été vraiment disséqué. Ici, pas de contes roses ou de cocoricos exaltés mais les faits et les engagements. Un regard, enfin, serein.

Pierre Ysmal

Histoire de la Franc-Maçonnerie au XIXe siècle, deux tomes, éditions du Rocher.
La Franc-Maçonnerie sous l'Occupation, édition du Rocher, 422 p., 22 €.

LA BELLE EPOQUE LA FRANCE DE 1900 À 1914
par Michel Winock

"Toute sa vie active, l'ouvrier sera soumis à une impitoyable usure du travail. Cette usure conduit à une mort plus précoce que pour les membres des autres classes sociales, avec des nuances selon les corporations. On constate en particulier que les ouvriers du textile, toutes branches confondues, sont davantage frappés par la tuberculose et meurent plus jeunes que les autres" relève le professeur Michel Winock dans son dernier livre *La Belle Epoque, la France de 1900 à 1914*.

La Belle Epoque n'est pas une sorte d'âge d'or d'avant la première guerre mondiale. La IIIe République, bourgeoise et ventrue, craint toujours les "classes dangereuses" capables de secouer ses égoïsmes, de compromettre le placement de ces excellents emprunts russes, de troubler un ordre social.

Georges Clemenceau, Aristide Briand, Emile Combes, Maurice Rouvier, Louis Barthou et autres René Viriani veillent, avec rigidité, sur une France où l'immense voix de Jean Jaurès fait entendre, avec un fabuleux éclat, les besoins, les souffrances, les exigences d'un monde ignoré par les héroïnes de Paul Bourget et les personnages de Marcel Proust.

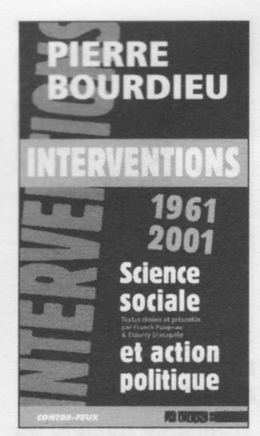
Grande puissance mondiale avec un immense empire colonial, l'hexagone possède, toujours, un nombre excessif de ruraux, trop de petites entreprises, un prolétariat proche de la misère. Certes, la voiture et le cinématographe, la vie intellectuelle et artistique permettent un éclat particulier mais on marche vers l'abîme.

L'assassinat de Jean Jaurès, la déclaration de la guerre basculent la France dans une tragique époque...

Michel Winock dans des chapitres rédigés d'une plume avertie et élégante (nous sommes très loin du baragouinage de Pierre Bourdieu et de ses disciples) met en pièce un univers disparu. Un temps impitoyable. Un temps à ne jamais oublier.

P.Y.

Perrin, 434 p., 21,20 €.



PIERRE BOURDIEU INTERVENTIONS, 1961-2001 SCIENCE SOCIALE & ACTION POLITIQUE

Textes choisis et présentés par Franck Poupeau & Thierry Discepolo)

Les interventions de Pierre Bourdieu depuis les grèves de décembre 1995 ont été l'objet de condamnations souvent virulentes, notamment de la part des journalistes et des intellectuels médiatiques dont il avait analysé le pouvoir. Il fut alors accusé de découvrir l'action politique "sur le tard", d'abuser de sa notoriété scientifique ou encore de revenir à des figures intellectuelles surannées. Ce qui semblait choquer avant tout, c'était qu'un savant intervienne de la sorte, portant le fer de la critique dans le domaine politique.

Les interventions du sociologue dans l'espace public datent pourtant de son entrée dans la vie intellectuelle, au début des années 1960 à propos de la guerre d'Algérie. Dès lors, une réflexion constante sur les "conditions sociales de possibilité" de son engagement politique l'incite à se démarquer aussi bien d'un scientisme donneur de leçons que du spontanéisme alors si courant chez les "intellectuels libres".

Ce recueil n'a pas seulement pour but de regrouper les nombreux textes "politiques" ou "critiques" souvent peu accessibles ou inédits en français. Il tient avant tout de la mise en situation : invitation à la lecture d'une œuvre souvent neutralisée par ses conditions académiques de réception. Il s'agit de montrer, à travers les étapes de l'itinéraire du sociologue, replacé dans son contexte historique, une articulation certaine entre recherche scientifique et intervention politique ; le travail de conversion des pulsions sociales en impulsions critiques.

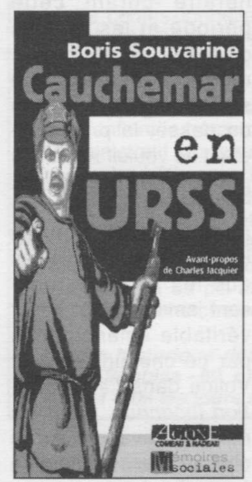
A travers ce parcours, c'est finalement la genèse d'un mode d'intervention politique spécifique qui est retracée : science sociale et militantisme, loin de s'opposer, peuvent être conçus comme les deux faces d'un même travail d'analyse, de décryptage et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation. La trajectoire illustrée par les textes de ce recueil montre comment la sociologie elle-même se trouve enrichie par l'engagement politique et la réflexion sur les conditions de cet engagement.

Charles Jacquier

ISBN 2-910846-62-8
*Prix : 20 euros - 488 p. / format12*21 cm*
http://atheles.org/agone/interventions19612001

Collection "Mémoires sociales" - Agone Editeur - BP 2326 F-13213 Marseille cedex 02

Stig Dagerman, La dictature du chagrin
http://atheles.org/editeur.php?ref_editeur=1&main=détail&ref_livre=183



BORIS SOUVARINE, CAUCHEMAR EN URSS,

avant-propos de Charles Jacquier

"Il reste des gens qui ne veulent pas nous rendre notre passé, car ils espèrent que notre futur sera pareil."

Kamil Ikranov

La vérité finit par vaincre la force, mais l'opération prend un certain temps – celui qui est nécessaire pour en désamorcer l'impact. Près d'un siècle après, la révolution russe de 1917 garde toujours une image brouillée par les impostures qui l'ont défigurée aux grés d'intérêts aussi opposés dans la forme que convergents sur le fond. Ces événements anciens influençant encore nos vies, il importe d'en comprendre les arcanes cachés, sinuant d'un "empire du mal" simpliste à un illusoire "paradis des travailleurs".

Socialiste français, secrétaire de la IIIe Internationale sous Lénine, avec d'autres, fondateur du PCF, Boris Souvarine fut l'un des protagonistes de l'aventure bolchevique. Exclu de l'Internationale Communiste en 1924 pour indiscipline, il fonde en 1926 le "Cercle communiste Marx et Lénine", devenu en 1930 le "Cercle communiste démocratique", avant de créer en 1936 l'association "les Amis de la vérité sur l'URSS". Il mènera plusieurs campagnes pour sauver des personnalités emprisonnées, tel Victor Serge, tout en tentant d'alerter l'opinion sur les millions de déportés et internés anonymes. En 1937, trois de ses articles paraissent dans des revues, sur les procès de Moscou en cours, la condition du paysan et de l'ouvrier soviétiques. Ils joignent à une analyse pénétrante un style percutant et caustique qui en font un bonheur de lecture.

"Cauchemar en URSS" explicite la plus audacieuse vague d'épuration menée par Staline, prenant prétexte de l'assassinat d'un apparatchik trop ambitieux, Kirov, par de prétendus trotskistes. Elle va éliminer par parodie de voie judiciaire les gloires de premier plan de la révolution d'octobre. Ils entraîneront dans leur supplice, plus discrètement et sans tribunaux, des centaines de complices ou témoins compromettants. Trotski l'a nommée "une guerre civile préventive".

Malgré le tragique du propos, Souvarine arrive à nous faire sourire des délires de la propagande officielle. Grâce à ses connaissances en langue de bois il y déchiffre sans peine que Kirov a été exécuté par le Guépéou obéissant à des ordres du plus haut niveau. Mais l'apport essentiel de ces textes vient de l'éclairage porté sur les "raisons obscures" et les buts cachés du dictateur.

Tout paranoïaque sanguinaire qu'il soit, Staline ne se résume pas à sa pathologie. Il ne règle qu'à titre secondaire des règlements de compte personnels et des basses vengeances. Sa méthode expéditive pour débattre et solutionner les divergences est grossière, mais tire son efficacité des sacrifices humains propres à briser l'esprit de résistance des plus irréductibles. Testée dès 1928 sur des hauts fonctionnaires pour justifier des échecs dans les transports et l'approvisionnement, représailles et exécutions n'avaient pas cessé depuis, mais à la fin des années trente, la situation intérieure et internationale exige que le despote aille plus loin.

A Courlay (79)
Exposition sur l'école et Ernest Pérochon

Le site pédagogique de l'école de la Tour Nivelle propose **trois expositions temporaires de juin à septembre 2002.**

L'école d'autrefois a été conçue par les Archives départementales de la Loire, elle aborde à l'aide de panneaux les principales caractéristiques de l'école de Jules Ferry (morale républicaine, célébration du progrès, vulgarisation des savoirs, défense de la Patrie, difficile obtention du certificat d'études comme couronnement de la scolarité).

Ernest Pérochon et la vie des enfants de son temps a été réalisée par des élèves de Cours moyen à partir de documents authentiques et d'extraits de textes d'Ernest Pérochon, il s'agit de comprendre l'évolution de l'esprit dans lequel les enfants étaient éduqués à l'école et dans leur famille avant et après la Première Guerre mondiale. Cette exposition sera accompagnée de deux journées spéciales d'animation qui auront lieu les samedi 27 juillet et 10 août.

Les poèmes de Victor Hugo que nous avons tous appris à l'école primaire est une présentation des plus belles pages de manuels scolaires contenant des textes en vers de Victor Hugo, une scénographie originale accompagne ces derniers.

L'exposition permanente présente la vie et l'œuvre de l'écrivain régionaliste **Ernest Pérochon** (prix Goncourt en 1920), instituteur syndicaliste durant près de vingt ans et auteur de l'ouvrage professionnel *L'instituteur.* On voit également la reconstitution d'un logement de fonction d'instituteur et d'une salle de classe du début du siècle avec des documents pédagogiques.

L'école de la Tour Nivelle est située à Courlay près de Bressuire et de Pescalis (dans les Deux-Sèvres), non loin de Cholet et du Puy-du-Fou (en Vendée).

Les jours d'ouverture aux individuels sont les suivants :

– du 1er juillet au 1er septembre : les vendredi, samedi, dimanche et lundi de 15h à 19h ;

– du 1er septembre au 30 juin : les premier et troisième dimanches du mois (excepté en décembre).

Coordonnées : Ecole de la Tour Nivelle - Route de Bressuire à Fontenay-le-Comte - 79440 Courlay - Tél./Fax : 05.49.80.29.37 - E-mail : tournivelle@wanadoo.fr

Directement menacé en 1933 par un appel de Trotski aux membres du Bureau politique qui avaient envisagé d'en finir avec lui, il regrettait d'avoir laissé échapper l'unique opposant d'envergure susceptible de le remplacer. Isolé, traqué, errant d'un pays à l'autre, haï tout autant par Churchill, Hitler, les dirigeants de l'ancien et du nouveau monde que par son vieux rival; l'exilé gardait si bien des chances réelles de retour que cette hypothèse fut évoquée comme la pire des éventualités, lors d'une entrevue entre l'ambassadeur de France Coulondre et le Führer en 1939.

Voilà la réalité inavouable que cachaient les fantasmagoriques complots trotskistes censés ravager le pays et la raison pour laquelle il traitait de puissance à puissance un homme qui, tel un héros shakespearien, "cheminait entouré de fantômes aux fronts troués".

De même, méditant le pacte germano-soviétique, "le plus répugnant et malfaisant des traîtres" va utiliser la tactique qui consiste à accuser le premier ceux qu'il veut perdre de collusion avec le fascisme allemand. Que le passé idéologique des victimes rende le motif invraisemblable importe peu. De promptes exécutions, après aveux extorqués et repentirs adéquats, le débarrasseront des gêneurs qui auraient pu s'en scandaliser ou s'y opposer. Son habileté initiale à se jouer des rivalités entre fractions a fait place à l'élimination par la classe bureaucratique, avide de pouvoirs et de privilèges, de la génération de 1917. Une contre-révolution masquée comprise alors par Maria Mikhaïlovna: "Ce sont en réalité les procès de Lénine, de Trotski et de la révolution d'octobre." Elle n'osera l'écrire que quarante ans plus tard.

Plus courts, mais tout aussi documentés, les articles sur la vie des ouvriers et des paysans soviétiques – esclaves corps et âme d'un régime plus cruel que celui du Tsar – amènent à s'interroger sur un tel "mensonge déconcertant". L'auteur n'étant pas devin ni même le seul à percer à jour ces desseins prémédités et révéler ces exactions inouïes, on peut en déduire qu'hors d'un pays bâillonné par la terreur, il fallait être bien complaisant pour se laisser abuser par ces manipulations. Un embrigadement inexcusable auquel le journaliste mexicain Francisco Zamora faisait un sort en 1940: "Aucun être humain mentalement et moralement sain ne peut continuer à être stalinien après la série de crimes, d'escroqueries, de bassesses et de falsifications des faits et des idées perpétrés par ce sinistre individu."

Là aussi, Boris Souvarine est parmi les premiers à fustiger la lâcheté des intellectuels de gauche et autres "Ligue des droits de l'homme" qui cautionnent sous l'étiquette communiste des faits qui les feraient hurler sous d'autres cieux: Le "politiquement correct" faisait là ses premiers débuts.

"Cette tentative de tromper l'opinion sur la terre entière en notre génération et en la postérité" dont Trotski fut bouleversé doit sa longévité à la victoire des Alliés. Elle balaya une réalité connue de tous. S'y ajouta la complicité des démocraties libérales ravies de l'élimination des révolutionnaires. L'Etat bureaucratique à oripeaux prolétariens allait leur fournir un épouvantail idéal pendant des décennies.

Aujourd'hui cette instrumentalisation repoussoir vise à nous persuader que le capitalisme est quasi génétique à l'homme. Contrarier la nature étant pernicieux – démonstration par *Livre noir du communisme* à l'appui –, les révoltés de 1917 en ont été justement punis.

Boris Souvarine, après avoir rempli avec vaillance son devoir de vérité, finit par désespérer de son idéal de jeunesse. Il était pourtant bien placé pour savoir que la génération anéantie se composait des militants sincères, dévoués et estimables. Dans son avant-propos, Charles Jacquier retrace son itinéraire durant cette période et les raisons d'espérer en un mouvement d'émancipation sociale libéré des erreurs du passé, la principale étant de vouloir abattre le pouvoir par le pouvoir. "Momentanément et avec de très bonnes intentions, je ne crois pas que les hommes puissent jamais arriver à leur véritable émancipation par ce chemin" écrivait Voline dans *La Révolution inconnue*. Nous ne pourrons avancer sur le chemin menant l'homme à sa plus haute expression qu'en rétablissant la geste d'une révolution russe trahie, mais aussi salie et déshonorée comme aucune autre.

Hélène FABRE

Marseille, Agone Editeur (BP 2326 13213 Marseille cedex 02), coll. Mémoires sociales, 2001, 108 p., 9 Euros.

REVUES



LES TEMPS MAUDITS N° 13

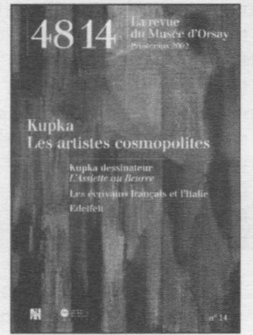
Nouveau numéro de *Temps maudits*, plus important que d'habitude, avec un gros dossier social et syndical (le présent et une prospective), un petit dossier sur la mondialisation, un essai et un autre dossier bref sur des aspects de la révolution espagnole et les libertaires.

On peut également remarquer que la violence est traitée sous deux approches différentes, théorique et pratique, avant et durant la guerre civile espagnole, et indirectement durant le marxisme-lénisme soviétique dans les recensions.

La partie critique de livres renvoie également à la mondialisation.

Et la partie philosophique de l'essai réapparaît dans le compte-rendu du lexique philosophique de Colson.

Les Temps maudits, 4, rés. du Parc - 91120 Palaiseau. 128 p. - 7 euros.

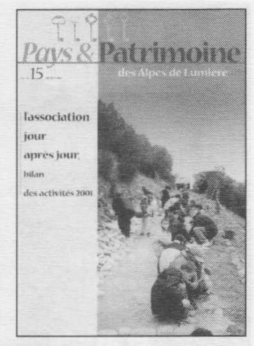


LA REVUE DU MUSÉE D'ORSAY

A noter dans la dernière livraison de cette belle revue des présentations d'expositions qu'il est possible encore de visiter et d'autres annoncées comme celle sur Kupka et ses œuvres graphiques de 1834 à 1912.

Rappelons que cet artiste tchèque (1871-1957) est surtout connu comme un des grands pionniers de l'art non figuratif. Installé à Paris en 1894 il s'est consacré pendant une quinzaine d'années à produire des dessins dénonçant les injustices sociales. Aux côtés des Steinlen, Willette, Grandjouan et Hermann-Paul, nombre de ses dessins ont fait l'actualité de la "belle époque". Il a notamment participé au premier numéro de l'Assiette au Beurre avant de devenir un de ses dessinateurs réguliers.

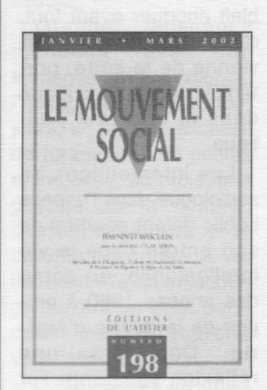
Exposition au Musée d'Orsay du 25 juin au 6 octobre.



PAYS & PATRIMOINE

Dans ce numéro de printemps l'association tire le bilan de toutes les activités 2001. Beaucoup de rencontres avec des élèves et leurs enseignants, les jeunes bénévoles des chantiers d'été et toutes les personnes intéressées par le patrimoine de cette région. Un patrimoine bien difficile à sauvegarder comme le révèle un article sur un projet de lotissement à proximité d'une église romane du XIIe siècle sur le plateau d'Albion dans le village de Saint-Trinit.

Association Alpes de Lumière - Maison du patrimoine - 04300 Mane.

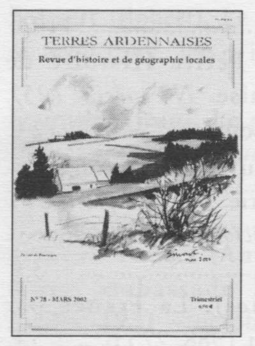


LE MOUVEMENT SOCIAL N° 198

Réalisé sous la direction d'Anne Marie Sohn, ce numéro s'inscrit dans tout un mouvement de recherche qui entend remettre les femmes à leur place dans l'histoire, notamment sociale. Les "muettes de l'histoire" se sont exprimées et les sources pour en attester ne manquent pas comme les nouvelles recherches en histoire le démontrent. Mais, l'intérêt de ce numéro est aussi de s'intéresser à la "mascu-

linité". Bref l'histoire n'est plus du genre neutre et du coup, s'enrichit puisqu'elle se complète de son féminin et de son masculin.

Edition de l'Atelier - 12, avenue de la Sœur-Rosalie - 75013 Paris. 13 euros.



TERRES ARDENNAISES N°78

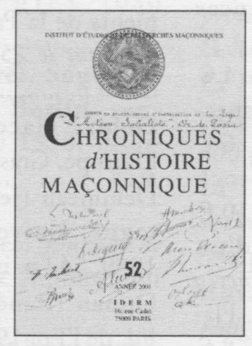
La dernière livraison trimestrielle s'ouvre sur des souvenirs de vacances à la campagne dans les années 1944 à 1949 raconté par un gamin de Charleville.

Les mots d'autrefois sont expliqués et illustrés par leur usage courant. Cette fois ils disent la quantité.

Si la police municipale au XIX[e] siècle est étudiée en bonne place, à retenir l'évocation des violences ordinaires dans la région de Rethel le siècle précédent. Ainsi, en 1771, cette partie de quilles qui se termine à coups de couteaux de chasse.

On retiendra également dans ce sommaire une étude très documentée sur une cabane de douanier au XVII[e] siècle, un résumé de la vie de Jules Ferry avec son arbre généalogique, Sedan garnison polonaise au temps de Napoléon, les canulars du 1[er] avril dans le journal L'Ardennais, les inscriptions allemandes dans les Ardennes.

Terres Ardennaises, 21, rue Hachette, 08000 Charleville-Mézières.



CHRONIQUES D'HISTOIRE MAÇONNIQUE N° 52

Après trente ans d'existence, la revue d'histoire du Grand Orient de France connaît une nouvelle étape, et une modification de son contenu.

Désormais, cette publication sera semestrielle.

Denis Lefebvre, bien connu de nos lecteurs, en assure la rédaction en chef. Il annonce un contenu qui va changer avec l'introduction de rubriques régulières nouvelles comme des critiques d'ouvrages historiques sur la franc-maçonnerie, des présentations de travaux universitaires, une revue de presse.

"Nos chroniques resteront une revue scientifique, certes, de qualité, bien sûr, mais aussi lisibles par le plus grand nombre, c'est-à-dire touchant et intéressant les universitaires comme les simples curieux. La matière ne manque pas! A nous de la rendre attrayante."

Au sommaire de ce numéro:

- Deux études sur l'Union des réfugiés politiques portugais et polonais à Brest et à Rennes sous la Restauration et la Monarchie de Juillet; et Le Grand Orient de France en Palestine.
- Un portrait de Lucien Deslinières.
- Un document sur la guerre d'Algérie.

Chroniques d'histoire maçonnique - 16, rue Cadet - 75009 Paris - 96 pages - 8 euros.

Exposition jusqu'au 10 juillet

"De la concorde à la rupture: un siècle de vie religieuse en France (1801-1905)"

Le système concordataire conclu le 26 messidor an IX entre le pape Pie VII et la France, plus connu sous le nom de "Concordat de 1801", étendu aux cultes protestants et juif, durera jusqu'à la séparation des Eglises et de l'Etat en 1905. Entretemps, il aura rétabli la paix religieuse en France et aura intégré dans la société française, malgré les crises - terreur blanche de 1815, affaire Dreyfus en 1894 - la diversité confessionnelle et la liberté de conscience inscrite dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. C'est l'histoire de ce système que présente cette exposition, en même temps qu'est évoquée la vitalité religieuse de la France concordataire.

Textes originaux, gravures, tableaux, caricatures illustrent le renouveau du culte, glorifient le héros pacificateur et évoquent la mise en place de tout un appareil administratif par lequel s'exerça au XIXe siècle le contrôle de l'Etat sur le personnel et les bâtiments des Cultes.

Objets liturgiques, modestes ou fastueux, jeux d'enfants, vêtements, souvenirs de processions et de pèlerinages, chromos et photos tentent de restituer le climat religieux de cette période.

Acte politique révolutionnaire, la séparation des Eglises et de l'Etat en 1905 met brutalement fin au pis-aller concordataire et rouvre la question d'une nécessaire laïcité dont on cherche encore, un siècle après, à définir les contours.

Centre historique des Archives nationales - Musée de l'histoire de France - Hôtel de Soubise - 60, rue des Francs-Bourgeois - 75003 Paris. Ouvert tous les jours sauf le mardi et les jours fériés.

A TROP COURBER L'ÉCHINE...

C'est le titre de ce premier bulletin "acrate", terme venu du grec et repris par la langue espagnole pour dire anarchiste ou libertaire mais les acteurs ne veulent pas se parer de ces titres réducteurs et galvaudés. Ils préfèrent traduire "acrate" par partisans de la révolution contre toute forme de domination et d'oppression avec pour principes la liberté et l'égalité de tous les êtres humains.

Ce bulletin est créé pour "tenter d'entrer en contact avec des gens ouverts à la discussion mais francs sur leur engagement".

STA - BP 201 - 76171 Rouen Cedex



L'amateur de livres



Voici une nouvelle liste d'ouvrages d'occasion disponibles à la vente. Nous remercions les lecteurs qui nous passent des commandes et rappelons que les prix que nous pratiquons sont très raisonnables...

Assurez-vous, toutefois, que les livres sont encore disponibles. Merci !

Albert I[er], Carnets et correspondance de guerre 1914-1918. Duculot 1991, 534 p. index .... 8 €

Andrews (W.-A.), Environnement urbain. Ed. Etudes Vivantes 1980, XXII-289 p. bibliog. Index .... 10 €

Angeli & gillet, La police dans la politique (1944-1954). Grasset 1967, 396 p.envoi .... 8 €

Argenlieu (Thierry d'), Souvenirs de guerre. *Juin 1940, janvier 1941.* Plon 1973, cart. 282 p. ill .... 9 €

Auphan (Amiral), Les échéances de l'Histoire ou l'éclatement des Empires coloniaux et l'Occident. Les îles d'Or 1952, rel. d. bas. 360 p. (mouillures) .... 18 €

(Autrement) Texas… et le rêve américain. *Hors série N° 20 de la revue.* Octobre 1986, 235 p. ill. .... 7 €

Baratier (Edouard), Histoire de la Provence. Univers de la France Privat 1969, Rel toile, 604 p. index ill. .... 22 €

Blasquez (Adélaïde), Gaston Lucas serrurier. Rombaldi 1979, 314 p. ill. .... 4 €

Bonny (Jacques), Mon père l'inspecteur Bonny. R. Laffont 1975 ..... 6 €

Benès (Edouard), Munich. Stock 1970, 444 p. ill. .... 10 €

Bouloumié (Jean), Souvenirs d'un maire, l'Invasion 1940. *par l'ancien maire de Vittel.* Lesoeur, Vittel s.d. Plaquette de 51 p. .... 8 €

Broglie (Dominique de), Les Broglie, leur histoire. Ed. du Palais Royal 1967, 718 p., ill. .... 20 €

Chamming's (Marie), J'ai choisi la tempête. *Une jeune fille dans la Résistance.* F. Didot 1997, 310 p. ill. .... 10 €

Chapsal (Robert), Cent ans de ma vie. Archipel 1992, 250 p. .... 8 €

Clément & Audry, Bataille du Rail. Comptoir Français de Diffusion 1949, 215 p. ill. .... 10 €

(Collectif) Histoire de l'Europe. Hachette 1992, Cart. 383 p. ill. dans le texte, index .... 10 €

Combe (Paul), Niveau de vie et progrès technique en France depuis 1860. P.U.F. 1956, 618 + XXXXI pp. (non coupé) .... 20 €

Comte (Bernard), L'honneur et la conscience. *1940-1944, catholiques français en résistance.* Editions de l'Atelier 1998, 303 p. index .... 9 €

Coupaye (L.), La Ruhr et l'Allemagne. Encyclopédie parlementaire, Dunod 1922, 319 p. .... 110 €

(Crapouillot) Petite Histoire de l'Armée française. *N° spécial (25).* 96 p. ill. couv. Coul. .... 12 €

Deschanel (Paul), Les commandements de la Patrie. *Discours prononcé à l'Institut le 25 octobre 1916.* Plaquette de 20 p. .... 3 €

Delors (Jacques), La France par l'Europe. Grasset 1988, 275 p. .. 5 €

Delumeau (Jean), Histoire de la Bretagne. Univers de la France Privat 1969, 542 p. index, ill. .... 23 €

Dunan (Renée), La papesse Jeanne. Ed. de l'Epi 1929, 254 p. .... 8 €

Faÿ (Bernard) Louis XVI ou la fin d'un monde. Firmin Didot 1881, cart. 378 p. ill. .... 9 €

Fedortchenko (S.), Le peuple à la guerre. *Propos de soldats russes recueillis par une infirmière.* Valois 1930 s.p. 185 p. .... 9 €

Ferdière (Gaston), Jehan-Rictus son œuvre. Nouvelle revue critique 1935, 77 p. avec un portrait .... 12 €

Féréal (V. de), Les mystères de l'Inquisition et autres sociétés secrètes d'Espagne. Boizard 1846, Rel. d.bas 399 p. nombreuses ill. dans et h.t. état moyen .... 40 €

-------✂--

LIBRAIRIE FLOREAL

41, rue de la Harpe BP 872 — 27008 EVREUX — Tél. 02.32.33.22.33

Nom : .... Adresse : ....

Je vous commande les livres suivants :

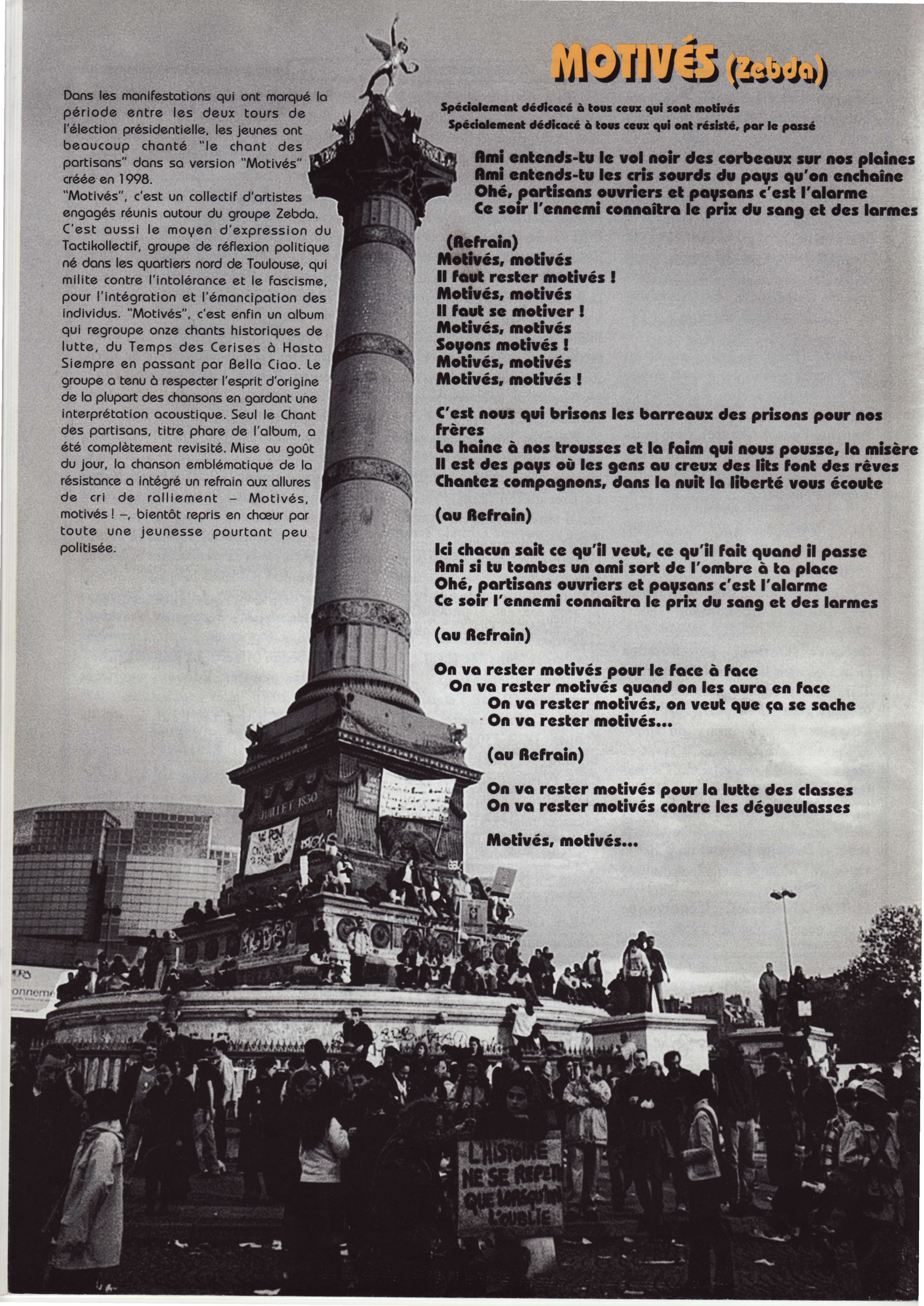
Auteur	Titre	prix
	Port et emballage prix forfaitaire	3,50 €
	Total	

Bon de commande et chèque à adresser à Librairie Floréal

Flandin (Pierre-Etienne), Politique française 1919-1940. Ed. Nouvelles 1947, 466 p. .... 13 €
Fleury (Jean-Gérard), La Ligne de Mermoz, Guillaumet, Saint-Exupéry et de leurs compagnons d'épopée. Gallimard 1939, 283 p. .... 14 €
Fossaert & Lévy, 100 millions de Français contre le chômage. Stock 1992, 150 p. .... 5 €
Fossaert (Robert), Le contrat socialiste. Seuil 1969, 286 p. index ...... 7 €

Fourastié (Jean), Le grand espoir du XX[e] *Progrès technique, progrès économique, progrès social.* P.U.F. 1949 222 p. .... 7 €
François-Poncet (André), Souvenirs d'une ambassade à Berlin septembre 1931 – octobre 1938. Flammarion 1946, 356 p. .... 12 €

Garaudy (Roger), Antée. *Journal de Daniel Chénier.* Hier & Aujourd'hui 1946, 192 p. .... 6 €
Gazier (Bernard), Emploi nouvelles donnes. Economica 1993, 229 p. .... 6 €
Gélinier (Octave), Le chômage guéri... si nous le voulons. Hommes et Techniques 1985, 161 p. .... 6 €
Georgy (Guy), Le petit soldat de l'Empire. *Récit.* Flammarion 1992, 271 p. .... 6 €
Gignoux (C.-J.), La crise du Capitalisme au XXe Siècle. Soc. D'Ed ; Econ. Et Sociales s.d. (1943 ?), 293 p. .... 8 €
(Hier et Demain) L'Avenir de la Résistance. *N° 11 de la Collection.* Julliard 1945, 187 p. .... 10 €
Hoffet (Frédéric), L'équivoque catholique. Fischbacher 1956, 225 p. (n.c.) .... 11 €
Husa (Venceslas), Masaryk fils de serf, père d'un peuple. Ed Je sers 1938, 153 p.ill. .... 8 €
Icher (François), La France des Compagnons. Editions de la Martinière 1994, cart. 200 p. nbr. Ill. en noir et en couleurs .... 35 €
Joly (E.), Pléneuf sous l'Ancien Régime. *Une paroisse de l'évêché de Saint-Brieuc.* Auteur 1937, 243 p. avec 17 illustrations .... 30 €
Joumier (Pierre), Le Principe de la Population et les Doctrines démographiques contemporaines. Presses modernes 1932, Rel. d. bas. 126 p. .... 18 €
Juin & Naroun, Histoire parallèle la France en Algérie 1830-1962. Lib. Acad. Perrin 1963, cart. 316 p. ill. .... 9 €
Labbé & Périn, Que reste-t-il de Billancourt ? *Enquête sur la culture d'entreprise (Régie Renault.* Hachette 1990, 342 p. .... 7 €
Lachouque (Cdt), Le secret de Waterloo. Présence de l'Histoire 1952, 330 p. Biblio. (n.c.) .... 9 €
(Laïcité) Laïcité et paix scolaire. ***Enquête et conclusions de la Fédération protestante de l'Enseignement.*** Berger-Levrault 1957, 376 p. (n.c.) ...... 8 €
La Picirella, Témoignages sur le Vercors. *Drôme et Isère.* Rivet Lyon 1986, 400 p. .... 10 €
La Tour du Pin (René), Vers un ordre social chrétien. Ed. du Trident 1987, 396 p. .... 15 €
(Laval), Laval parle. *Notes et mémoires rédigés à Fresnes d'août à octobre 1945.* Ed. du Cheval ailé 1948, 280 p. ill. (défraîchi) .... 12 €
(Libération Nationale P.T.T.), La Résistance dans les P.T.T.. *Récits et témoignages.* 1986, 346 p. .... 10 €
Luxemburg (Rosa), J'étais, je suis, je serai !. *Correspondance 1914-1919.* Maspero 1977, 430 p. index ..... 9 €
Massin (Jean), Robespierre. Club Français du Livre 1956, cart. 317 p. ill. .... 6 €
Ménager (Georges), Les quatre vérités de Papillon. La Table Ronde 1970, 235 p. .... 6 €
Neumann (Peter), S.S. ! France-Empire 1973, 319 p. .... 7 €
Nollet (Général), Une expérience de désarmement. *Cinq ans de contrôle militaire en Allemagne.* N.R.F. 1932, 255 p. ill. .... 10 €
Ozanam, Lettres de Frédéric Ozanam 1831-1853. De Gigord 1925, 2 vol. 437 + 540 pp. .... 14 €
Perrault (Gilles), L'Orchestre Rouge. Fayard 1967, 624 p. ill. index .... 12 €
Philippe (Raymond), Le drame financier de 1924-1928. Gallimard Documents Bleus 1931, 150 p. .... 10 €
Recouly (Raymond), Les négociations secrètes Briand-Lancken. *Négociations pour la paix en 1917.* Ed. de France 1933, 175 p. .... 7 €
Reiner (Sylvain), L'été des Patriotes. *Roman.* Laffont 1964, 541 p. .... 7 €
Rouanet (Marie), Les enfants du bagne. France Loisirs 1993, cart. 338 p. .... 6 €
Roussel (Auguste), Gros-Jean et son curé. *Dialogues satiriques sur l'Eglise, ill. par Alfred Le Petit.* Flammarion 1905, 312 p. 200 ill. in texte .... 20 €
Rousselet (Marcel), Histoire de la Magistrature française des origines à nos jours. Plon 1957, 2 vol. VI-448 + 437 pp. Ill. In et h.t. index .... 200 €
Rousset (David), Les jours de notre mort. *Roman.* Ed. du Pavois 1947, 786 p. n.c. .... 12 €
Roy (Jules), La bataille de Dien Bien Phu. Julliard 1963, cart. 617 p. biblio index ill. .... 13 €
Saint-Laurent (Cécil), Quand Napoléon occupait l'Europe. Presse de la Cité 1968, cart. 445 p. .... 9 €
(Salan), le procès de Raoul Salan. *Compte rendu sténographique.* A. Michel 1962, 555 p. (défraîchi) .... 5 €
Siegfried (André), La Suisse démocratie-témoin. A la Baconnière Neuchâtel, 1948, 238 p. cartes .... 7 €
Tévoédjrè (Albert), La pauvreté richesse des peuples. Editions ouvrières 1978, 207 p. index .... 7 €
Tillon (Charles, Les F.T.P., la guérilla en France. Julliard 1967, cart. 287 p. .... 7 €
Todière (M.), Charles VI, les Armagnacs et les Bourguignons. Mame 1863, rel. d.bas. 428 p. ill. (lég. défraîchi) .... 18 €
Toffler (Alvin), Le Choc du Futur. Denoël 1970, 637 p. index .... 7 €
Tulard (Jean), Napoléon ou le mythe du sauveur. Fayard 1977, 496 p. index .... 9 €
Uri (Pierre), Plan quinquennal pour une révolution. Fayard 1973, 299 p. .... 6 €
Van Leisen (Herbert), Mirabeau et la Révolution royale. Grasset 1926, 213 p. .... 6 €
Vindé (François), L'Affaire des Fiches 1900-1904. *Chronique d'un scandale.* Editions Universitaires 1989, 239 p. .... 15 €
Zévaès (Alexandre), Histoire de la Troisième République (1870-1926). Ed. Georges Anquetil 1926, 643 p. index, ... 10 €



MOTIVÉS (Zebda)

Dans les manifestations qui ont marqué la période entre les deux tours de l'élection présidentielle, les jeunes ont beaucoup chanté "le chant des partisans" dans sa version "Motivés" créée en 1998.
"Motivés", c'est un collectif d'artistes engagés réunis autour du groupe Zebda. C'est aussi le moyen d'expression du Tactikollectif, groupe de réflexion politique né dans les quartiers nord de Toulouse, qui milite contre l'intolérance et le fascisme, pour l'intégration et l'émancipation des individus. "Motivés", c'est enfin un album qui regroupe onze chants historiques de lutte, du Temps des Cerises à Hasta Siempre en passant par Bella Ciao. Le groupe a tenu à respecter l'esprit d'origine de la plupart des chansons en gardant une interprétation acoustique. Seul le Chant des partisans, titre phare de l'album, a été complètement revisité. Mise au goût du jour, la chanson emblématique de la résistance a intégré un refrain aux allures de cri de ralliement – Motivés, motivés ! –, bientôt repris en chœur par toute une jeunesse pourtant peu politisée.

Spécialement dédicacé à tous ceux qui sont motivés
Spécialement dédicacé à tous ceux qui ont résisté, par le passé

Ami entends-tu le vol noir des corbeaux sur nos plaines
Ami entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne
Ohé, partisans ouvriers et paysans c'est l'alarme
Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes

(Refrain)
Motivés, motivés
Il faut rester motivés !
Motivés, motivés
Il faut se motiver !
Motivés, motivés
Soyons motivés !
Motivés, motivés
Motivés, motivés !

C'est nous qui brisons les barreaux des prisons pour nos frères
La haine à nos trousses et la faim qui nous pousse, la misère
Il est des pays où les gens au creux des lits font des rêves
Chantez compagnons, dans la nuit la liberté vous écoute

(au Refrain)

Ici chacun sait ce qu'il veut, ce qu'il fait quand il passe
Ami si tu tombes un ami sort de l'ombre à ta place
Ohé, partisans ouvriers et paysans c'est l'alarme
Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes

(au Refrain)

On va rester motivés pour le face à face
On va rester motivés quand on les aura en face
On va rester motivés, on veut que ça se sache
On va rester motivés...

(au Refrain)

On va rester motivés pour la lutte des classes
On va rester motivés contre les dégueulasses

Motivés, motivés...